

Chambre des Représentants

SESSION 1970-1971.

13 OCTOBRE 1970.

TABLEAU DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI FIGURANT À L'ORDRE DES TRAVAUX DE LA CHAMBRE.

SOMMAIRE :

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI D'APRÈS L'ÉTAT DE LA PROCÉDURE :

	Pages
I. — Proposition de loi du Bureau	2
II. — Projets et propositions de loi dont les rapports sont faits	2
III. — Projets et propositions de loi en Commissions :	
a) Commission spéciale	5
b) Commission du Règlement	5
c) Commission du Budget	5
d) Commissions permanentes :	
Affaires économiques	5
Affaires étrangères	6
Affaires européennes	7
Affaires générales et Fonction publique	7
Agriculture	7
Classes moyennes	7
Commerce extérieur et Coopération au développement	8
Communications, Postes, Télégraphes et Téléphones	8
Culture	8
Défense nationale	9
Education nationale	9
Emploi et Travail	10
Finances	11
Intérieur	12
Justice	13
Prévoyance sociale	17
Revision de la Constitution	17
Santé publique et Famille	18
Travaux publics	19
IV. — Propositions de loi qui n'ont pas encore été prises en considération	19

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI D'APRÈS L'ÉTAT DE LA PROCÉDURE.

(En ce qui concerne les projets de loi dont la Chambre a été saisie avant le 19 septembre 1944, il y a lieu de consulter le document de la Chambre n° 1 de la session extraordinaire 1949.)

I. — Proposition de loi du Bureau.

Cour des Comptes :

Proposition de loi complétant et modifiant la loi du 29 octobre 1846, relative à l'organisation de la Cour des Comptes, modifiée par les lois des 4 juin 1921, 20 juillet 1921, 13 juillet 1930 et 23 mars 1951.
Présentée par le Bureau, n° 341/1 du 27 mars 1969.

II. — Projets et propositions de loi dont les rapports sont faits ⁽¹⁾.

a) Projets et proposition de loi dont la Commission propose l'adoption.

Affaires étrangères :

Europe :

1. Projet de loi portant approbation de la décision du 21 avril 1970 du Conseil des Ministres des Communautés européennes relative au remplacement des contributions financières des États membres par des ressources propres aux Communautés.

Présenté par le Gouvernement, n° 711/1 du 4 juin 1970.

Rapport de M. Radoux, n° 711/2 du 19 juin 1970.

2. Projet de loi portant approbation du Traité portant modification de certaines dispositions budgétaires des Traités instituant les Communautés européennes et du Traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes fait à Luxembourg le 22 avril 1970.

Présenté par le Gouvernement, n° 712/1 du 4 juin 1970.

Rapport de M. Radoux, n° 712/2 du 19 juin 1970.

Armée :

Officiers :

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

Transmis par le Sénat, n° 568/1 du 23 juin 1960.

Rapport de M^{me} de Moor-Van Sina, n° 568/2 du 16 février 1961.

Budgets :

1. Projet de loi contenant le budget de l'Éducation nationale — régime français — pour l'année budgétaire 1970.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-XIX-A/1 (1969-1970).

Amendement du Gouvernement, n° 4-XIX-A/2 du 18 juin 1970.

Rapport de M. Remacle, n° 4-XIX-A/3 du 30 septembre 1970.

2. Projet de loi contenant le budget de l'Éducation nationale — régime néerlandais — pour l'année budgétaire 1970.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-XIX-B/1 (1969-1970).

Amendements : 1° du Gouvernement; 2° de M. Coppieters, n° 4-XIX-B/2 du 16 juin 1970.

Rapport de M. Otte, n° 4-XIX-B/3 du 30 septembre 1970.

3. Projet de loi contenant le budget de l'Éducation nationale — secteur commun aux régimes français et néerlandais — pour l'année budgétaire 1970.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-XIX-C/1 (1969-1970).

Amendements de : 1° M. Coppieters; 2° M. Niemegeers, n° 4-XIX-C/2 du 16 juin 1970.

Rapport de MM. Otte et Remacle, n° 4-XIX-C/3 du 30 septembre 1970.

Amendement du Gouvernement, n° 4-XIX-C/4 du 30 septembre 1970.

Chambres législatives :

Contrôle :

Proposition de loi instituant un Commissaire du Parlement.

Présentée par M. Glinne, n° 231/1 du 7 janvier 1969.

Rapport de M. Van Lidth de Jeude, n° 231/2 du 12 février 1970.

Amendements de M. Anciaux, n° 231/3 du 28 avril 1970.

Droit public :

Conseils nationaux et régionaux :

Projet de loi organique des Conseils culturels.

Transmis par le Sénat, n° 569/1 du 23 juin 1960.

Rapport de M. Mertens de Wilmars, n° 569/2 du 8 février 1961.

Amendement de M. Radoux, n° 569/3 du 14 février 1961.

Constitution :

Déclaration de révision (*Moniteur belge* du 2 mars 1968).

Dispositions constitutionnelles soumises à révision, n° 10-1/1° du 21 juin 1968.

1. Révision de l'article premier, alinéa 4.

Statut propre à certains territoires.

Texte transmis par le Sénat, n° 10/37/1° du 19 juin 1970.

Rapport de M. Denis, n° 10/37/2° du 25 juin 1970.

2. Insertion d'un article 3bis (nouveau) (ancien art. 3ter).

Régions linguistiques.

Texte transmis par le Sénat, n° 10/29/1° du 10 juin 1970.

Rapport de MM. Meyers et Van Elslande, n° 10/29/2° du 18 juin 1970.

Amendements de : 1° M. Persoons; 2° M. Outers, n° 10/29/3° du 23 juin 1970.

Amendement de M. Delforge, n° 10/29/4° du 24 juin 1970.

3. Insertion d'un article 3ter (nouveau) (ancien article 3quater) sous un titre 1bis (nouveau) — Des communautés culturelles.

Texte transmis par le Sénat, n° 10/27/1° du 5 juin 1970.

Rapport de MM. Meyers et Van Elslande, n° 10/27/2° du 19 juin 1970.

4. Insertion d'un article 6bis (nouveau).

Non-discrimination.

Texte transmis par le Sénat, n° 10/28/1° du 5 juin 1970.

Rapport de M. Boel, n° 10/28/2° du 19 juin 1970.

Amendement de M. Persoons, n° 10/28/3° du 23 juin 1970.

5. Révision de l'article 23.

Emploi des langues.

Texte transmis par le Sénat, n° 10/38/1° du 26 juin 1970.

Rapport de MM. Saint-Remy et Van Eynde, n° 10/38/2° du 30 juin 1970.

6. Insertion d'un article 32bis (nouveau).

Répartition des parlementaires en groupes linguistiques.

Texte transmis par le Sénat, n° 10/24/1° du 29 mai 1970.

Rapport de M. Boel, n° 10/24/2° du 11 juin 1970.

Amendement de M. Persoons, n° 10/24/3° du 23 juin 1970.

7. Révision du Titre III. Chapitre I, par l'insertion d'un article 38bis (nouveau).

Procédure spéciale de vote.

Texte transmis par le Sénat, n° 10/35/1° du 18 juin 1970.

Rapport de MM. Boel et Wigny, n° 10/35/2° du 25 juin 1970.

8. Révision de l'article 52.

Indemnité parlementaire.

Rapport de M. Van der Elst, n° 10/3/1° du 10 mars 1969.

(1) Les noms imprimés en italique sont ceux des Représentants ayant cessé de faire partie de la Chambre.

9. Insertion d'un article 59bis (nouveau).

Autonomie culturelle.

Texte transmis par le Sénat, n° 10/31/1° du 17 juin 1970.

Rapport de M. Meyers, n° 10/31/2° du 26 juin 1970.

10. Insertion d'un article 59ter (nouveau).

Communauté culturelle allemande.

Texte transmis par le Sénat, n° 10/32/1° du 17 juin 1970.

Rapport de M. Denis, n° 10/32/2° du 26 juin 1970.

Amendement de M. Perin, n° 10/32/3° du 30 juin 1970.

11. Revision du Titre III, Chapitre II, Section II, par l'insertion d'un article 86bis (nouveau).

Composition du Conseil des Ministres.

Texte transmis par le Sénat, n° 10/25/1° du 29 mai 1970.

Rapport de M. Chabert, n° 10/25/2° du 18 juin 1970.

Amendements de M. Persoons, n° 10/25/3° du 23 juin 1970.

12. Revision du Titre III, Chapitre II, Section II, par l'insertion d'un article 91bis (nouveau).

Statut de secrétaire et sous-secrétaire d'Etat.

Texte transmis par le Sénat, n° 10/26/1° du 29 mai 1970.

Rapport de M. Chabert, n° 10/26/2° du 18 juin 1970.

Amendement de M. Wigny, n° 10/26/3° du 19 juin 1970.

Amendements de : 1° M. Persoons; 2° M. Outers, n° 10/26/4° du 23 juin 1970.

13. Insertion d'un article 107quater (nouveau) (ancien article 107ter).

Des institutions régionales.

Texte transmis par le Sénat, n° 10/36/1° du 19 juin 1970.

Rapport de M. Mathys n° 10/36/2° du 26 juin 1970.

14. Insertion d'un article 108ter (nouveau).

Organisation de l'agglomération bruxelloise.

Rapport de M. Lindemans, n° 10/33/1° du 18 juin 1970.

Amendements : 1° du Gouvernement; 2° M. Cudell; 3° M. Brouhon; 4° M. Outers; 5° M. Lindemans; 6° M. Persoons, n° 10/33/2° du 23 juin 1970.

Le 25 juin 1970. — Renvoi à la Commission de la Revision de la Constitution.

Rapport complémentaire du M. Lindemans, n° 10/33/3° du 30 juin 1970.

Amendements de M. Saint-Remy, n° 10/33/4° du 30 juin 1970.

15. Insertion d'un article 132 (nouveau).

Disposition transitoire. — Transfert de la section française de l'Université catholique de Louvain.

Texte transmis par le Sénat, n° 10/34/1° du 18 juin 1970.

Rapport de M. Meyers, n° 10/34/2° du 26 juin 1970.

Enfance :

Spectacles :

Projet de loi tendant à remplacer la loi du 1^{er} septembre 1920, interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de seize ans.

Transmis par le Sénat, n° 379 du 12 mai 1953.

Rapport de M^{me} De Riemaecker-Legot, n° 51 du 26 novembre 1953.Amendements de : 1° M. Dejardin; 2° M^{me} Fontaine-Borquet, n° 52 du 26 novembre 1953.

Amendement de M. Fayat, n° 134 du 17 décembre 1953.

Amendements de : 1° M. Pierson; 2° M. Van Eynde, n° 208 du 27 janvier 1954.

b) Projets et propositions de loi que la Commission propose de ne pas adopter.

Agriculture :

Projet de loi relatif aux poudrages et pulvérisations pendant la floraison au moyen de produits insecticides.

Transmis par le Sénat, n° 420 du 8 mai 1951.

Rapport de M. Massart, n° 864/2 du 18 février 1958.

Alcool :

Projet de loi modifiant l'article premier de la loi du 29 août 1919 concernant les débits de boissons fermentées.

Transmis par le Sénat, n° 302/1 du 26 mai 1955.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 494/2 du 6 avril 1960.

Assurances sociales :

Sécurité sociale :

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du 14 juillet 1951.

Transmis par le Sénat, n° 9/1 du 18 juin 1958.

Rapport de M. D'haeseleer, n° 9/2 du 16 avril 1959.

Banques :

Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs.

Transmis par le Sénat, n° 927/1 de 1957-1958.

Rapport de M. Fimmers, n° 642/2 de 1959-1960.

Commerce et industrie :

Prix.

Projet de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.

Transmis par le Sénat, n° 639 du 29 juillet 1948.

Rapport de M. Tahon, n° 486/2 du 27 mars 1956.

Ventes à tempérament :

Projet de loi complétant l'article 2 de la loi du 18 août 1887 et l'article 43bis de la loi du 25 mars 1876.

Transmis par le Sénat, n° 228 du 4 octobre 1945.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 485/2 du 24 janvier 1963.

Communes :

Loi communale :

Projet de loi relatif à la majoration du nombre des échevins dans certaines communes de villégiature.

Transmis par le Sénat, n° 415 du 12 mars 1954.

Rapport de M. De Cooman, n° 94/2 du 17 juin 1954.

Droit civil :

Etat civil.

Projet de loi complétant et interprétant la loi du 20 août 1948 relative aux déclarations de décès et de présomption de décès et à la transcription et la rectification administrative de certains actes de décès.

Transmis par le Sénat, n° 570 du 27 juin 1951.

Rapport de M. Tahon, n° 487/2 du 27 mars 1956.

Mariage :

Projet de loi relatif à l'inaliénabilité des biens, prévue par l'article 214j du Code civil.

Transmis par le Sénat, n° 599 du 10 juillet 1952.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 483/2 du 24 janvier 1963.

Droit pénal :

Contraventions :

Projet de loi portant modification de l'article 551, 5°, du Code pénal.

Transmis par le Sénat, n° 232/1 du 22 juin 1966.

Rapport de M. Bohy, n° 232/2 du 16 février 1967.

Sûreté de l'Etat :

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal.

Transmis par le Sénat, n° 516 du 19 juin 1952.

Amendements de M. Leclercq, n° 19 du 17 novembre 1953.

Rapport de M. Hermans, n° 88 du 8 décembre 1953.

Amendement de M. Henri Deruelles, n° 146 du 29 décembre 1953.

Amendements de M. Leclercq, n° 148 du 7 janvier 1954.

Le 27 janvier 1954. — Renvoi à la Commission de la Justice.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 484/2 du 24 janvier 1963.

Enseignement :*Enseignement moyen :*

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1881 sur l'enseignement moyen (fonctions de maître d'études ou de surveillant).

Transmis par le Sénat, n° 330 de 1949-1950.

Amendement de M. Deconinck (J.), n° 577 du 27 juin 1951.

Rapport de M. Remacle, n° 653/2 du 17 avril 1970.

Enseignement primaire :

1. Projet de loi complétant la loi organique de l'enseignement primaire.

N.B. Ce projet concerne les « Amicales ».

Transmis par le Sénat, n° 204 du 22 février 1949.

Rapport de M. Verbist, n° 241 du 16 février 1950.

Le 28 février 1950. — Renvoi en Commission.

Rapport de M. Remacle, n° 654/2 du 17 avril 1970.

2. Projet de loi abrogeant les articles 29 et 31 des lois sur l'enseignement primaire coordonnées par l'arrêté royal du 20 août 1957.

Transmis par le Sénat, n° 762/1 du 19 mars 1964.

Rapport de M. Remacle, n° 656/2 du 17 avril 1970.

Guerre :*Résistance :*

Projet de loi consacrant l'existence officielle de l'Armée secrète et rétablissant son statut.

Transmis par le Sénat, n° 312 du 9 mars 1950.

Rapport de M. Namèche, n° 537/2 du 12 juin 1956.

Le 16 avril 1959. — Renvoi à la Commission de la Défense nationale.

Rapport de M. Verboven, n° 590/2 du 12 juin 1963.

Impôts :*Impôts directs :*

Projet de loi complétant l'article 12 de la loi du 6 septembre 1895 relative aux recours en appel et en cassation en matière d'impôts directs.

Transmis par le Sénat, n° 826/1 de 1957-1958.

Amendements de M. Philippart, n° 826/2 du 12 février 1958.

Rapport de M. Thielemans (F.), n° 826/3 du 6 mars 1958.

Lois électorales :*Elections. — Propagande électorale :*

Projet de loi relatif à la protection de la propagande électorale.

Transmis par le Sénat, n° 226 du 17 octobre 1946.

Amendements de M. Philippart, n° 232 du 21 octobre 1946.

Rapport de M. Spinoy, n° 182 du 10 février 1949.

Organisation judiciaire :

1. Proposition de loi modifiant les articles 355, 366 et 372 du Code judiciaire.

Présentée par M. Leys, n° 355/1 du 15 avril 1969.

Amendement de M. Raskin, n° 355/2 du 20 mai 1969.

Rapport de M. Willems, n° 355/3 du 19 juin 1970.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1969 contenant le Code judiciaire, en vue du rattachement du Canton de Ninove à l'arrondissement judiciaire d'Audenarde.

Présentée par MM. Verroken et De Croo, n° 398/1 du 27 mai 1969.

Rapport de M. Van Rompaey, n° 398/2 du 17 juin 1970.

3. Proposition de loi complétant l'article 441 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Vandamme, n° 492/1 du 21 octobre 1969.

Rapport de M. Van Rompaey, n° 492/2 du 12 juin 1970.

4. Proposition de loi modifiant l'article 704 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Mathys, n° 577/1 du 10 février 1970.

Rapport de M. Defraigne, n° 577/2 du 12 juin 1970.

Cour d'appel :

Proposition de loi portant décentralisation de la Cour d'appel de Bruxelles.

Présentée par M. Coppieters, n° 26/1 du 4 juillet 1968.

Rapport de M. Willems, n° 26/2 du 19 juin 1970.

Frais de justice.

Proposition de loi modifiant les articles 2 et 7 de l'arrêté royal du 12 septembre 1969 fixant, pour l'exécution de l'article 1022 du Code judiciaire, le tarif des dépens recouvrables alloués par le juge.

Présentée par M. Vandamme, n° 496/1 du 22 octobre 1969.

Rapport de M. Van Rompaey, n° 496/2 du 26 juin 1970.

Notaires, avoués, huissiers :

Projet de loi relatif aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance.

Transmis par le Sénat, n° 443/1 du 24 février 1960.

Amendements de : 1° M. Lefère (F.); 2° M. Lindemans, n° 443/2 du 2 mars 1960.

Rapport de M. Robyns, n° 443/3 du 18 mai 1960.

Personnel :

1. Proposition de loi complétant l'article 151 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Defraigne, n° 186/1 du 4 décembre 1968.

Rapport de M. Claes (A.), n° 186/2 du 17 juin 1970.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967, contenant le Code judiciaire quant à l'article 2, n° 14, concernant les limites territoriales et siège des cours et tribunaux, de l'annexe au Code judiciaire.

Présentée par M. Van Lidth de Jeude, n° 435/1 du 24 juin 1969.

Rapport de M. Claes (A.), n° 435/2 du 17 juin 1970.

Traitements :

Proposition de loi modifiant l'article 357 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Claes (A.), n° 304/1 du 4 mars 1969.

Rapport de M. Van Rompaey, n° 304/2 du 12 juin 1970.

Pêche fluviale :

Projet de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale.

Transmis par le Sénat, n° 820/1 du 10 décembre 1957.

Rapport de M. Peiffer, n° 820/2 du 29 janvier 1958.

Amendement de M. Sainte, n° 820/3 du 20 mars 1958.

Pensions :*Pensions civiles :*

1. Projet de loi abrogeant l'article 8 de la loi du 30 janvier 1954 régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique.

Transmis par le Sénat, n° 168/1 du 1^{er} décembre 1954.

Rapport de M. Remacle, n° 655/2 du 17 avril 1970.

2. Proposition de loi relative à la pension de retraite et de survie des fonctionnaires et agents civils attachés à l'Etat-Major Général et appartenant au Service de contre-information.

Présentée par M. Gillet, n° 173/1 du 27 novembre 1968.

Amendements de M. Gillet, n° 173/2 du 18 septembre 1969.

Rapport de M. Posson, n° 173/3 du 11 février 1970.

Pensions militaires :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 22 mai 1912 allouant une pension annuelle aux militaires d'un grade inférieur à celui d'officier, nommés membre de l'Ordre de Léopold II, à l'exception des médaillés.

Présentée par M. Boey, n° 191/1 du 5 décembre 1968.

Amendement de M. Boey, n° 191/2 du 19 décembre 1968.

Rapport de M. Posson, n° 191/3 du 10 février 1970.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 29 mars 1967 prévoyant notamment de nouvelles catégories de bénéficiaires de la rente de combattant et de la rente de captivité de la guerre 1940-1945.

Présentée par M^{me} Mabille-Leblanc, n° 216/1 du 19 décembre 1968.

Rapport de M. Claes (W.), n° 216/2 du 6 mai 1970.

III. — Projets et propositions de loi en Commissions.

a) Commission spéciale.

Droit public :

Conseils nationaux et régionaux.

Projet de loi relatif à la représentation des intérêts régionaux dans le cadre de la décentralisation économique.

Présenté par le Gouvernement, n° 691/1 du 22 mai 1970.

Amendement de M. Anciaux, n° 691/2 du 26 mai 1970.

Amendement de M. Defraigne, n° 691/3 du 3 juin 1970.

Composition de la Commission.

Président : M. Detière.

A. — Membres effectifs : MM. Blanckaert, Califice, Claeys, Kelchtermans, Lindemans, Persoons, Vanden Boeynants, Verroken; Claes (W.), Deruelles (H.), Detière, Hurez, Mottard, Simonet, Van Hoorick; De Clercq, Delruelle (G.), Hannotte, Piron, N.; Schiltz, Wouters; Moreau.

B. — Membres suppléants : MM. De Keersmaecker, Degnae, Henckens, Humblet; Bary, Boeykens, Lacroix, Nyffels; Boey, Ciselet, Van Offelen; Olaerts; Defosset.

b) Commission du Règlement.

Chambres législatives :

Règlement de la Chambre :

1. Proposition modifiant l'article 20 du Règlement de la Chambre.
Présentée par M. Moulin, n° 157/1 du 20 novembre 1968.
Le 21 mai 1969. — Renvoi à la sous-commission de la Commission du Règlement.
2. Proposition modifiant l'article 70 du Règlement de la Chambre.
Présentée par M. Schiltz, n° 275/1 du 11 février 1969.
Le 21 mai 1969. — Renvoi à la sous-commission de la Commission du Règlement.
3. Proposition modifiant l'article 76 du Règlement de la Chambre.
Présentée par M. Perin, n° 357/1 du 15 avril 1969.
Le 21 mai 1969. — Renvoi à la sous-commission de la Commission du Règlement.

4. Proposition modifiant l'article 76 du Règlement de la Chambre.
Présentée par M. Gillet, n° 362/1 du 22 avril 1969.

Le 21 mai 1969. — Renvoi à la sous-commission de la Commission du Règlement.

5. Proposition modifiant les articles 31, 58, 64 et 66 du Règlement de la Chambre.

Présentée par M. Perin, n° 378/1 du 13 mai 1969.

Le 21 mai 1969. — Renvoi à la sous-commission de la Commission du Règlement.

6. Proposition portant modifications au Règlement de la Chambre.
Présentée par M. De Weert n° 379/1 du 13 mai 1969.

Le 21 mai 1969. — Renvoi à la sous-commission de la Commission du Règlement.

Amendement de M. Outers n° 379/2 du 21 mai 1969.

c) Commission du Budget.

Budgets :

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens et le budget des Recettes extraordinaires pour l'année budgétaire 1971.

Présenté par le Gouvernement, n° 4 et n° 4-1/1 (1970-1971).

d) Commissions permanentes.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES.

Arts, Sciences et Lettres :

Projet de loi modifiant le statut de l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture, refondu par l'arrêté royal du 5 juin 1957.

Transmis par le Sénat, n° 235/1 du 13 décembre 1961.

Le 25 juin 1968. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et de l'Agriculture.

Amendements de : 1° M. Boey; 2° M. d'Alcantara; 3° M. Saint-Remy, n° 344/2 du 29 avril 1969.

Amendement de M. Knoops, n° 344/3 du 7 mai 1969.

Amendement de M. De Keersmaecker, n° 344/4 du 13 mai 1969.

Le 10 février 1970. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Amendement du Gouvernement, n° 344/5 du 24 juin 1970.

Rapporteur : M. Baeskens.

Administrateurs (traitements) :

Proposition de loi limitant les traitements des administrateurs des sociétés qui bénéficient de certains subsides.

Présentée par M. Coppieters, n° 217/1 du 19 décembre 1968.

Amendements de M. Geldolf, n° 217/2 du 11 mars 1969.

Commerce de détail :

Proposition de loi sur les pratiques commerciales et la protection du consommateur.

Présentée par MM. Vernimmen et D'haeseleer, n° 452/1 du 26 juin 1969.

Amendement de M. Gendebien, n° 452/2 du 21 août 1969.

Le 30 octobre 1969. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Ducroire :

Projet de loi portant divers amendements au statut organique de l'Office national du ducroire et l'habilitant à garantir les risques afférents à certains investissements belges à l'étranger.

Présenté par le Gouvernement, n° 751/1 du 31 juillet 1970.

Assurances :

Proposition de loi sur les contrats d'assurance mixte.

Présentée par M. Levaux, n° 699/1 du 28 mai 1970.

Commerce et industrie :

1. Proposition de loi stimulant l'expansion économique régionale.
Présentée par M. Devos (R.), n° 109/1 du 22 octobre 1968.

2. Proposition de loi relative à l'expansion régionale et modifiant la loi du 14 juillet 1966 instaurant temporairement des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économiques des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents.

Présentée par M. Leburton, n° 112/1 du 22 octobre 1968.

3. Projet de loi relatif à la résiliation unilatérale des concessions de vente.

Transmis par le Sénat, n° 344/1 du 28 mars 1969.

Energie nucléaire :

Proposition de loi relative à l'exploitation de centrales nucléaires.
Présentée par M. Cools (J.), n° 267/1 du 4 février 1969.

Organisation de l'économie :

Proposition de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, en ce qui concerne la section IV relative aux conseils d'entreprise.

Présentée par M. Couteau, n° 165/1 du 26 novembre 1968.

Droit civil :*Responsabilité civile (énergie nucléaire).*

Proposition de loi portant modification :

1° de la loi du 18 juillet 1966 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire;

2° de l'arrêté royal du 28 septembre 1931 portant coordination des lois sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail;

3° de la loi du 24 décembre 1963 relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci.

Présentée par M. Van Rompaey, n° 568/1 du 27 janvier 1970.

Droit commercial :*Sociétés :*

Proposition de loi octroyant à l'Etat un droit de préemption en cas d'offre publique d'achat de valeurs de sociétés de droit belge et soumettant celles-ci à un statut de Régie nationale.

Présentée par M. Glineur, n° 280/1 du 13 février 1969.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.**Affaires étrangères :***Assistance :*

1. Proposition de résolution tendant à mettre à la disposition d'un fonds mondial d'aide aux plus déshérités la contrevalet d'une journée de budget de la Défense nationale.

Présentée par M. Califice, n° 18/1 du 2 juillet 1968.

2. Proposition de résolution relative au versement d'une contribution en faveur de l'aide internationale au bénéfice des familles des personnes persécutées par le Gouvernement de la République Sud-Africaine pour leur opposition à la politique d'apartheid.

Présentée par M. Glinne, n° 19/1 du 2 juillet 1968.

Benelux :

1. Projet de loi portant approbation du Protocole relatif à la suppression des contrôles et formalités aux frontières intérieures du Benelux et à la suppression des entraves à la libre circulation, signé à La Haye, le 29 avril 1969.

Présenté par le Gouvernement, n° 625/1 du 24 mars 1970.

2. Projet de loi portant approbation de la convention Benelux relative à l'exercice de la profession d'avocat, faite à Bruxelles le 12 décembre 1968.

Présenté par le Gouvernement, n° 749/1 du 17 juillet 1970.

Congo :

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants :

1. Accord entre la Belgique et la République démocratique du Congo fixant les dispositions particulières régissant la situation des membres de la Coopération technique militaire belge en République démocratique du Congo, conclu par échange de lettres, datées à Kinshasa, le 22 juillet 1968 et Accord de modification, conclu par échange de lettres, datées à Kinshasa, le 27 novembre 1968;

2. Accord entre la Belgique et le Burundi, fixant les dispositions particulières régissant la situation des membres de la Coopération technique militaire belge en République du Burundi, signé à Bujumbura, le 10 décembre 1968;

3. Convention de Coopération technique militaire entre la Belgique et le Rwanda, signée à Kigali, le 22 août 1969.

Présenté par le Gouvernement, n° 748/1 du 17 juillet 1970.

Droit international privé :

1. Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, relatif à l'assu-

Eaux et Forêts :

Proposition de loi complétant l'arrêté-loi du 18 décembre 1946 instituant un recensement des réserves aquifères souterraines et établissant une réglementation de leur usage et l'arrêté du Régent du 12 juin 1947 déterminant le régime des autorisations de prises d'eau souterraines,

Présentée par M. Suykerbuyk, n° 735/1 du 30 juin 1970.

Energie :*Gaz (mesures de sécurité).*

Projet de loi relatif aux mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de distributions de gaz.

Présenté par le Gouvernement, n° 753/1 du 25 septembre 1970.

Enquête parlementaire :

Proposition tendant à instituer une commission d'enquête parlementaire sur les conditions dans lesquelles a été conclue, le 18 septembre 1967, entre le gouvernement belge et les sociétés fondatrices de la S.A. « Kempische Steenkolenmijnen », la Convention fondant cette société, ainsi que sur ses conséquences directes et indirectes pour le Trésor public.

Présentée par M. Levaux, n° 292/1 du 20 février 1969.

Rapporteur : M. Geldolf.

Mines :*Fermeture de charbonnages :*

Proposition de loi modifiant l'article 7 de l'arrêté royal du 22 juillet 1966, accordant une prime de reclassement aux travailleurs licenciés à la suite de la fermeture totale ou partielle ou de la réduction d'activité d'entreprises charbonnières, modifié par l'article 3 de l'arrêté royal du 19 décembre 1966.

Présentée par M. Raskin, n° 255/1 du 23 janvier 1969.

rance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automobiles, signé à Bruxelles, le 7 janvier 1955;

b) Convention additionnelle à ce Traité, signée à La Haye, le 3 juillet 1956.

Amendé par le Sénat, n° 387/3 de 1956-1957.

Rapporteur : M. Pierson.

2. Projet de loi portant approbation de la Convention sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires, faite à La Haye le 5 octobre 1961.

Présenté par le Gouvernement, n° 678/1 du 6 mai 1970.

Droit international public :

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants :

1. Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë;
2. Convention sur la haute mer;
3. Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer;
4. Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends, faits à Genève, le 29 avril 1958;
5. Convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures et annexe, faites à Bruxelles, le 29 novembre 1969.

Présenté par le Gouvernement, n° 750/1 du 24 juillet 1970.

Europe (espace) :

1. Projet de loi portant approbation de l'arrangement entre certains Etats membres de l'Organisation européenne de Recherches spatiales et l'Organisation européenne de Recherches spatiales concernant l'exécution d'un projet spécial TD, et des annexes, faits à Paris le 30 décembre 1968.

Présenté par le Gouvernement, n° 534/1 du 9 décembre 1969.

2. Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Belgique et l'Organisation européenne de Recherches spatiales concernant la station de localisation, de télémétrie et de télécommande de l'Organisation européenne de Recherches spatiales à Redu (Belgique) signé à Paris le 19 avril 1966, et de l'échange de lettres datées à Bruxelles le 11 février 1969 et à Neuilly le 28 février 1969.

Présenté par le Gouvernement, n° 549/1 du 22 décembre 1969.

Droit civil :*Etat civil :*

Projet de loi relatif à la délivrance des passeports.

Transmis par le Sénat, n° 599/1 du 19 février 1970.

Rapporteur : M. Geldolf.

COMMISSION DES AFFAIRES EUROPÉENNES.

Affaires étrangères :

Europe :

Proposition de résolution concernant l'amendement de l'article 237 du Traité instituant la C.E.E.
Présentée par M. Van Elslande, n° 421/1 du 17 juin 1969.

COMMISSION DES AFFAIRES GÉNÉRALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE.

Administrations publiques :

Proposition de loi fixant le statut pécuniaire, l'ancienneté et la pension des agents de l'Etat, des provinces et des communes, des enseignants des différents réseaux scolaires, des fonctionnaires du ministère public des cours et tribunaux, des membres de l'ordre judiciaire et du personnel des organismes parastataux.
Présentée par M. Coppieters, n° 495/1 du 22 octobre 1969.
Rapporteur : M. De Seranno.

Invalides de guerre :

Proposition de loi étendant aux agents civils attachés au cours de la période allant du 10 mai 1940 au 8 mai 1945, à l'Adminis-

tration générale civile, le bénéfice des bonifications d'ancienneté prévues à l'article 13 des lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947, en faveur des agents de l'Etat invalides de la guerre 1940-1945.

Présentée par M. Delforge, n° 148/1 du 12 novembre 1968.

Enseignement :

Proposition de loi accordant à certains membres du personnel enseignant des cantons de l'Est, dont l'entrée en service a été notablement retardée par la guerre 1940-1945, une valorisation dans la carrière, le calcul du traitement et la pension.
Présentée par M. Schyns, n° 58/1 du 18 juillet 1968.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE.

Agriculture :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1965 créant un fonds d'assainissement pour l'agriculture.
Présentée par M^{lle} G. Devos, n° 559/1 du 13 janvier 1970.
2. Proposition de loi relative à l'exploitation agricole indivisible.
Présentée par M. Lindemans, n° 580/1 du 10 février 1970.

Code forestier :

Proposition de loi modifiant le Code forestier.
Présentée par M. Nothomb, n° 684/1 du 20 mai 1970.
Amendements de M. Cornet d'Elzius, n° 684/2 du 11 juin 1970.
Rapporteur : M^{lle} G. Devos.

Arts, Sciences et Lettres :

Projet de loi modifiant le statut de l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture, refondu par l'arrêté royal du 5 juin 1957.
Transmis par le Sénat, n° 235/1 du 13 décembre 1961.
Le 25 juin 1968. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et de l'Agriculture.

Chasse :

1. Proposition de loi fixant une unité de surface minimum pour les terrains où peut s'exercer le droit de chasse.
Présentée par M. Pedé, n° 96/1 du 22 octobre 1968.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1961 en vue d'assurer la réparation des dégâts causés par le gros gibier.

Présentée par M. Michel, n° 198/1 du 10 décembre 1968.
Rapporteur : M. Humblet.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Présentée par M. Gillet, n° 311/1 du 11 mars 1969.
Amendement de M. Vandamme, n° 311/2 du 2 juin 1970.

Droit civil :

Bail à ferme :

Proposition de loi modifiant l'article III de la loi du 4 novembre 1969 modifiant la législation sur le bail à ferme et sur le droit de préemption en faveur des preneurs de bien ruraux.

Présentée par M. Defraigne, n° 705/1 du 2 juin 1970.
Amendement de M. Lindemans, n° 705/2 du 23 juin 1970.

Expropriation :

Proposition de loi instaurant des aides exceptionnelles en faveur des cultivateurs confrontés avec des problèmes posés par l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Présentée par M. Picron, n° 164/1 du 26 novembre 1968.

COMMISSION DES CLASSES MOYENNES.

Assurances sociales :

Vieillesse et décès prématuré :

1. Proposition de loi tendant à l'assouplissement de la procédure de preuve de la carrière dans le cadre de la législation relative aux pensions des travailleurs indépendants.

Présentée par M. Van Herreweghe, n° 183/1 du 4 décembre 1968.

2. Proposition de loi créant une pension nationale pour tous les travailleurs.

Présentée par M. Gillet, n° 189/1 du 5 décembre 1968.

Le 15 avril 1969. — Renvoi aux Commissions réunies de la Prévoyance sociale et des Classes moyennes.

Rapporteur : M^{me} Mabilie-Leblanc.

3. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la preuve de l'activité professionnelle des aidants, l'article 15 de l'arrêté royal du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Présentée par M. Nothomb, n° 377/1 du 13 mai 1969.

4. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Présentée par M. E. Goeman, n° 591/1 du 17 février 1970.

Commerce et industrie :

Commerce de détail :

Proposition de loi sur les pratiques commerciales et la protection du consommateur.

Présentée par MM. Vernimmen et D'haeseleer, n° 452/1 du 26 juin 1969.

Amendement de M. Gendebien, n° 452/2 du 21 août 1969.

Le 30 octobre 1969. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Crédit :

Proposition de loi modifiant la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes, modifiée par l'arrêté royal n° 31 du 5 juillet 1967.

Présentée par M. E. Goeman, n° 597/1 du 19 février 1970.

Vente exclusive :

1. Projet de loi relatif à la résiliation unilatérale des concessions de vente.

Transmis par le Sénat, n° 344/1 du 28 mars 1969.

Amendements de : 1° M. Boey; 2° M. d'Alcantara; 3° M. Saint-Remy, n° 344/2 du 29 avril 1969.
 Amendement de M. Knoops, n° 344/3 du 7 mai 1969.
 Amendement de M. De Keersmaeker, n° 344/4 du 13 mai 1969.
 Le 10 février 1970. -- Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et des Classes moyennes.
 Amendement du Gouvernement, n° 344/5 du 24 juin 1970.
 Rapporteur : M. Baeskens.
 2. Proposition de loi modifiant la loi du 27 juillet 1961 relative à la résiliation unilatérale des concessions de vente exclusive à durée indéterminée.
 Présentée par M. Cudell, n° 298/1 du 26 février 1969.

Professions :

Agents immobiliers :

Proposition de loi organisant la profession d'agent immobilier et celle d'expert-conseil en biens immobiliers.
 Présentée par M. d'Alcantara, n° 260/1 du 28 janvier 1969.
 Amendements de M. Jeunhomme, n° 260/2 du 4 juin 1970.

Architectes :

Proposition de loi modifiant la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes.
 Présentée par M. Van Rompaey, n° 161/1 du 26 novembre 1968.

Conseillers des petites et moyennes entreprises :

Proposition de loi sur la protection du titre de conseiller des petites et moyennes entreprises.
 Présentée par M. d'Alcantara, n° 540/1 du 11 décembre 1969.

Conseils fiscaux :

Proposition de loi portant création d'un Ordre des conseils fiscaux.
 Présentée par M. Baeskens, n° 484/1 du 14 octobre 1969.
 Amendements de M. De Facq, n° 484/2 du 27 janvier 1970.

Géomètres-experts :

1. Proposition de loi relative à la protection du titre de géomètre-expert immobilier.
 Présentée par M. Grootjans, n° 212/1 du 19 décembre 1968.
 2. Proposition de loi créant un Ordre des géomètres-experts immobiliers.
 Présentée par M. Van Herreweghe, n° 387/1 du 20 mai 1969.

COMMISSION DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT.

Armée :

Milice :

Proposition de loi portant création d'un service de volontariat à la coopération au développement.
 Présentée par M. Cudell, n° 563/1 du 15 janvier 1970.
 Amendements du Gouvernement, n° 563/2 du 6 février 1970.
 Sous-amendements de : 1° M. Dewulf; 2° M. De Facq, n° 563/3 du 17 février 1970.
 Amendements de : 1° M. Van Dessel; 2° M. d'Alcantara, n° 563/4 du 25 février 1970.
 Sous-amendements de M. d'Alcantara, n° 563/5 du 20 mars 1970.
 Amendements de M. Dewulf, n° 563/6 du 24 mars 1970.
 Sous-amendement de M. Dewulf, n° 563/7 du 25 mars 1970.
 Amendements du Gouvernement, n° 563/8 du 29 avril 1970.
 Amendement du Gouvernement, n° 563/9 du 19 mai 1970.

Sous-amendements de : 1° M. Dewulf; 2° M. Peeters, n° 563/10 du 28 mai 1970.
 Rapporteur : M. Nothomb.

Assistance :

1. Proposition de loi créant un établissement public dénommé Office de la Coopération au Développement.
 Présentée par M. Califice, n° 59/1 du 18 juillet 1968.
 Amendements de MM. Dewulf et Saint-Remy, n° 59/2 du 4 mars 1969.
 2. Proposition de loi instituant un Fonds de la Coopération au Développement.
 Présentée par M. Califice, n° 60/1 du 18 juillet 1968.
 Amendements de MM. Dewulf et Saint-Remy, n° 60/2 du 4 mars 1969.

COMMISSION DES COMMUNICATIONS, DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.

Administrations publiques :

Projet de loi portant des mesures temporaires en faveur de certains membres du personnel de l'Administration des Postes.
 Présenté par le Gouvernement, n° 746/1 du 13 juillet 1970.

Assurances sociales :

Vieillesse et décès prématuré :

Proposition de loi permettant d'accorder aux pensionnés 50 % de réduction sur les réseaux de la Société nationale des Chemins de Fer belges.
 Présentée par M. Gillet, n° 236/1 du 9 janvier 1969.

Radiodiffusion :

Proposition de loi modifiant la loi du 26 janvier 1960 relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion.
 Présentée par M. Michel, n° 187/1 du 4 décembre 1968.

Transports :

Navigation aérienne :

Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne.
 Présentée par M. De Vlies, n° 359/1 du 16 avril 1969.

Travail :

Hygiène et sécurité des travailleurs :

Proposition de loi instaurant l'obligation d'aménager un écran de protection pour la sécurité des chauffeurs de taxi.
 Présentée par M. Boey, n° 184/1 du 4 décembre 1968.
 Rapporteur : M. Coucke.

COMMISSION DE LA CULTURE.

Arts, Sciences et Lettres :

1. Proposition de loi créant un Fonds de la Culture.
 Présentée par M. Van Elslande, n° 154/1 du 20 novembre 1968.
 Amendements de M. De Keersmaeker, n° 154/2 du 27 février 1970.
 2. Proposition de loi tendant à promouvoir et à diffuser le film belge.
 Présentée par M. De Keersmaeker, n° 668/1 du 30 avril 1970.

Budgets :

1. Projet de loi contenant le budget des Affaires culturelles communes pour l'année budgétaire 1970, n° 4-XX-A/1 (1969-1970).
 Non distribué.
 2. Projet de loi contenant le budget de la Culture néerlandaise pour l'année budgétaire 1970, n° 4-XX-B/1 (1969-1970).
 Non distribué.

3. Projet de loi contenant le budget de la Culture française pour l'année budgétaire 1970, n° 4-XX-C/1 (1969-1970).
 Non distribué.

Culture :

Proposition de loi relative à la promotion culturelle.
 Présentée par M. Van Raemdonck, n° 557/1 du 13 janvier 1970.

Droit public :

Conseils nationaux et régionaux :

Proposition de loi sur la régionalisation de certaines institutions culturelles.
 Présentée par M. Van Elslande, n° 388/1 du 20 mai 1969.
 Rapporteur : M. Van Hoorick.

Santé publique :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juin 1963, relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives.

Présentée par M. Gustin, n° 308/1 du 6 mars 1969.

2. Proposition de loi créant un Commissariat général des Sports et modifiant la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives.

Présentée par M. Brouhon, n° 319/1 du 19 mars 1969.

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE.**Armée :***Ecole militaire :*

Proposition de loi modifiant le nom de l'Ecole Royale Militaire.

Présentée par M. Mattheyssens, n° 202/1 du 11 décembre 1968.

Rapporteur : M^{lle} Devos.

Justice militaire :

Proposition de loi relative à l'abolition de la peine disciplinaire militaire du cachot.

Présentée par M. Poswick, n° 595/1 du 19 février 1970.

Rapporteur : M. Van Dessel.

Langues :

Proposition de loi complétant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

Présentée par M. Mattheyssens, n° 152/1 du 19 novembre 1968.

Rapporteur : M. De Vlies.

Distinctions honorifiques :

Projet de loi relatif au port des distinctions honorifiques décernées pour faits de guerre, par les mères et veuves des personnes mortes pour la Belgique.

Présenté par le Gouvernement, n° 505/1 du 12 décembre 1967.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.

Relevé de caducité par la loi du 20 décembre 1968.

Guerre :*Evadés :*

Projet de loi établissant un statut des évadés de guerre.

Transmis par le Sénat, n° 132 du 20 décembre 1951.

Amendement du Gouvernement, n° 122 du 21 janvier 1953.

Rapport de M. Verboven, n° 400 du 19 mai 1953.

Amendement de M. Namèche, n° 469 du 9 juin 1953.

Amendements de M. Terfve, n° 478 du 10 juin 1953.

Le 10 juin 1953. — Renvoi en Commission.

Résistance :

Proposition de loi concernant la reconnaissance de la qualité de résistant armé aux affiliés de groupements de résistance reconnus tardivement.

Présentée par M. Tanghe, n° 456/1 du 27 juin 1969.

Rapporteur : M. Van Dessel.

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE.**Arts, Sciences et Lettres :***Langues :*

Projet de loi sur l'emploi des langues à l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique et à la « Koninklijke Vlaamse Academie van Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België ».

Transmis par le Sénat, n° 739/1 du 30 juin 1970.

Rapporteur : M. Remacle.

Enseignement :

1. Proposition de loi modifiant la composition du Conseil national de l'enseignement de l'Etat.

Présentée par M. Grootjans, n° 63/1 du 18 juillet 1968.

Rapporteur : M. Sprockeels.

2. Proposition de loi relative à l'organisation de l'enseignement secondaire et à la promotion de l'enseignement en général.

Présentée par M. Grootjans, n° 105/1 du 22 octobre 1968.

3. Proposition de loi réglant l'enseignement dans les homes pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe.

Présentée par M. Grootjans, n° 106/1 du 22 octobre 1968.

4. Proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat.

Présentée par M. Grootjans, n° 230/1 du 7 janvier 1969.

Rapporteur : M. Claes (A.).

5. Proposition de loi instaurant la semaine scolaire de cinq jours, avec congé le samedi.

Présentée par M. D'haeseleer, n° 327/1 du 26 mars 1969.

6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Présentée par M. Moulin, n° 397/1 du 27 mai 1969.

7. Proposition de loi contenant des mesures transitoires relatives à l'admission au stage et la nomination des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat ainsi que des internats dépendant de ces établissements.

Présentée par M. Grootjans, n° 447/1 du 25 juin 1969.

8. Proposition de loi modifiant le § 2 de l'article 8 de la loi du 29 mai 1959, dénommée « Pacte scolaire ».

Présentée par M. Vandamme, n° 539/1 du 11 décembre 1969.

Rapporteur : M. Magnée.

9. Proposition de loi instaurant un Commissariat royal à la réforme de l'enseignement.

Présentée par M. Grootjans, n° 575/1 du 4 février 1970.

Rapporteur : M. Denis.

Enseignement primaire :

1. Proposition de loi relative à la prolongation de l'obligation scolaire,

Présentée par M. Grootjans, n° 64/1 du 18 juillet 1968.

2. Proposition de loi relative à l'extension aux inspecteurs de l'Etat pour l'enseignement primaire et gardien subventionné du régime de congés et de mise en disponibilité pour cause de maladie et d'infirmité, applicable aux inspecteurs de l'enseignement de l'Etat.

Présentée par M. Otte, n° 558/1 du 13 janvier 1970.

3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 27 octobre 1966 fixant les normes de population scolaire dans les écoles gardiennes et primaires.

Présentée par M^{me} Copée-Gerbinet, n° 706/1 du 2 juin 1970.

Enseignement spécial :

Proposition de loi sur l'enseignement spécial.

Présentée par M. Grootjans, n° 107/1 du 22 octobre 1968.

Enseignement supérieur :

1. Proposition de loi relative à l'enseignement universitaire et à la recherche scientifique.

Présentée par M. Coppieters, n° 143/1 du 12 novembre 1968.

2. Proposition de loi réglant les études d'ingénieur technicien et fixant les conditions requises en vue de l'obtention de ce grade.

Présentée par M. Coppieters, n° 144/1 du 12 novembre 1968.

3. Proposition de loi régissant les études et le diplôme d'ingénieur technicien et instituant le grade d'agrégé de l'enseignement technique supérieur ainsi que le diplôme correspondant à ce grade.

Présentée par M. Henckens, n° 177/1 du 28 novembre 1968.

4. Proposition de loi limitant le développement des réseaux scolaires dans l'enseignement supérieur non universitaire.

Présentée par M. Coppieters, n° 214/1 du 19 décembre 1968.

5. Proposition de loi créant le grade et le diplôme d'ingénieur industriel.

Présentée par M. Delforge, n° 226/1 du 7 janvier 1969.

6. Proposition de loi complétant la loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat.

Présentée par M. Denis, n° 339/1 du 27 mars 1969.

7. Proposition de loi autorisant à prendre des mesures temporaires en faveur de certains membres du personnel administratif, du

personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service du Centre universitaire de l'Etat à Anvers.
Présentée par M. Grootjans, n° 403/1 du 3 juin 1969.
Rapporteur : M. Delforge.

8. Projet de loi modifiant les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949 et modifiées par les lois des 17 décembre 1957, 12 mars 1958 et 8 juin 1964.

Transmis par le Sénat, n° 532/1 du 5 décembre 1969.
Rapporteur : M. Remacle.

9. Projet de loi portant création du grade d'ingénieur industriel et du grade de conducteur industriel.

Présenté par le Gouvernement, n° 616/1 du 12 mars 1970.
Amendements de M. Delforge, n° 616/2 du 21 mai 1970.

Amendements de M. Delforge, n° 616/3 du 2 juin 1970.
Amendements de : 1° M. De Scranno; 2° M. Lamers, n° 616/4 du 4 juin 1970.

Amendements de M. Dequae, n° 616/5 du 30 juin 1970.

10. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Présentée par M. De Vlies, n° 704/1 du 2 juin 1970.

Fondations et bourses d'études :

Proposition de loi modifiant la loi du 19 mars 1954 créant le Fonds national des études.

Présentée par M. Swaelen, n° 487/1 du 14 octobre 1969.
Rapporteur : M. Magnée.

Langues :

1. Proposition de loi relative au régime linguistique des établissements assurant la garde d'enfants.

Présentée par M. Coppieters, n° 17/1 du 26 juin 1968.

2. Proposition de loi rattachant les écoles du régime linguistique français des six communes « à facilités » à l'inspection linguistique de Bruxelles-Capitale et à la section française du Ministère de l'Education nationale.

Présentée par M. Boon, n° 171/1 du 27 novembre 1968.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen, la loi du 8 novembre 1962 modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique de l'enseignement.

Présentée par M. Raskin, n° 228/1 du 7 janvier 1969.

4. Proposition de loi octroyant une indemnité de connaissance de la seconde langue aux membres du personnel de direction, enseignant et administratif de certains établissements d'enseignement installés dans l'arrondissement de Verviers.

Présentée par M. Schyns, n° 258/1 du 28 janvier 1969.

Rapporteur : M. Magnée.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement et accordant au chef de famille, dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale, le libre choix entre l'enseignement unilingue et l'enseignement bilingue.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 340/1 du 27 mars 1969.

6. Proposition de loi relative au régime linguistique des établissements préscolaires de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

Présentée par M. Lindemans, n° 664/1 du 29 avril 1970.

7. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement en vue d'apporter des mesures particulières dans l'enseignement secondaire en faveur de la région de langue allemande.

Présentée par M. Schyns, n° 697/1 du 27 mai 1970.

Travaux publics :

Proposition de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant création d'un Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat, d'un Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat.

Présentée par M. Grootjans, n° 448/1 du 25 juin 1969.

Rapporteur : M. Swaelen.

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL.

Administrations publiques :

Langues :

Proposition de loi modifiant le règlement général pour la protection du travail.

Présentée par M. Lindemans, n° 205/1 du 12 décembre 1968.

Assurances sociales :

Handicapés :

Proposition de loi relative à l'intégration économique et sociale des handicapés.

Présentée par M. Coppieters, n° 294/1 du 25 février 1969.

Chômage :

1. Proposition de loi tendant à accorder aux femmes chômeuses des allocations de chômage égales à celles des chômeurs.

Présentée par M^{me} Copée-Gerbinet, n° 113/1 du 22 octobre 1968.

2. Proposition de loi prévoyant l'admissibilité aux indemnités de chômage en faveur de certaines catégories de cultivateurs.

Présentée par M. Picron, n° 163/1 du 26 novembre 1968.

Commerce et industrie :

Fermeture d'entreprises :

Proposition de loi tendant à assurer le remplacement des travailleurs des mines et des entreprises industrielles, afin de maintenir le niveau de l'emploi.

Présentée par M. Couteau, n° 156/1 du 20 novembre 1968.

Enseignement :

Enseignement professionnel :

Proposition de loi permettant aux jeunes travailleurs de suivre les cours de l'enseignement à horaire réduit pendant les heures normales de travail et organisant le régime de leur rémunération pendant ce temps.

Présentée par M. Baudson, n° 142/1 du 12 novembre 1968.

Travail :

Proposition de loi instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique.

Présentée par M. Schyns, n° 694/1 du 26 mai 1970.

Contrat de travail :

1. Projet de loi tendant à la suspension de l'exécution du contrat de louage de travail en cas de grève ou de lock-out.

Amendé par le Sénat, n° 392 du 9 mars 1954.

Amendements de M. De Paepe, n° 464/2 du 23 février 1956.

Rapport de M. D'haeseleer, n° 172/2 du 18 mars 1959.

Le 15 avril 1959. — Renvoi en Commission.

2. Projet de loi fixant le statut social du sportif.

Transmis par le Sénat, n° 651/1 du 16 avril 1970.

Amendements de M. Brouhon, n° 651/2 du 29 avril 1970.

Amendements de M. Raskin, n° 651/3 du 21 mai 1970.

Hygiène et sécurité des travailleurs :

Projet de loi relatif aux mesures de sécurité à appliquer dans la fabrication, la manipulation et l'utilisation de substances et produits chimiques dangereux en vue de prévenir les accidents et les maladies professionnelles.

Transmis par le Sénat, n° 128/1 de 1958-1959.

Amendements du Gouvernement, n° 128/2 du 17 mars 1959.

Rapport de M. Bertrand, n° 128/3 du 18 mars 1959.

Le 12 novembre 1959. — Renvoi à la Commission de l'Emploi et du Travail et pour avis à la Commission de la Santé publique et de la Famille.

Salaires :

1. Proposition de loi rendant obligatoire et générale l'égalité des rémunérations des hommes et des femmes.

Présentée par M. Couteau, n° 172/1 du 27 novembre 1968.

2. Proposition de loi assurant l'égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et féminins.

Présentée par M^{me} Copée-Gerbinet, n° 210/1 du 18 décembre 1968.

Voyageurs de commerce :

Projet de loi portant création d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs de commerce.

Transmis par le Sénat, n° 95 du 24 avril 1945.

Rapport de M. Heyman, n° 194 du 29 août 1945.

Le 26 septembre 1945. — Renvoi en Commission.

COMMISSION DES FINANCES.

Administrations publiques :

Proposition de loi sur l'attribution d'intérêts compensatoires aux créanciers des organismes et services créés par les arrêtés des Secrétaires généraux et déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944.

Présentée par M. Michel, n° 188/1 du 4 décembre 1968.

Affaires étrangères :*Congo :*

Proposition de loi autorisant les personnes qui ont subi des dommages dans leurs biens privés en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo à l'Indépendance, à remettre au receveur des contributions, à leur valeur nominale, les titres du Fonds belgo-congolais qu'ils ont reçus en réparation.

Présentée par M. Boon, n° 246/1 du 16 janvier 1969.

Fonds monétaire international :

Projet de loi relatif à la participation de la Belgique au Fonds monétaire international et à la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement.

Présenté par le Gouvernement, n° 747/1 du 13 juillet 1970.

Assurances sociales :*Accidents du travail :*

Proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public.

Présentée par M. Califice, n° 643/1 du 14 avril 1970.

Cour des Comptes :

1. Projet de loi modifiant la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes.

Présenté par le Gouvernement, n° 504/1 du 12 décembre 1967.

Amendement de M. Coppieters, n° 504/2 du 3 janvier 1968.

Amendements de M. Gillet, n° 504/3 du 8 janvier 1968.

Amendement de M. Sainttraint, n° 504/4 du 30 janvier 1968.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.

Relevé de caducité par la loi du 20 décembre 1968.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 50/1 du 17 juillet 1968.

3. Proposition de résolution chargeant la Cour des Comptes de soumettre aux Chambres législatives des propositions de modification de l'article 9bis de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 53/1 du 17 juillet 1968.

4. Proposition de résolution chargeant la Cour des Comptes de soumettre aux Chambres législatives ses observations sur l'efficacité et la rentabilité des dépenses publiques.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 54/1 du 17 juillet 1968.

Cahier d'observations :

1. Examen du 124^e cahier de la Cour des Comptes.

Rapporteur : M. Boeykens.

2. Examen du 125^e cahier de la Cour des Comptes.

Rapporteur : M. Gérard Delruelle.

3. Examen du 126^e cahier de la Cour des Comptes.

Rapporteur : M. Van der Elst.

Finances :*Comptabilité de l'Etat :*

Projet de loi rendant applicable aux agents temporaires et anciens agents temporaires du Ministère des Colonies rémunérés à charge du budget colonial, les dispositions de la loi du 10 novembre 1953 relative à l'abandon par l'Etat de certaines créances nées en raison de circonstances se rattachant à la guerre.

Transmis par le Sénat, n° 463/1 de 1959-1960.

Amendements de M. Sainttraint, n° 628/2 du 18 juillet 1963.

Guerre :*Séquestre :*

Projet de loi modifiant l'article 30 de la loi du 14 juillet 1951, relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands.

Présenté par le Gouvernement, n° 279/1 du 28 octobre 1966.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.

Relevé de caducité par la loi du 20 décembre 1968.

Impôts :*Impôts directs :*

1. Proposition de loi complétant l'article 71, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus.

Présentée par M. Havelange, n° 256/1 du 23 janvier 1969.

2. Proposition de loi modifiant les articles 54, 60 et 62 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, en vue de l'exonération fiscale des libéralités faites aux œuvres pour personnes âgées et déshéritées.

Présentée par M. Gillet, n° 291/1 du 20 février 1969.

Rapporteur : M. Posson.

3. Proposition de loi modifiant l'article 72 du Code des impôts sur les revenus.

Présentée par M. Defosset, n° 376/1 du 13 mai 1969.

4. Proposition de loi modifiant l'article 54, 4^e, du Code des impôts sur les revenus.

Présentée par M. Vandamme, n° 499/1 du 30 octobre 1969.

5. Proposition de loi sur l'immunisation fiscale des indemnités d'attente octroyées aux travailleurs victimes de certaines fermetures d'entreprises.

Présentée par M. De Keersmaecker, n° 522/1 du 26 novembre 1969.

Rapporteur : M. Baeskens.

6. Proposition de loi modifiant l'article 162 du Code des impôts sur les revenus.

Présentée par M. Raskin, n° 528/1 du 3 décembre 1969.

7. Proposition de loi modifiant l'article 82, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus.

Présentée par M. Vansteenkiste, n° 574/1 du 3 février 1970.

Impôts indirects :

1. Projet de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Présenté par le Gouvernement, n° 453/1 du 27 juin 1967.

Amendement du Gouvernement, n° 453/2 du 2 février 1968.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.

Relevé de caducité par la loi du 20 décembre 1968.

Rapporteur : M. Baeskens.

2. Proposition de loi exonérant du droit d'enregistrement l'échange de parties de parcelles considérées comme terrain à bâtir, lorsque cet échange permet, du point de vue urbaniste, une meilleure répartition des parcelles.

Présentée par M. De Keersmaecker, n° 305/1 du 4 mars 1969.

3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 11 janvier 1940 relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié par l'arrêté royal du 8 mars 1962.

Présentée par M. Raskin, n° 507/1 du 6 novembre 1969.

4. Projet de loi portant confirmation de l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.

Présenté par le Gouvernement, n° 757/1 du 8 octobre 1970.

Pensions :*Pensions civiles :*

1. Proposition de loi modifiant la loi du 18 mai 1912 sur les pensions du personnel enseignant.

Présentée par M. Gillet, n° 48/1 du 17 juillet 1968.

2. Proposition de loi modifiant la législation relative aux pensions du personnel de l'enseignement technique et tendant à instaurer des règles identiques pour tous les enseignements en ce qui concerne :

1^o les bonifications d'ancienneté pour possession de certains diplômes;

2^o la prise en considération pour le calcul de la pension des services admissibles pour la fixation du traitement.

Présentée par M. Hurez, n° 108/1 du 22 octobre 1968.

3. Proposition de loi relative aux pensions des officiers et agents judiciaires près les parquets ainsi qu'aux officiers et agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

Présentée par M. Jeunehomme, n° 352/1 du 15 avril 1969.

4. Proposition de loi modifiant l'article 13 de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public.

Présentée par M. Brouhon, n° 714/1 du 4 juin 1970.

5. Projet de loi relatif aux pensions des membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique.

Présenté par le Gouvernement, n° 754/1 du 2 octobre 1970.

6. Projet de loi relatif à l'admissibilité en matière de pensions à charge du Trésor public, de services antérieurs à la nomination définitive des membres du personnel enseignant.

Présenté par le Gouvernement, n° 755/1 du 2 octobre 1970.

Pensions militaires :

1. Projet de loi interprétant l'article 6 de la loi du 10 août 1948.
Transmis par le Sénat, n° 692/1 du 13 décembre 1963.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 7 juillet 1964 créant une allocation tenant lieu de pension en faveur de certains militaires, par la suppression du délai requis pour la demande d'allocation et qui conditionne l'octroi de celle-ci.
Présentée par M. Herbage, n° 178/1 du 28 novembre 1968.

Procédure civile :*Saisie :*

- Projet de loi tendant à instaurer une procédure spéciale de saisie-arrest pour les recouvrements à effectuer par l'administration de l'enregistrement et des domaines.
Transmis par le Sénat, n° 491/1 de 1959-1960.
Rapporteur : M. Barbé.

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR.**Administrations publiques :***Langues :*

1. Proposition de loi complétant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par l'arrêté royal du 18 juillet 1966.
Présentée par M. Simonet, n° 23/1 du 2 juillet 1968.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 relative à l'emploi des langues en matière administrative, la loi du 8 novembre 1962 modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.
Présentée par M. Rasquin, n° 227/1 du 7 janvier 1969.
3. Proposition de loi octroyant une indemnité de connaissance de la seconde langue aux agents communaux, provinciaux et des services publics qui exercent leurs fonctions dans l'arrondissement de Verviers.
Présentée par M. Schyns, n° 259/1 du 28 janvier 1969.
4. Proposition de loi sur l'emploi des langues en matière de signalisation, routière ou autre, relative à l'existence d'un danger.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 490/1 du 14 octobre 1969.
Rapporteur : M. Coucke.
5. Proposition de loi relative au contrôle et aux sanctions en matière d'observation des lois sur l'emploi des langues.
Présentée par M. Coppieters, n° 503/1 du 30 octobre 1969.

Affaires étrangères :*Europe :*

1. Proposition de loi organisant l'élection directe des membres belges du Parlement européen.
Présentée par M. Nothomb, n° 454/1 du 27 juin 1969.
Le 2 décembre 1969. — Renvoi à la Commission des Affaires européennes pour avis (rapporteur : M. Boel).
Amendement de M. Glinne, n° 454/2 du 2 décembre 1969.
Rapporteur : M. Suykerbuyk.
2. Proposition de loi organisant une consultation électorale au suffrage universel direct en vue de la désignation des membres belges du Parlement européen.
Présentée par M. Nothomb, n° 680/1 du 14 mai 1970.
Rapporteur : M. Suykerbuyk.

Armée :*Milice :*

1. Proposition de loi modifiant l'article 12. § 1, 5°, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.
Présentée par M. Gheysen, n° 37/1 du 11 juillet 1968.
2. Proposition de loi modifiant l'article 10 des lois coordonnées sur la milice.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 42/1 du 16 juillet 1968.

Communes :

- Projet de loi interprétatif de l'article 93 de la loi du 14 février 1961, d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.
Présenté par le Gouvernement, n° 468/1 du 26 août 1969.

Cimetières :

1. Proposition de loi sur les cimetières et les sépultures.
Présentée par M. Meyers, n° 263/1 du 30 janvier 1969.
Amendement de M. Herbage, n° 263/2 du 19 février 1969.
2. Projet de loi sur les funérailles et sépultures.
Présenté par le Gouvernement, n° 725/1 du 18 juin 1970.
Amendements de M. Hicquet, n° 725/2 du 1^{er} septembre 1970.

Fonds des communes :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1964 relative au Fonds des communes, pour celles de moins de 2 500 habitants.
Présentée par M. Cornet d'Elzius, n° 675/1 du 6 mai 1970.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1964 relative au Fonds des communes.
Présentée par M. Leys, n° 734/1 du 26 juin 1970.

Loi communale :

1. Proposition de loi modifiant l'article 81 de la loi communale.
Présentée par M. De Mey, n° 338/1 du 27 mars 1969.
2. Proposition de loi complétant l'article 63 de la loi communale.
Présentée par M. Cantillon, n° 423/1 du 18 juin 1969.
Amendements de M. Piron, n° 423/2 du 24 février 1970.
3. Proposition de loi modifiant les articles 3 et 4 de la loi communale.
Présentée par M. Piron, n° 562/1 du 14 janvier 1970.
4. Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi communale et adaptant le nombre des échevins et des conseillers communaux aux chiffres réels de la population.
Présentée par M. Chabert, n° 581/1 du 11 février 1970.
Amendements de M. Anciaux, n° 581/2 du 19 février 1970.

Personnel :

- Projet de loi portant statut syndical des agents des provinces, des communes, des personnes publiques subordonnées aux provinces et aux communes et des associations de communes non soumises à la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.
Transmis par le Sénat, n° 364/1 de 1959-1960.
Amendements de M. Saint-Remy, n° 364/2 du 23 mars 1960.
Amendements de M. Bracops, n° 364/3 du 30 mars 1960.
Amendement de M. Bracops, n° 364/4 du 5 avril 1960.
Amendement de M. Bracops, n° 364/5 du 28 avril 1960.
Sous-amendements de M. Saint-Remy, n° 364/6 du 10 mai 1960.
Amendement de M. Saint-Remy, n° 364/7 du 5 juillet 1960.
Rapporteur : M. Piron.

Territoire :

- Proposition de loi rattachant à la province et à la ville d'Anvers une partie du territoire sis sur la rive gauche de l'Escaut.
Présentée par M. Grootjans, n° 269/1 du 5 février 1969.

Conseil d'Etat :*Traitements :*

- Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.
Présentée par M. Poswick, n° 693/1 du 26 mai 1970.

Droit public :*Conseil d'Etat :*

1. Projet de loi portant modification des lois relatives au Conseil d'Etat.
Transmis par le Sénat, n° 1004/1 du 12 mars 1965.
Amendements de : 1° M. Saintrain et 2° M. Bracops, n° 1004/2 du 16 mars 1965.
Amendements de M. De Staercke, n° 1004/3 du 16 mars 1965.
Amendements de M. Saintrain, n° 1004/4 du 22 mars 1965.
Rapport de M. Meyers, n° 1004/5 du 6 avril 1965.
Amendements de MM. De Clercq (W.), et Vanderpoorten, n° 1004/6 du 7 avril 1965.
Amendements de : 1° M. R. Lefebvre; 2° M. Saintrain et 3° M. Piron, n° 1004/7 du 8 avril 1965.
8 avril 1965. — Renvoi en Commission.
Amendements de M. Saintrain, n° 49/2 du 10 novembre 1965.
Amendement de M. Saintrain, n° 49/3 du 8 février 1966.
Amendement de M. Dewulf, n° 49/4 du 29 mars 1966.
Amendements de M. Vranckx, n° 49/5 du 28 novembre 1967.
Amendements de M. Perin, n° 369/2 du 29 avril 1969.
Amendements du Gouvernement, n° 369/3 du 11 juin 1970.
Amendement de M. Saint-Remy, n° 369/4 du 23 juin 1970.
Amendements de M. Philippart, n° 369/5 du 24 juin 1970.
Amendements de : 1° M. Philippart; 2° MM. Perin et Philippart, n° 369/6 du 30 juin 1970.
Rapporteur : M. Meyers.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 52/1 du 17 juillet 1968.
Amendement de M. Cudell, n° 52/2 du 13 novembre 1968.
Rapporteur : M. Henckens.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.
Présentée par M. Cudell, n° 334/1 du 27 mars 1969.
Amendements de M. Saint-Remy, n° 334/2 du 29 avril 1969.

Conseils nationaux et régionaux :

1. Proposition de loi relative à l'organisation de l'agglomération bruxelloise.
Présentée par M. Simonet, n° 94/1 du 22 octobre 1968.
2. Proposition de loi organisant le statut de Bruxelles, capitale de la Belgique fédérale.
Présentée par M. Moulin, n° 488/1 du 14 octobre 1969.
3. Proposition de loi divisant le territoire de la Belgique en onze provinces.
Présentée par M. De Vlies, n° 547/1 du 18 décembre 1969.

Incompatibilités :

1. Proposition de loi modifiant, en faveur des fonctionnaires et employés de l'Etat élus à un mandat législatif, la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, anciens Ministres et Ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.
Présentée par M. Glinne, n° 624/1 du 19 mars 1970.
2. Proposition de loi instituant une incompatibilité entre les fonctions de bourgmestre, d'échevin ou de président de la C.A.P. d'une commune importante et un mandat parlementaire.
Présentée par M. Verroken, n° 692/1 du 26 mai 1970.

Incinération :

- Proposition de loi portant révision de la loi du 21 mars 1932 concernant l'incinération facultative des cadavres humains.
Présentée par M. Hicguet, n° 101/1 du 22 octobre 1968.

Lois électorales :

- Proposition de loi modifiant la loi organique des élections provinciales ainsi que la loi électorale communale en ce qui concerne l'âge d'éligibilité.
Présentée par M. Coppieters, n° 16/1 du 26 juin 1968.

Elections :

- Proposition de loi tendant à supprimer l'appareillement et à modifier l'article 167 du Code électoral.
Présentée par M. Duerinck, n° 529/1 du 4 décembre 1969.

Elections communales :

1. Proposition de loi modifiant la loi électorale communale en ce qui concerne l'âge requis pour l'électorat.
Présentée par M. Coppieters, n° 15/1 du 26 juin 1968.
2. Proposition de loi modifiant l'article 65 de la loi électorale communale en ce qui concerne l'âge d'éligibilité.
Présentée par M. Charpentier, n° 115/1 du 22 octobre 1968.

3. Proposition de loi modifiant l'article premier de la loi électorale communale.
Présentée par M. Charpentier, n° 335/1 du 27 mars 1969.

Elections provinciales :

1. Proposition de loi modifiant le Code électoral et la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales.
Présentée par M. Defosset, n° 401/1 du 3 juin 1969.
2. Proposition de loi apportant des modifications aux circonscriptions électorales pour les élections provinciales.
Présentée par M. Gelders, n° 446/1 du 25 juin 1969.

Listes électorales :

- Proposition de loi modifiant le modèle de liste électorale.
Présentée par M. Vansteenkiste, n° 579/1 du 10 février 1970.

Propagande électorale :

- Proposition de loi tendant à contrôler et à limiter les dépenses électorales.
Présentée par M. Persoons, n° 100/1 du 22 octobre 1968.
Amendements de M. Persoons, n° 100/2 du 24 mars 1970.

Pensions :

Pensions civiles :

- Proposition de loi modifiant la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal.
Présentée par M. Gillet, n° 92/1 du 22 octobre 1968.
Amendement de M. Gillet, n° 92/2 du 17 décembre 1968.

Provinces :

Territoire :

- Proposition de loi modifiant les limites des provinces de Flandre occidentale, d'une part, de Hainaut et de Flandre orientale, d'autre part.
Présentée par M. Verhenne, n° 296/1 du 25 février 1969.
Rapporteur : M. Coucke.

Travail :

Contrat de travail :

- Proposition de loi relative à la participation aux réunions des conseils communaux, des conseils provinciaux et des commissions d'assistance publique.
Présentée par M. De Facq, n° 627/1 du 24 mars 1970.

Urbanisme :

- Proposition de loi complétant la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et l'article 76 de la loi communale, en vue de régler l'érection d'antennes individuelles de télévision et la construction d'antennes centrales.
Présentée par M. Schiltz, n° 524/1 du 27 novembre 1969.

COMMISSION DE LA JUSTICE.

Affaires étrangères :

Guerre :

- Projet de loi relatif à la répression des infractions graves aux conventions internationales de Genève du 12 août 1949.
Présenté par le Gouvernement, n° 577/1 du 27 mai 1963.
Rapporteur : M. Vanderpoorten.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 16 avril 1965.
Relevé de caducité par la loi du 29 juin 1966.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.
Relevé de caducité par la loi du 20 décembre 1968.

Amnistie :

- Proposition de loi accordant l'amnistie pour faits commis dans la région minière du Limbourg lors de l'agitation sociale y ayant pris naissance au cours des premiers mois de l'année 1970.
Présentée par M. Raskin, n° 640/1 du 14 avril 1970.

Animaux :

Protection des animaux :

- Proposition de loi portant interdiction des tirs aux pigeons.
Présentée par M. Gillet, n° 47/1 du 17 juillet 1968.

Armée :

Justice militaire :

- Projet de loi relatif à la nomination du membre civil des conseils de guerre en campagne.

- Transmis par le Sénat, n° 735/1 du 21 février 1964.

Art de guérir :

Prélèvement d'organes :

- Proposition de loi relative aux prélèvements post-mortem.
Présentée par M. Cornet d'Elzius, n° 248/1 du 16 janvier 1969.
Amendement de M. Duerinck, n° 248/2 du 24 mars 1970.

Assurances :

- Proposition de loi sur les contrats d'assurance-vie pour solde restant dû de prêts hypothécaires.
Présentée par M. Levaux, n° 703/1 du 2 juin 1970.

Commerce et industrie :

Armes et munitions :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce de munitions.
Présentée par M. Gillet, n° 38/1 du 11 juillet 1968.
Le 13 mai 1970. — Renvoi à la Sous-Commission de la Commission de la Justice.
2. Proposition de loi réglementant l'utilisation des armes à feu et des armes de sport.
Présentée par M. Baudson, n° 504/1 du 30 octobre 1969.

Le 13 mai 1970. — Renvoi à la Sous-Commission de la Commission de la Justice.

3. Projet de loi sur les armes et munitions.

Présenté par le Gouvernement, n° 635/1 du 8 avril 1970.

Amendement de M. Gillet, n° 635/2 du 13 mai 1970.

Amendements de M. Cornet d'Elzius, n° 635/3 du 2 juin 1970.

Amendement de M. Suykerbuyk, n° 635/4 du 16 juin 1970.

Le 13 mai 1970. — Renvoi à la Sous-Commission de la Commission de la Justice.

Droit civil :

Adoption :

Proposition de loi modifiant l'article 350, § 2, du Code civil, en vue de permettre la signature, par l'avocat de la partie, de la requête en homologation d'adoption.

Présentée par M. Charpentier, n° 642/1 du 14 avril 1970.

Bail à ferme :

Projet de loi modifiant l'article 1774, § 3, 2°, deuxième alinéa, du Code civil.

Transmis par le Sénat, n° 612/1 de 1959-1960.

Rapporteur : M. Cooreman.

Baux à long terme :

Proposition de loi modifiant l'article premier de la loi du 14 mai 1955 relative aux baux emphytéotiques.

Présentée par M. Vandamme, n° 570/1 du 28 janvier 1970.

Baux à louer :

Proposition de loi réglant la location des logements neublés.

Présentée par M. De Facq, n° 498/1 du 30 octobre 1969.

Contrat de mariage :

Projet de loi modifiant les articles 1409, 1424 et 1425 du Code civil relatifs à la communauté légale et y introduisant un article 1424bis.

Amendé par le Sénat, n° 417/3 de 1957-1958.

Rapporteur : M. Mertens de Wilmars.

Divorce et séparation :

1. Projet de loi relatif à la pension après divorce.

Réamendé par le Sénat, n° 225/2 du 17 juin 1966.

Rapporteur : M. Saint-Remy.

2. Proposition de loi abrogeant l'article 298 du Code civil.

Présentée par M. Defraigne, n° 251/1 du 21 janvier 1969.

3. Proposition de loi tendant à modifier la dernière phrase de l'article 301 du Code civil.

Présentée par M. Vandamme, n° 264/1 du 30 janvier 1969.

4. Proposition de loi modifiant les articles 387, 388 et 389 du Code pénal et les articles 229 et 230 du Code civil.

Présentée par M^{me} De Riemaecker-Legot, n° 661/1 du 28 avril 1970.

5. Projet de loi concernant la procédure du divorce par consentement mutuel et de la séparation de corps, et de ses effets.

Transmis par le Sénat, n° 731/1 du 25 juin 1970.

Etat civil :

1. Proposition de loi modifiant l'article 75 du Code civil en ce qui concerne la date à désigner par les parties en vue de la célébration d'un mariage.

Présentée par M. Geldolf, n° 55/1 du 18 juillet 1968.

Amendement de M. Defraigne, n° 55/2 du 23 juillet 1968.

Amendement de M. Geldolf, n° 55/3 du 30 octobre 1969.

2. Proposition de loi complétant, pour les changements de prénoms, la loi du 11 Germinal an XI (1^{er} avril 1803) relative aux prénoms et changements de noms.

Présentée par M. Defraigne, n° 300/1 du 27 février 1969.

Indigénat :

1. Proposition de loi relative au recouvrement de la nationalité belge par certaines personnes déchues en vertu de l'arrêté-loi du 20 juin 1945 sur la déchéance de la nationalité belge modifié par la loi du 30 mars 1962.

Présentée par M. Schyns, n° 119/1 du 22 octobre 1968.

2. Proposition de loi relative au recouvrement de la nationalité belge par certaines personnes déchues en vertu de la loi du 30 juillet 1934 concernant la déchéance de la nationalité.

Présentée par M. Schyns, n° 120/1 du 22 octobre 1968.

Prescription :

Proposition de loi concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion.

Présentée par M. Pedé, n° 95/1 du 22 octobre 1968.

Propriété commerciale :

Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 27/1 du 4 juillet 1968.

Puissance paternelle :

Proposition de loi modifiant les articles 373, 374, 384 et 389 du Code civil.

Présentée par M^{me} De Riemaecker-Legot, n° 662/1 du 28 avril 1970.

Responsabilité civile (automobilistes) :

1. Projet de loi interprétant les articles 9 et 10 de la loi du 1^{er} juillet 1956, relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Transmis par le Sénat, n° 511/1 du 14 février 1963.

Rapporteur : M. Van Rompaey.

2. Proposition de loi complétant la loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Présentée par M. Defraigne, n° 20/1 du 2 juillet 1968.

3. Proposition de loi sur la réparation des dommages résultant de lésions corporelles dans les accidents de roulage provoqués par le gibier.

Présentée par M. Michel, n° 97/1 du 22 octobre 1968.

4. Proposition de loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de bicyclettes, de tandems et de cycles à moteur auxiliaire.

Présentée par M. Cantillon, n° 536/1 du 10 décembre 1969.

Servitudes :

Proposition de loi modifiant la Section V, du Titre IV du Livre II (art. 682 à 685) du Code civil, relative au droit de passage ou d'issue.

Présentée par M. Lindemans, n° 147/1 du 12 novembre 1968.

Rapporteur : M. Saint-Remy.

Le 10 juin 1969. — Renvoi en sous-commission de la Commission de la Justice.

Successions :

Proposition de loi modifiant et complétant les articles 832 et 833 du Code civil, relatifs au partage.

Présentée par M. Lindemans, n° 146/1 du 12 novembre 1968.

Amendements de M. Claes (A.), n° 146/2 du 24 avril 1969.

Amendements de M. Lindemans, n° 146/3 du 21 mai 1969.

Rapporteur : M. Defraigne.

Tutelle :

Projet de loi relatif à l'administration des dépôts de titres et des livrets, carnets et autres comptes ouverts au nom d'enfants mineurs.

Présenté par le Gouvernement, n° 603/1 du 24 février 1970.

Amendements du Gouvernement, n° 603/2 du 25 mars 1970.

Amendements de M. Saint-Remy, n° 603/3 du 14 avril 1970.

Amendement du Gouvernement, n° 603/4 du 12 mai 1970.

Amendements du Gouvernement, n° 603/5 du 24 juin 1970.

Rapporteur : M^{me} De Riemaecker-Legot.

Vente :

1. Proposition de loi instituant en faveur des communes un droit de préemption sur les immeubles mis en vente dans les limites d'un plan d'aménagement particulier.

Présentée par M. Michel, n° 218/1 du 19 décembre 1968.

2. Proposition de loi tendant à la protection des acquéreurs de biens immobiliers.

Présentée par M. Defraigne, n° 265/1 du 30 janvier 1969.

3. Proposition de loi relative à l'achat et au rachat de biens immobiliers.

Présentée par M. Lindemans, n° 584/1 du 12 février 1970.

Droit commercial :

Faillite :

1. Proposition de loi portant revision du Livre III du Code de Commerce, sur les faillites, banqueroutes et sursis.

Présentée par M. Michel, n° 229/1 du 7 janvier 1969.

2. Proposition de loi instaurant une créance privilégiée en faveur des courtiers et modifiant l'article 545 du Code de commerce.

Présentée par M. Boey, n° 687/1 du 21 mai 1970.

Sociétés commerciales :

1. Proposition de loi complétant l'article premier des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Présentée par M. De Vlies, n° 199/1 du 10 décembre 1968.

2. Projet de loi modifiant la législation relative aux sociétés commerciales.

Présenté par le Gouvernement, n° 700/1 du 29 mai 1970.

Droit pénal :*Amendes pénales :*

Projet de loi modifiant la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales en vue d'adapter le montant des amendes aux moyens d'existence des condamnés.

Présenté par le Gouvernement, n° 592/1 du 17 février 1970.
Amendements de M. Charpentier, n° 592/2 du 1^{er} avril 1970.
Rapporteur : M. Mathys.

Bonnes mœurs :

Proposition de loi abrogeant les alinéas 7, 8 et 9 de l'article 383 du Code pénal.

Présentée par M. Cudell, n° 56/1 du 18 juillet 1968.
Amendements du Gouvernement, n° 56/2 du 27 décembre 1968.
Sous-amendements du Gouvernement, n° 56/3 du 19 mai 1970.

Condamnation et libération conditionnelle :

Proposition de loi modifiant l'article 17 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation.

Présentée par M. Duerinck, n° 141/1 du 12 novembre 1968.

Contraventions :

Proposition de loi relative à la lutte contre le bruit.
Présentée par M. Gillet, n° 126/1 du 23 octobre 1968.

Coups et blessures :

Proposition de loi organisant l'indemnisation, à charge de l'Etat, des victimes d'actes de violence.

Présentée par M. Glinne, n° 276/1 du 11 février 1969.
Amendements de M. Defraigne, n° 276/2 du 20 février 1969.

Détention préventive :

Projet de loi modifiant la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive.

Présenté par le Gouvernement, n° 472/1 du 10 septembre 1969.
Amendements de M. Lindemans, n° 472/2 du 14 octobre 1969.
Amendements de M. Charpentier, n° 472/3 du 4 novembre 1969.
Amendements de M. Charpentier, n° 472/4 du 12 novembre 1969.
Amendement de M. Charpentier, n° 472/5 du 14 janvier 1970.
Rapporteur : M. Jeunehomme.

Homicide involontaire :

Proposition de loi sur l'obligation de donner l'alarme en cas d'imminence d'un péril grave.

Présentée par M. Geldolf, n° 361/1 du 22 avril 1969.

Sûreté de l'Etat :

1. Proposition de loi visant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie.
Présentée par M. Glinne, n° 22/1 du 2 juillet 1968.
Amendements du Gouvernement, n° 22/2 du 25 mai 1970.
Rapporteur : M. Van Lidth de Jeude.

2. Proposition de loi sur les menées séparatistes.

Présentée par M. Gillet, n° 65/1 du 18 juillet 1968.

Sûreté de l'Etat (armée étrangère) :

Projet de loi concernant les services dans une armée ou une troupe se trouvant sur le territoire d'un Etat étranger.

Présenté par le Gouvernement, n° 478/1 du 14 novembre 1967.
Amendements de M. Saintraint, n° 478/2 du 4 décembre 1967.
Amendements de M. Glinne, n° 478/3 du 5 décembre 1967.
Rapport de M. Lindemans, n° 478/4 du 20 décembre 1967.
Amendements de M. Le Grève, n° 478/5 du 8 janvier 1968.
Amendements de M. Glinne, n° 478/6 du 8 janvier 1968.
Amendement du Gouvernement, n° 478/7 du 9 janvier 1968.
Amendements de : 1° M. Defraigne; 2° M. Pierson, n° 478/8 du 16 janvier 1968.
Sous-amendement de M. Glinne, n° 478/9 du 24 janvier 1968.
Rapport complémentaire de M. Lindemans, n° 478/10 du 31 janvier 1968.
Amendements de M. Le Grève, n° 478/11 du 31 janvier 1968.
Amendements de M. Saintraint, n° 478/12 du 5 février 1968.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.
Relevé de caducité par la loi du 20 décembre 1968.

Usurpation :

Projet de loi modifiant les articles 185, 186, 187 et 228 du Code pénal et y insérant un article 184bis.

Présenté par le Gouvernement, n° 857/1 du 20 août 1964.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 16 avril 1965.
Relevé de caducité par la loi du 29 juin 1966.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.
Relevé de caducité par la loi du 20 décembre 1968.

Vol :

1. Proposition de loi complétant l'article 507 du Code pénal par une disposition visant à sanctionner le vol d'un gage par le propriétaire de l'objet donné en gage.

Présentée par M. Havelange, n° 382/1 du 14 mai 1969.

2. Proposition de loi complétant le chapitre I^{er} du Titre IX du Code pénal afin de prévoir des peines à l'encontre des personnes ayant provoqué, sous la menace, le détournement d'un aéronef.

Présentée par MM. Gillet et Defraigne, n° 724/1 du 17 juin 1970.

Expropriation :

Proposition de loi mettant à charge de l'Etat les frais de conseil technique et de conseil juridique des personnes contre qui est poursuivie une expropriation pour cause d'utilité publique.

Présentée par M. Charpentier, n° 114/1 du 22 octobre 1968.

Rapporteur : M. Defraigne.

Instruction criminelle :

1. Projet de loi relatif aux casiers judiciaires.

Présenté par le Gouvernement, n° 1046/1 du 12 avril 1965.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 16 avril 1965.

Relevé de caducité par la loi du 29 juin 1966.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.

Relevé de caducité par la loi du 20 décembre 1968.

2. Proposition de loi modifiant l'article 187 du Code d'instruction criminelle.

Présentée par M. Defraigne, n° 667/1 du 30 avril 1970.

Jeunesse :

1. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er}, deuxième alinéa, de la loi du 15 juillet 1960 sur la préservation morale de la jeunesse.
Présentée par M. Cudell, n° 313/1 du 12 mars 1969.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juillet 1960 sur la préservation de la jeunesse.

Présentée par M. Boey, n° 399/1 du 29 mai 1969.

3. Proposition de loi portant création d'un « Fonds national pour la protection sociale de la jeunesse ».

Présentée par M^{me} De Riemacker-Legot, n° 611/1 du 5 mars 1970.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en vue de faciliter les poursuites en matière de roulage.

Présentée par M. Charpentier, n° 646/1 du 14 avril 1970.

5. Projet de loi modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Présenté par le Gouvernement, n° 756/1 du 2 octobre 1970.

Jeux et paris :

Proposition de loi modifiant l'article premier de la loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu, complétée par la loi du 19 avril 1963.

Présentée par M. Raskin, n° 402/1 du 3 juin 1969.

Notariat :

1. Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat et l'arrêté du 2 nivôse an XII relatif à l'établissement et à l'organisation des chambres des notaires.
Transmis par le Sénat, n° 1021/1 du 25 mars 1965.

Amendements de M. Hermans, n° 1021/2 du 30 mars 1965.

Amendements de M. Saintraint, n° 1021/3 du 5 avril 1965.

Amendements de : 1° M. De Clercq (W.); 2° M. Dewulf, n° 1021/4 du 8 avril 1965.

Amendements de M. Saintraint, n° 135/2 du 28 février 1966.

Amendements du Gouvernement, n° 135/3 du 22 juin 1966.

Amendements de M. Saintraint, n° 135/4 du 8 septembre 1966.

Amendements de M. Van Lidth de Jeude, n° 135/5 du 27 septembre 1966.

Amendements de M. Leys, n° 135/6 du 18 décembre 1967.

Amendement de M. Lefèvre (Th.), n° 135/7 du 25 janvier 1968.

Amendements de M. Lindemans, n° 253/2 du 21 janvier 1969.

Rapporteur : M. Hermans.

2. Projet de loi modifiant la loi du 10 juillet 1931 concernant la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière notariale.

Transmis par le Sénat, n° 1033/1 du 7 avril 1965.

Amendement de M. Saintraint, n° 358/2 du 30 janvier 1967.

Organisation judiciaire :

1. Proposition de loi modifiant l'article 790 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Leys, n° 299/1 du 27 février 1969.

2. Proposition de loi modifiant les articles 1340 et 1341 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire relatifs à la procédure sommaire d'injonction de payer.

Présentée par M. Humblet, n° 414/1 du 10 juin 1969.

3. Proposition de loi modifiant et complétant l'article 1410 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Verhonne, n° 485/1 du 14 octobre 1969.

Rapporteur : M. Van Rompaey.

4. Proposition de loi abrogeant l'article 131, 8°, de la loi communale modifiée par l'article 79, § 2, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, l'article 69, 2°, de la loi provinciale modifiée par l'article 79, § 1, de la même loi du 14 février 1961 et l'article 49, § 2 et § 3, de l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Charpentier, n° 576/1 du 4 février 1970.

5. Proposition de loi complétant l'article 25 des dispositions transitoires qui figurent à l'article 4 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Coulonvaux, n° 669/1 du 30 avril 1970.

Rapporteur : M. Van Lidth de Jeude.

Barreau :

Projet de loi relatif à l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel.

Transmis par le Sénat, n° 247 du 8 mars 1949.

Amendements du Gouvernement, n° 244 du 6 février 1951.

Rapporteur : M. De Gryse.

Langues :

1. Projet de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Transmis par le Sénat, n° 369 du 4 mars 1954.

2. Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Transmis par le Sénat, n° 370 du 4 mars 1954.

3. Proposition de loi modifiant l'article 49 de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Présentée par MM. De Vlies et Mattheyssens, n° 449/1 du 25 juin 1969.

4. Proposition de loi complétant l'article 36 de la loi du 15 juin 1935, sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Présentée par M. Havelange, n° 451/1 du 26 juin 1969.

Notaires, avoués, huissiers :

Projet de loi instituant l'appel en matière disciplinaire pour les notaires, avoués et huissiers.

Transmis par le Sénat, n° 488 du 19 mai 1949.

Amendements de M. Lefèvre (Th.), n° 331 de 1949-1950.

Amendements de M. Lefèvre (Th.), n° 24 du 28 juin 1950.

Rapporteur : M. De Gryse.

Personnel :

1. Proposition de loi modifiant la loi sur l'organisation judiciaire et la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Van Lidth de Jeude, n° 32/1 du 10 juillet 1968.

Rapporteur : M. Van Rompaey.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, en vue de l'extension du cadre des substituts du procureur du Roi des parquets de première instance.

Présentée par M. Van Lidth de Jeude, n° 34/1 du 10 juillet 1968.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 20 décembre 1957 portant révision du statut des greffiers de l'Ordre judiciaire et du personnel des greffes des cours et tribunaux.

Présentée par M. Leys, n° 162/1 du 26 novembre 1968.

4. Proposition de loi insérant dans le Code judiciaire un article 258bis qui assure une répartition équitable entre les cours d'appel des places de conseiller à la Cour de Cassation et d'avocat général près la même Cour.

Présentée par M. De Gryse, n° 261/1 du 29 janvier 1969.

Amendement de M. Lindemans, n° 261/2 du 27 mars 1969.

Avis du Conseil d'Etat, n° 261/3 du 30 juin 1969.

Amendement de M. Defraigne, n° 261/4 du 15 avril 1970.

Rapporteur : M. Mathys.

5. Proposition de loi modifiant l'article 10, chapitre III, titre premier, de l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Boeykens, n° 337/1 du 27 mars 1969.

Rapporteur : M. Laloux.

6. Proposition de loi modifiant la loi d'organisation judiciaire du 3 avril 1953, modifiée par les lois des 1^{er} septembre 1966, 5 juin 1967 et 5 mars 1969.

Présentée par M. Van Rompaey, n° 427/1 du 19 juin 1969.

7. Proposition de loi portant modification de la loi du 15 juin 1899 comprenant le Titre II du Code de procédure pénale militaire, modifiée par la loi du 20 décembre 1968.

Présentée par M. De Vlies, n° 436/1 du 24 juin 1969.

Traitements :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Van Lidth de Jeude, n° 35/1 du 10 juillet 1968.

Amendements de M. Lindemans, n° 35/2 du 19 novembre 1968.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 9 août 1963, en ce qui concerne les traitements des greffiers des juridictions militaires.

Présentée par M. Charpentier, n° 180/1 du 28 novembre 1968.

3. Proposition de loi modifiant les articles 263, § 1^{er}, 2°, et 264, § 2, 2°, de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Henri Deruelles, n° 293/1 du 20 février 1969.

Procédure civile :**Compétence :**

Projet de loi concernant les pouvoirs du juge des référés.

Transmis par le Sénat, n° 493 du 19 mai 1949.

Rapporteur : M. Soudan.

Professions :**Agents commerciaux :**

1. Proposition de loi relative au contrat d'agence commerciale.

Présentée par M. Cudell, n° 252/1 du 21 janvier 1969.

Le 14 mai 1969. — Renvoi à la sous-commission de la Commission de la Justice.

Rapporteur : M. Boel.

2. Projet de loi concernant le contrat d'agence.

Présenté par le Gouvernement, n° 283/1 du 14 février 1969.

Amendements de : 1° M. Gillet; 2° M. Lindemans, n° 283/2 du 14 mai 1969.

Le 14 mai 1969. — Renvoi à la sous-commission de la Commission de la Justice.

Sous-amendement de M. Van Lidth de Jeude, n° 283/3 du 27 novembre 1969.

Rapporteur : M. Boel.

COMMISSION DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

Allocations familiales :

1. Proposition de loi concernant les allocations familiales et les allocations de naissance.
Présentée par M. Brouhon, n° 140/1 du 12 novembre 1968.
2. Proposition de loi octroyant des prestations familiales en faveur des enfants dont le père est légalement inconnu.
Présentée par M^{me} Copée-Gerbinet, n° 204/1 du 12 décembre 1968.
3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938 prévu par la loi du 10 juin 1937 étendant les allocations familiales aux employeurs et aux non-salariés.
Présentée par M. Claeys, n° 386/1 du 20 mai 1969.
4. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 26 mars 1965 relatif aux allocations familiales allouées à certaines catégories du personnel rétribué par l'État.
Présentée par M. Vansteenkiste, n° 426/1 du 19 juin 1969.
5. Proposition de loi modifiant l'article 62 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales des travailleurs salariés.
Présentée par M. Duerinck, n° 521/1 du 25 novembre 1969.

Assistance publique :

- Proposition de loi modifiant l'article 68 de la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique en vue d'instaurer le principe du minimum socio-vital.
Présentée par M. Gillet, n° 14/1 du 25 juin 1968.
Amendement de M. Gillet, n° 14/2 du 4 décembre 1968.

Assurances sociales :

Accidents du travail :

1. Proposition de loi concernant le paiement en capital des rentes viagères perçues à la suite d'accidents du travail.
Présentée par M. Defraigne, n° 13/1 du 25 juin 1968.
2. Proposition de loi complétant l'article 28 des lois coordonnées du 28 septembre 1931 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.
Présentée par M. Charpentier, n° 116/1 du 22 octobre 1968.
Rapporteur : M. Dhoore.

Handicapés :

1. Proposition de loi créant un pécule de vacances en faveur des estropiés et mutilés atteignant une incapacité permanente de travail d'au moins 66 %.
Présentée par M^{me} Copée-Gerbinet, n° 295/1 du 25 février 1969.
2. Proposition de loi modifiant la loi relative au Fonds spécial d'assistance et étendant aux enfants malades mentaux séquestrés à domicile les avantages accordés par la loi sur les estropiés et mutilés.
Présentée par M. H. Goemans, n° 364/1 du 29 avril 1969.

3. Proposition de loi relative à la sécurité sociale des travailleurs handicapés occupés en atelier protégé.
Présentée par M. Schyns, n° 598/1 du 19 février 1970.

Maladies professionnelles :

- Proposition de loi modifiant la loi du 24 décembre 1963 relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci.

Présentée par M. Anciaux, n° 150/1 du 12 novembre 1968.

Sécurité sociale :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.
Présentée par M. Verhenne, n° 614/1 du 10 mars 1970.

2. Proposition de loi protégeant le droit aux avantages de la sécurité sociale des travailleurs masculins et féminins obligés par des raisons d'ordre familial d'interrompre temporairement l'exercice de leur profession de travailleurs salariés.

Présentée par M^{me} Copée-Gerbinet, n° 707/1 du 2 juin 1970.

Vieillesse et décès prématuré :

1. Proposition de loi majorant les pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés.

Présentée par M. Hicquet, n° 12/1 du 25 juin 1968.

Amendements de M. Hicquet, n° 12/2 du 14 avril 1970.

Rapporteur : M. Demets.

2. Proposition de loi accordant une liberté de travail complète aux pensionnés.

Présentée par M. Lefebvre (R.), n° 155/1 du 20 novembre 1968.

Amendements de M. Gillet, n° 155/2 du 24 mars 1970.

Rapporteur : M. Defraigne.

3. Proposition de loi créant une pension nationale pour tous les travailleurs.

Présentée par M. Gillet, n° 189/1 du 5 décembre 1968.

Le 15 avril 1969. — Renvoi aux Commissions réunies de la Prévoyance sociale et des Classes moyennes.

Rapporteur : M^{me} Mabilie-Leblanc.

Travail :

Vacances :

- Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 22 juin 1948 accordant aux ouvriers mineurs des titres de voyage gratuit pour les vacances annuelles et l'arrêté royal du 28 juin 1967 déterminant les modalités spéciales d'application aux ouvriers mineurs et assimilés, de la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

Présentée par M. Raskin, n° 665/1 du 29 avril 1970.

COMMISSION DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION.

Droit public :

Constitution :

Déclaration de revision (*Moniteur belge* du 2 mars 1968).
Dispositions constitutionnelles soumises à revision, n° 10-1/1° du 21 juin 1968.

Composition de la Commission :

Président : M. Van Acker.

- A. — Membres titulaires : MM. Chabert, De Gryse, Duerinck, Lindemans, Meyers, Persoons, Saint-Remy, Van Elslande, Verroken, Wigny. — Boel, Brouhon, Collard (L.), Cudell, Denis, Mathys, Van Acker, Van Eynde. — De Clercq, De Winter, Hannotte, Lefebvre (R.), Piron N. — Schiltz, Van der Elst. — Perin.
- B. — Membres suppléants : MM. Blanckaert, Michel, Peeters, Remacle, Vandamme. — Baudson, Geldolf, Radoux, Van Hoorick. — Defraigne, Delforge, Van Lidth de Jeude. — Belmans. — Outers.

Revision du Titre II (insertion de dispositions nouvelles).

Droits économiques et sociaux.

Rapporteur : M. Duerinck.

Revision de l'article 22.

Secret des communications téléphoniques et télégraphiques.

Transmis par le Sénat, n° 10-4/1° du 13 juin 1969.

Rapport de M. Baudson, n° 10-4/2° du 11 décembre 1969.

Amendement de M. Charpentier, n° 10-4/3° du 13 janvier 1970.

Le 11 mars 1970. — Renvoi à une sous-commission de la Commission de Revision de la Constitution.

Sous-amendement de M. Charpentier, n° 10-4/4° du 12 mars 1970.

Revision du Titre III (insertion de dispositions nouvelles).

Propositions émanant d'organismes de droit public au Gouvernement ou aux Chambres.

Rapporteur : M. Van der Elst.

Revision de l'article 36.
Incompatibilités.
Transmis par le Sénat, n° 10-18/1^{er} du 4 mai 1970.
Rapporteur : M. Brouhon.

Revision de l'article 39 (première phase).
Vote par appel nominal.
Transmis par le Sénat, n° 10-5/1^{er} du 20 juin 1969.
Rapport de M. Duerinck, n° 10-5/2^e du 11 décembre 1969.
Le 11 mars 1970. — Renvoi à la Commission

Revision de l'article 47, alinéas 1 et 3.
Condition de domicile imposée aux électeurs. — Droit de vote des femmes.
Rapporteur : M. Saint-Remy.

Revision de l'article 47 (disposition transitoire).
Droit de vote des femmes. — Catégories spéciales (abrogation).
Rapporteur : M. Saint-Remy.

Revision de l'article 49.
Répartition des sièges des députés.
Rapporteur : M. Hannotte.

Revision de l'article 52 (disposition transitoire).
Indemnité parlementaire des membres de la Chambre (1919-1920) (abrogation).
Rapporteur : M. Van der Elst.

Revision de l'article 53.
Composition du Sénat et élection des Sénateurs.
Rapporteur : M. De Gryse.

Revision de l'article 53 (disposition transitoire).
Droit de vote des femmes. — Catégories spéciales (élection des Sénateurs) (abrogation).
Rapporteur : M. De Gryse.

Revision de l'article 56bis (disposition transitoire).
Conditions d'éligibilité des Sénateurs (délai) (abrogation).
Rapporteur : M. Lindemans.

Revision de l'article 57.
Indemnité. — Libre parcours des Sénateurs.
Transmis par le Sénat, n° 10-13/1^{er} du 27 juin 1969.
Rapporteur : M. Brouhon.

Revision de l'article 68.
Ratification des traités.
Rapporteur : M. Wigny.

Revision de l'article 84.
Régence.
Transmis par le Sénat, n° 10-7/1^{er} du 20 juin 1969.
Le 15 avril 1970. — Renvoi à une sous-commission de la Commission de Revision de la Constitution.
Rapporteur : M. Perlin.

Revision de l'article 93.
Contestations en matière de droits politiques.
Rapporteur : M. Lindemans.

Revision de l'article 98.
Jury.
Rapporteur : M. Lindemans.

Revision du Titre III, chapitre III, article 107bis (nouveau).
Conflits entre les dispositions du droit interne, légales ou réglementaires, et celles du droit international ou du droit communautaire.
Rapporteur : M. Wigny.

Revision du Titre III. Insertion d'un chapitre IIIbis (nouveau).
Juridictions administratives et Conseil d'Etat.
Rapporteur : M. Perin.

Revision du Titre IV, article 115bis (nouveau).
Programmes financiers couvrant plusieurs années.
Rapporteur : M. Persoons.

Revision de l'article 116, alinéa 2.
Cour des Comptes.
Rapporteur : M. Persoons.

Revision de l'article 139.
Lois séparées : presse, jury, finances, etc.
Transmis par le Sénat, n° 10-12/1^{er} du 20 juin 1969.
Rapporteur : M. De Gryse.

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Administrations publiques :

Proposition de loi créant une carte nationale de priorité en faveur des personnes âgées.
Présentée par M. Gillet, n° 493/1 du 21 octobre 1969.

Art de guérir :

Proposition de loi complétant les dispositions sur l'art de guérir, en ce qui concerne les officines de pharmacie.
Présentée par M. Michel, n° 486/1 du 14 octobre 1969.
Amendements de M. De Vlies, n° 486/2 du 3 novembre 1969.

Assistance publique :

1. Proposition de loi portant modification de la loi du 2 avril 1965 modifiant la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique.
Présentée par M. Van Rompaey, n° 356/1 du 15 avril 1969.
2. Proposition de loi portant réforme des commissions d'assistance publique.
Présentée par M. Michel, n° 404/1 du 3 juin 1969.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique et remplaçant la dénomination « Assistance Publique » par « Service Public d'Aide Sociale ».
Présentée par M. Gillet, n° 489/1 du 14 octobre 1969.

Assurances sociales :

Vieillesse et décès prématuré :
Proposition de loi créant un Fonds national pour la construction et l'aménagement de logements et d'institutions hospitalières pour personnes âgées.
Présentée par M. Gillet, n° 49/1 du 17 juillet 1968.

Commerce et industrie :

Viandes :
Projet de loi relatif à l'organisation des expertises et contrôles vétérinaires ainsi qu'aux abattoirs pour animaux de boucherie.
Présenté par le Gouvernement, n° 554/1 du 6 février 1968.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.
Relevé de caducité par la loi du 20 décembre 1968.
Le 13 janvier 1970. — Renvoi à la Sous-Commission de la Commission de la Santé publique et de la Famille.
Amendements de MM. Cornet et Gustin. n° 561/2 du 13 janvier 1970.
Rapporteur : M. Eneman.

Eaux et Forêts :

Proposition de loi portant création d'un Institut National de l'Eau.
Présentée par M. De Vlies, n° 328/1 du 26 mars 1969.

Pollution des eaux :
Proposition de loi portant création d'une Société nationale pour la Protection des Eaux de Surface.
Présentée par M. Hicquet, n° 104/1 du 22 octobre 1968.

Guerre :

Prisonniers de guerre — Prisonniers politiques :
Projet de loi modifiant les lois relatives au statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, coordonnées le 16 octobre 1954, et déterminant, pour certaines catégories de prisonniers de guerre, les modalités d'octroi de la pension prévue à l'article 7, alinéa 5, des lois sur les pensions de réparation coordonnées le 5 octobre 1948.
Présenté par le Gouvernement, n° 479/1 du 25 septembre 1969.
Rapporteur : M. Nazé.

Réfugiés et évacués :
Proposition de loi tendant à créer un statut des émigrés.
Présentée par M^{me} Copée-Gerbinet, n° 257/1 du 23 janvier 1969.

Victimes civiles de la guerre :

Proposition de loi créant un statut des enrôlés de force dans la Wehrmacht.

Présentée par M. Schyns, n° 57/1 du 18 juillet 1968.

Habitations :

1. Proposition de loi créant un « Fonds national foncier pour la construction d'habitations sociales ».

Présentée par M. De Seranno, n° 301/1 du 27 février 1969.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 15 avril 1949 instituant un Fonds national du Logement, modifiée par la loi du 27 juin 1956.

Présentée par M. Van Rompaey, n° 618/1 du 17 mars 1970.

Professions :*Prothésiste dentaire :*

Proposition de loi créant le titre de prothésiste dentaire.

Présentée par M. Geldolf, n° 149/1 du 12 novembre 1968.

Santé publique :

1. Proposition de loi sur les produits surgelés.

Présentée par M. Hicquet, n° 61/1 du 18 juillet 1968.

2. Proposition de loi relative à la pollution atmosphérique provoquée par les gaz d'échappement des véhicules automobiles.

Présentée par M. H. Goemaes, n° 639/1 du 14 avril 1970.

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS.**Arts, Sciences et Lettres :**

Proposition de loi tendant à introduire une part de décoration artistique dans les bâtiments d'utilité publique.

Présentée par M. Baudson, n° 578/1 du 10 février 1970.

Energie :*Electricité, gaz, etc. :*

Proposition de loi modifiant l'article 13 de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique; l'article unique de la loi du 17 janvier 1938 réglant l'usage par les autorités publiques, associations de communes et concessionnaires de services publics ou d'utilité publique, des domaines publics de l'Etat, des provinces et des communes, pour l'établissement et l'entretien de canalisations et notamment des canalisations d'eau et de gaz; et l'article 9 de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation.

Présentée par M. Eneman, n° 312/1 du 12 mars 1969.

Rapporteur : M. Mottard.

nées le 30 janvier 1954 et, par extension, la législation relative à la réparation des dommages causés par les forces expéditionnaires alliées.

[Articles disjoints du projet n° 425/1. — Voir rapport de M. Van Cleemput, n° 425/23 (1964-1965).]

Projet amendé par le Sénat, n° 425/27 du 31 mars 1965.

Rapport de M. De Mey, n° 425/28 du 6 avril 1965.

Le 28 avril 1970. — Renvoi à la Commission des Travaux publics.

2. Proposition de loi insérant un nouvel article 5bis dans les lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, coordonnées le 30 janvier 1954.

Présentée par M. Schyns, n° 121/1 du 22 octobre 1968.

Travaux publics :*Ports :*

Proposition de loi instituant un Fonds des ports 1970-1980.

Présentée par M. Vandamme, n° 501/1 du 30 octobre 1969.

Urbanisme :

Proposition de loi modifiant l'article 58 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et y insérant un article 58bis.

Présentée par M. Coucke, n° 21/1 du 2 juillet 1968.

IV. — Propositions de loi qui n'ont pas encore été prises en considération.**Administrations publiques :**

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 31 mai 1958 réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures.

Présentée par M. Duerinck, n° 696/1 du 27 mai 1970.

Langues :

Proposition de loi modifiant la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative et mettant fin aux discriminations que cette législation entraîne et qui ont été formellement condamnées par la Cour européenne des Droits de l'Homme dans son arrêt du 23 juillet 1968.

Présentée par M. Mundeleer, n° 723/1 du 16 juin 1970.

Agriculture :*Crédit :*

Proposition de loi créant une Société de crédit foncier.

Présentée par M. Dewulf, n° 46/1 du 17 juillet 1968.

Allocations familiales :

Proposition de loi relative à l'octroi d'allocations familiales en faveur des enfants de travailleurs salariés, détenus ou incarcérés.

Présentée par M. Hicquet, n° 102/1 du 22 octobre 1968.

Armée :*Langues :*

Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 30 juillet 1938, modifiée par celle du 30 juillet 1955 concernant l'usage des

langues à l'armée.

Présentée par M. Persoons, n° 620/1 du 17 mars 1970.

Milice :

1. Proposition de loi modifiant les articles 10, 12, 63 et 87 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. Gheysen, n° 445/1 du 25 juin 1969.

2. Proposition de loi modifiant l'article 10 des lois coordonnées sur la milice.

Présentée par M. Van Dessel, n° 629/1 du 25 mars 1970.

3. Proposition de loi complétant l'article 10, § 2, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. Tanghe, n° 644/1 du 14 avril 1970.

4. Proposition de loi modifiant l'article 54 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. Tanghe, n° 663/1 du 28 avril 1970.

5. Proposition de loi accordant le sursis ou la dispense du service militaire pour cause morale aux miliciens élus à un mandat politique.

Présentée par M. Glinne, n° 732/1 du 25 juin 1970.

Personnel civil :

1. Proposition de loi fixant le régime d'indemnisation applicable au personnel civil et assimilé du Ministère de la Défense nationale en cas de mutation de service.

Présentée par M. Posson, n° 24/1 du 3 juillet 1968.

2. Proposition de loi permettant la nomination de militaires en qualité d'agents de l'Etat au département de la Défense nationale au cas où des emplois permanents y deviennent vacants

en remplacement de ceux qui étaient occupés par des militaires du cadre actif, et fixant les dispositions particulières qui sont applicables aux agents bénéficiaires de cette nomination.
Présentée par M. Posson, n° 93/1 du 22 octobre 1968.

Arts, Sciences et Lettres :

Droit d'auteur :

Proposition de loi modifiant la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur.
Présentée par M. Michel, n° 514/1 du 13 novembre 1969.

Assurances sociales :

Accidents du travail :

Proposition de loi complétant l'article 28 des lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.
Présentée par M. Massart, n° 602/1 du 24 février 1970.

Handicapés :

Proposition de loi modifiant l'article 4, deuxième alinéa, des lois relatives aux estropiés et mutilés, coordonnées le 3 février 1961.
Présentée par M. De Keuleneir, n° 455/1 du 27 juin 1969.

Ouvriers mineurs :

Proposition de loi permettant d'appeler les ouvriers mineurs appartenant aux pays de la Communauté Economique Européenne à siéger au sein des commissions administratives des caisses de prévoyance du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs.
Présentée par M. Nazé, n° 745/1 du 3 juillet 1970.

Vieillesse et décès prématuré :

1. Proposition de loi relative à la pension de retraite et de survie des marins naviguant sous pavillon belge qui ont été victimes d'un accident du travail dans les causes duquel est intervenu un fait de guerre.
Présentée par M. Hicquet, n° 103/1 du 22 octobre 1968.

2. Proposition de loi autorisant l'activité professionnelle pour toutes les personnes bénéficiaires d'une pension de vieillesse ou de survie.
Présentée par M. Charpentier, n° 118/1 du 22 octobre 1968.

3. Proposition de loi créant un Institut national pour personnes âgées.
Présentée par M. Hicquet, n° 123/1 du 22 octobre 1968.

Chambres législatives :

Règlement de la Chambre :

1. Proposition modifiant l'article 12 du Règlement de la Chambre.
Présentée par M. Gillet, n° 596/1 du 19 février 1970.

2. Proposition modifiant l'article 16, n° 3, du Règlement de la Chambre relatif à l'ordre dans lequel sont examinés les projets et les propositions de loi.
Présentée par M. Gillet, n° 647/1 du 14 avril 1970.

3. Proposition de modifications au Règlement de la Chambre.
Présentée par M. Perin, n° 702/1 du 2 juin 1970.

Commerce et industrie :

Proposition de loi tendant à promouvoir les investissements dans les régions défavorisées et modifiant la loi du 14 juillet 1966 instaurant des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économiques des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents.
Présentée par M. Hannotte, n° 111/1 du 22 octobre 1968.

Institut de compensation :

Proposition de loi tendant à instaurer un Institut national de compensation financière et commerciale.
Présentée par M. Piron, n° 601/1 du 24 février 1970.

Communes :

Association de communes :

1. Proposition de loi sur les districts.
Présentée par M. Piron, n° 367/1 du 29 avril 1969.

2. Proposition de loi relative à la fusion de communes et à la modification des limites territoriales communales.
Présentée par M. Piron, n° 422/1 du 18 juin 1969.
Amendement de MM. Piron, Meyers et Mottard, n° 422/2 du 5 mars 1970.

Loi communale :

Proposition de loi modifiant l'article 125 de la loi communale.
Présentée par M. Van Hoorick, n° 326/1 du 26 mars 1969.

Conseil d'Etat :

Traitements :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.
Présentée par M. Persoons, n° 99/1 du 22 octobre 1968.

2. Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 9 juillet 1969 modifiant la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 491/1 du 14 octobre 1969.

Droit civil :

Donations :

Proposition de loi tendant à compléter l'article 919 du Code civil.
Présentée par M. Willems, n° 728/1 du 24 juin 1970.

Droit pénal :

Bonnes moeurs :

Proposition de loi modifiant l'article 383 du Code pénal.
Présentée par M. Cudell, n° 695/1 du 27 mai 1970.

Contraventions :

Proposition de loi relative à la lutte contre le bruit.
Présentée par M. Coppieters, n° 761/1 du 13 octobre 1970.

Droit public :

Constitution :

Proposition tendant à reviser les dispositions du Titre II de la Constitution relatives aux droits économiques et sociaux par l'insertion d'un article 6quater (nouveau) et d'un article 6quinquies (nouveau).
Présentée par M. Piron, n° 762/1 du 13 octobre 1970.

Incompatibilités :

Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant les incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.
Présentée par M. Brouhon, n° 98/1 du 22 octobre 1968.

Enseignement :

Enseignement primaire :

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 12 novembre 1962 fixant le montant de l'allocation octroyée aux membres du personnel des établissements d'enseignement de l'Etat qui assurent les surveillances du matin et du repas de midi.
Présentée par M. Raskin, n° 366/1 du 29 avril 1969.

Enseignement supérieur :

Proposition de loi relative à la gestion financière des établissements libres agréés d'enseignement universitaire.
Présentée par M. Coppieters, n° 610/1 du 4 mars 1970.

Fondations et bourses d'études :

Proposition de loi tendant à instaurer un régime d'allocations d'études et de prêts.
Présentée par M. Henckens, n° 760/1 du 13 octobre 1970.

Expropriation :

Proposition de loi modifiant la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes.

Présentée par M. De Weert, n° 682/1 du 19 mai 1970.

Guerre :

Victimes civiles de la guerre :

Proposition de loi modifiant l'article 15 de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit.

Présentée par M. De Weert, n° 365/1 du 29 avril 1969.

Habitations :

Proposition de loi réglementant les prix des terrains à bâtir dans les lotissements.
Présentée par M. Van Rompaey, n° 744/1 du 3 juillet 1970.

Impôts :

Impôts directs :
Proposition de loi modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.
Présentée par M. Sels, n° 354/1 du 15 avril 1969.

Instruction criminelle :

Proposition de loi augmentant les délais de citation et les délais de recours en matière pénale.
Présentée par M. Charpentier, n° 727/1 du 23 juin 1970.

Lois électorales :

Elections communales :
1. Proposition de loi, modifiant la loi électorale communale et abaissant l'âge de l'électorat de 21 à 18 ans.
Présentée par MM. De Croo et Claes (W.), n° 329/1 du 26 mars 1969.
2. Proposition de loi modifiant la loi électorale communale en vue de ramener l'âge d'éligibilité de 25 ans à 21 ans.
Présentée par MM. Knoops et Couteau, n° 330/1 du 26 mars 1969.
3. Proposition de loi modifiant la loi électorale communale en vue d'octroyer le droit de vote aux miliciens sous-officiers, caporaux et soldats en service actif.
Présentée par MM. Vansteenkiste et Suykerbuyk, n° 331/1 du 26 mars 1969.

Marine :

Pêche maritime :
Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 29 novembre 1961 concernant l'octroi d'une prime pour la démolition de bâtiments de pêche.
Présentée par M. Claeys, n° 729/1 du 24 juin 1970.

Organisation judiciaire :

1. Proposition de loi complétant l'article 628, 8°, du Code judiciaire.
Présentée par M. Havelange, n° 722/1 du 16 juin 1970.

2. Proposition de loi modifiant l'article 728 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par M. Dequae, n° 742/1 du 1^{er} juillet 1970.

Pensions :

Pensions militaires :
1. Proposition de loi octroyant aux pêcheurs en mer les mêmes avantages que ceux accordés aux autres catégories de gens de mer pour services rendus au cours des deux guerres mondiales.
Présentée par M. Holvoet, n° 213/1 du 19 décembre 1968.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 24 avril 1958, créant notamment une rente de combattant et de captivité en faveur des combattants, des prisonniers politiques et des prisonniers de guerre, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 29 mars 1967.
Présentée par M. Gillet, n° 759/1 du 13 octobre 1970.

Postes :

Chèques postaux :
Proposition de loi modifiant l'article 11 de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal.
Présentée par M. Schyns, n° 285/1 du 18 février 1969.

Roulage :

1. Proposition de loi modifiant l'article 24 de l'arrêté royal du 4 mai 1965 relatif aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire un véhicule automoteur, aux formalités de leur exécution et aux examens en vue de la réintégration dans ce droit.
Présentée par M. Van Rompaey, n° 710/1 du 3 juin 1970.
2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 14 mars 1968 portant règlement général sur la police de la circulation routière.
Présentée par M. Dewulf, n° 758/1 du 13 octobre 1970.

Traitements :

Proposition de loi relative aux traitements de certains titulaires de fonctions publiques et des ministres des cultes.
Présentée par M. Claes (A.), n° 322/1 du 20 mars 1969.

Transports :

Automobiles :
Proposition de loi créant une régie des taxis bruxellois.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 273/1 du 6 février 1969.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1970-1971.

13 OKTOBER 1970.

TABEL DER WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN VOORKOMENDE OP DE AGENDA VAN DE KAMER.

INHOUD :

WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN VOLGENS DE STAAT VAN BEHANDELING :

	Bladz.
I. — Wetsvoorstel van het Bureau	2
II. — Wetsontwerpen en -voorstellen waarover verslag is uitgebracht	2
III. — Wetsontwerpen en -voorstellen aanhangig bij de Commissies :	
a) Bijzondere Commissie	5
b) Commissie voor het Reglement	5
c) Commissie voor de Begroting	5
d) Vaste Commissies :	
Algemene Zaken en Openbaar Ambt	5
Binnenlandse Zaken	5
Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking	7
Buitenlandse Zaken	7
Cultuur	8
Economische Zaken	8
Europese Zaken	9
Financiën	9
Grondwetsherziening	11
Justitie	11
Landbouw	15
Landsverdediging	15
Middenstand	16
Nationale Opvoeding	16
Openbare Werken	17
Sociale Voorzorg	18
Tewerkstelling en Arbeid	18
Verkeerswezen, Posterijen, Telegrafie en Telefonie	19
Volksgezondheid en Gezin	19
IV. — Wetsvoorstellen die nog niet in overweging werden genomen	20

WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN VOLGENS DE STAAT VAN BEHANDELING.

(Wat de wetsontwerpen betreft, aanhangig bij de Kamer van vóór 19 september 1944, gelieve men stuk n° 1 der Kamer van de buitengewone zitting 1949, te raadplegen.)

I. — Wetsvoorstel van het Bureau.

Rekenhof :

Wetsvoorstel tot aanvulling en wijziging van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, gewijzigd bij de wetten van 4 juni 1921, 20 juli 1921, 13 juli 1930 en 23 maart 1951.
Ingediend door het Bureau, n° 341/1 van 27 maart 1969.

II. — Wetsontwerpen en -voorstellen waarover verslag is uitgebracht ⁽¹⁾.

a) Wetsontwerp en -voorstel waarvan de Commissie de aanneming voorstelt.

Begrotingen :

1. Wetsontwerp houdende de begroting van Nationale Opvoeding — Franstalig regime — voor het begrotingsjaar 1970.
Ingediend door de Regering, n° 4-XIX-A/1 van 1969-1970.
Amendement van de Regering, n° 4-XIX-A/2 van 18 juni 1970.
Verslag van de heer Remacle, n° 4-XIX-A/3 van 30 september 1970.
2. Wetsontwerp houdende de begroting van Nationale Opvoeding — Nederlandstalig regime — voor het begrotingsjaar 1970.
Ingediend door de Regering, n° 4-XIX-B/1 van 1969-1970.
Amendementen van: 1° de Regering; 2° de heer Coppieters, n° 4-XIX-B/2 van 16 juni 1970.
Verslag van de heer Otte, n° 4-XIX-B/3 van 30 september 1970.
3. Wetsontwerp houdende de begroting van Nationale Opvoeding — gemeenschappelijke sector van de Franstalige en Nederlandstalige regimes — voor het begrotingsjaar 1970.
Ingediend door de Regering, n° 4-XIX-C/1 van 1969-1970.
Amendementen van: 1° de heer Coppieters; 2° de heer Niemegeers, n° 4-XIX-C/2 van 16 juni 1970.
Verslag van de heren Otte en Remacle, n° 4-XIX-C/3 van 30 september 1970.
Amendement van de Regering, n° 4-XIX-C/4 van 30 september 1970.

Buitenlandse Zaken :

Europa.

1. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het besluit dd. 21 april 1970 van de Raad van Ministers van de Europese Gemeenschappen betreffende de vervanging van de financiële bijdragen van de Lid-Staten door eigen middelen van de Gemeenschappen.
Ingediend door de Regering, n° 711/1 van 4 juni 1970.
Verslag van de heer Radoux, n° 711/2 van 19 juni 1970.
2. Wetsontwerp tot goedkeuring van het Verdrag houdende wijziging van een aantal budgettaire bepalingen van de verdragen tot oprichting van de Europese Gemeenschappen en van het Verdrag tot instelling van één Raad en één Commissie welke de Europese Gemeenschappen gemeen hebben, opgemaakt te Luxemburg op 22 april 1970.
Ingediend door de Regering, n° 712/1 van 4 juni 1970.
Verslag van de heer Radoux, n° 712/2 van 19 juni 1970.

Kinderbescherming :

Schouwspelen :

Wetsontwerp tot vervanging van de wet van 1 september 1920, waarbij aan minderjarigen beneden zestien jaar toegang tot de bioscoopzalen wordt ontzegd.
Overgezonden door de Senaat, n° 379 van 12 mei 1953.
Verslag van Mevrouw De Riemaecker-Legot, n° 51 van 26 november 1953.
Amendementen van: 1° de heer Dejardin en 2° Mevrouw Fontaine-Borget, n° 52 van 26 november 1953.

Amendement van de heer Fayat, n° 134 van 17 december 1953.
Amendementen van de heren: 1° Pierson en 2° Van Eynde, n° 208 van 27 januari 1954.

Leger :

Officieren :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren.
Overgezonden door de Senaat, n° 568/1 van 23 juni 1960.
Verslag van Mevrouw de Moor-Van Sina, n° 568/2 van 16 februari 1961.

Publiek recht :

Grondwet :

Verklaring tot herziening (*Belgisch Staatsblad* van 2 maart 1968).
Bepalingen van de Grondwet die dienen te worden herzien, n° 10-1/1° van 21 juni 1968.

1. Herziening van artikel 1, alinea 4.
Eigen statuut van bepaalde gebieden.
Tekst overgezonden door de Senaat, n° 10/37/1° van 19 juni 1970.
Verslag van de heer Denis, n° 10/37/2° van 25 juni 1970.

2. Invoeging van een artikel 3bis (*nieuw*) (oud art. 3ter).
Taalgebieden.
Tekst overgezonden door de Senaat, n° 10/29/1° van 10 juni 1970.
Verslag van de heren Meyers en Van Elslande, 10/29/2° van 18 juni 1970.
Amendementen van: 1° de heer Persoons; 2° de heer Outers, n° 10/29/3° van 23 juni 1970.
Amendement van de heer Delforge, n° 10/29/4° van 24 juni 1970.

3. Invoeging van een artikel 3ter (*nieuw*) (oud artikel 3quater) onder een titel Ibis (*nieuw*). — De cultuurgemeenschappen.
Tekst overgezonden door de Senaat, n° 10/27/1° van 5 juni 1970.
Verslag van de heren Meyers en Van Elslande, n° 10/27/2° van 19 juni 1970.

4. Invoeging van een artikel 6bis (*nieuw*).
Non-discriminatie.
Tekst overgezonden door de Senaat, n° 10/28/1° van 5 juni 1970.
Verslag van de heer Boel, n° 10/28/2° van 19 juni 1970.
Amendement van de heer Persoons, n° 10/28/3° van 23 juni 1970.

5. Herziening van artikel 23.
Gebruik der talen.
Tekst overgezonden door de Senaat, n° 10/38/1° van 26 juni 1970.
Verslag van de heren Saint-Remy en Van Eynde, n° 10/38/2° van 30 juni 1970.

6. Invoeging van een artikel 32bis (*nieuw*).
Indeling van de parlementsleden in taalgroepen.
Tekst overgezonden door de Senaat, n° 10/24/1° van 29 mei 1970.
Verslag van de heer Boel, n° 10/24/2° van 11 juni 1970.
Amendement van de heer Persoons, n° 10/24/3° van 23 juni 1970.

(1) De cursief gedrukte namen zijn namen van Volksvertegenwoordigers die geen deel meer uitmaken van de Kamer.

7. Herziening van Titel III, Hoofdstuk I, door invoeging van een artikel 38bis (nieuw).
Bijzondere procedure inzake stemmingen.
Tekst overgezonden door de Senaat, n° 10/35/1° van 18 juni 1970.
Verslag van de heren Boel en Wigny, n° 10/35/2° van 25 juni 1970.
8. Herziening van artikel 52.
Parlementaire vergoeding. — Vrijkaart.
Verslag van de heer Van der Elst, n° 10/3/1° van 10 maart 1969.
9. Invoeging van een artikel 59bis (nieuw).
Culturele autonomie.
Tekst overgezonden door de Senaat, n° 10/31/1° van 17 juni 1970.
Verslag van de heer Meyers, n° 10/31/2° van 26 juni 1970.
10. Invoeging van een artikel 59ter (nieuw).
Duitstalige culturele gemeenschap.
Tekst overgezonden door de Senaat, n° 10/32/1° van 17 juni 1970.
Verslag van de heer Denis, n° 10/32/2° van 26 juni 1970.
Amendement van de heer Perin, n° 10/32/3° van 30 juni 1970.
11. Herziening van titel III, hoofdstuk II, afdeling II, door invoeging van een artikel 86bis (nieuw).
Samenstelling van de Ministerraad.
Tekst overgezonden door de Senaat, n° 10/25/1° van 29 mei 1970.
Verslag van de heer Chabert, n° 10/25/2° van 18 juni 1970.
Amendement van de heer Persoons, n° 10/25/3° van 23 juni 1970.
12. Herziening van titel III, hoofdstuk II, afdeling II, door invoeging van een artikel 91bis (nieuw).
Statuut van de Staatssecretarissen en de onderstaatssecretarissen.
Tekst overgezonden door de Senaat, n° 10/26/1° van 29 mei 1970.
Verslag van de heer Chabert, n° 10/26/2° van 18 juni 1970.
Amendement van de heer Wigny, n° 10/26/3° van 19 juni 1970.
Amendementen: 1° van de heer Persoons; 2° van de heer Outers, n° 10/26/4° van 23 juni 1970.
13. Invoeging van een artikel 107quater (nieuw) (oud artikel 107ter).
Gewestelijke instellingen.
Tekst overgezonden door de Senaat, n° 10/36/1° van 19 juni 1970.
Verslag van de heer Mathys, n° 10/36/2° van 26 juni 1970.

14. Invoeging van een artikel 108ter (nieuw).
Inrichting van de Brusselse agglomeratie.
Verslag van de heer Lindemans n° 10/33/1° van 18 juni 1970.
25 juni 1970: Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Grondwetsherziening.
Amendementen: 1° van de Regering; 2° van de heer Cudell; 3° van de heer Brouhon; 4° van de heer Outers; 5° van de heer Lindemans; 6° van de heer Persoons, n° 10/33/2° van 23 juni 1970.
Aanvullend verslag van de heer Lindemans, n° 10/33/3° van 30 juni 1970.
Amendementen van de heer Saint-Remy, n° 10/33/4° van 30 juni 1970.
15. Invoeging van een artikel 132 (nieuw).
Overgangsbepaling. — Overheveling van de Franstalige afdeling van de Katholieke Universiteit van Leuven.
Tekst overgezonden door de Senaat, n° 10/34/1° van 18 juni 1970.
Verslag van de heer Meyers, n° 10/34/2° van 26 juni 1970.

Nationale en Gewestelijke Raden :

- Wetsontwerp houdende organisatie van de Cultuurraden.
Overgezonden door de Senaat, n° 569/1 van 23 juni 1960.
Verslag van de heer Mertens de Wilmars, n° 569/2 van 8 februari 1961.
Amendement van de heer Radoux, n° 569/3 van 14 februari 1961.

Wetgevende Kamers :

Toezicht :

- Wetsvoorstel tot instelling van een Commissaris van het Parlement.
Ingediend door de heer Glinne, n° 231/1 van 7 januari 1969.
Verslag van de heer Van Lidth de Jeude, n° 231/2 van 12 februari 1970.
Amendementen van de heer Anciaux, n° 231/3 van 28 april 1970.

b) Wetsontwerpen en -voorstellen welke de Commissie voorstelt niet aan te nemen.

Alcohol :

- Wetsontwerp tot wijziging van artikel 1 van de wet van 29 augustus 1919 betreffende de slijterijen van gegiste dranken.
Overgezonden door de Senaat, n° 302/1 van 26 mei 1955.
Verslag van Mevrouw Vanderveken-Van de Plas, n° 494/2 van 6 april 1960.

Banken :

- Wetsontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten.
Overgezonden door de Senaat, n° 927/1 van 1957-1958.
Verslag van de heer Fimmers, n° 642/2 van 1959-1960.

Belastingen :

- Directe belastingen :
Wetsontwerp ter aanvulling van artikel 12 van de wet van 6 september 1895 aangaande het verhaal in beroep en in verbreking terzake van directe belastingen.
Overgezonden door de Senaat, n° 826/1 van 1957-1958.
Amendementen van de heer Philippart, n° 826/2 van 12 februari 1958.
Verslag van de heer Tielemans (F), n° 826/3 van 6 maart 1958.

Burgerlijk recht :

- Burgerlijke stand :
Wetsontwerp tot aanvulling en uitlegging van de wet van 20 augustus 1948 betreffende de verklaringen van overlijden en van vermoedelijk overlijden, alsmede betreffende de overschrijving en de administratieve verbetering van sommige akten van overlijden.
Overgezonden door de Senaat, n° 570 van 27 juni 1951.
Verslag van de heer Tahon, n° 487/2 van 27 maart 1956.
- Huwelijk :
Wetsontwerp betreffende de onvervreemdbaarheid der goederen voorzien bij artikel 214j van het Burgerlijk Wetboek.
Overgezonden door de Senaat, n° 599 van 10 juli 1952.
Verslag van Mevr. Vanderveken-Van de Plas, n° 483/2 van 24 januari 1963.

Gemeenten :

Gemeentewet :

- Wetsontwerp betreffende de verhoging van het aantal schepenen in sommige villegiaturgemeenten.
Overgezonden door de Senaat, n° 415 van 12 maart 1954.
Verslag van de heer De Cooman, n° 94/2 van 17 juni 1954.

Handel en nijverheid :

Prijzen :

- Wetsontwerp tot wijziging van artikel 3 van de besluitwet van 22 januari 1945 betreffende het beteugelen van elke inbreuk op de reglementering betreffende de bevoorrading van het land.
Overgezonden door de Senaat, n° 639 van 29 juli 1948.
Verslag van de heer Tahon, n° 486/2 van 27 maart 1956.

Verkoop op afbetaling :

- Wetsontwerp tot aanvulling van artikel 2 der wet van 18 augustus 1887 en van artikel 43bis der wet van 25 maart 1876.
Overgezonden door de Senaat, n° 228 van 4 oktober 1945.
Verslag van Mevr. Vanderveken-Van de Plas, n° 485/2 van 24 januari 1963.

Kieswetten :

Verkiezingen. — Verkiezingspropaganda :

- Wetsontwerp tot bescherming van de propaganda bij de verkiezingen.
Overgezonden door de Senaat, n° 226 van 17 oktober 1946.
Amendementen van de heer Philippart, n° 232 van 21 oktober 1946.
Verslag van de heer Spinoy, n° 182 van 10 februari 1949.

Landbouw :

- Wetsontwerp betreffende de bestuivingen en besproeiingen tijdens de bloeitijd met insectendodende stoffen.
Overgezonden door de Senaat, n° 420 van 8 mei 1951.
Verslag van de heer Massart, n° 864/2 van 18 februari 1958.

Onderwijs :*Lager onderwijs :*

1. Wetsontwerp tot aanvulling van de wet tot regeling van het lager onderwijs.
N.B. — Dit ontwerp betreft de « Vriendenkringen ».
Overgezonden door de Senaat, n° 204 van 22 februari 1949.
Verslag van de heer *Verbist*, n° 241 van 16 februari 1950.
28 februari 1950. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.
Verslag van de heer *Remacle*, n° 654/2 van 17 april 1970.
2. Wetsontwerp tot schrapping van de artikelen 29 en 31 van de bij koninklijk besluit van 20 augustus 1957 gecoördineerde wetten op het lager onderwijs.
Overgezonden door de Senaat, n° 762/1 van 19 maart 1964.
Verslag van de heer *Remacle*, n° 656/2 van 17 april 1970.

Middelbaar onderwijs :

- Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 juni 1881 op het middelbaar onderwijs (functie van studiemeester).
Overgezonden door de Senaat, n° 330 van 1949-1950.
Amendement van de heer *Deconinck*, (J.), n° 577 van 27 juni 1951.
Verslag van de heer *Remacle*, n° 653/2 van 17 april 1970.

Oorlog :*Weerstand :*

- Wetsontwerp ter bekrachtiging van het officieel bestaan van het Geheim Leger en tot herstel van zijn statuut.
Overgezonden door de Senaat, n° 312 van 9 maart 1950.
Verslag van de heer *Namèche*, n° 537/2 van 12 juni 1956.
16 april 1959. — Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Landsverdediging.
Verslag van de heer *Verboven*, n° 590/2 van 12 juni 1963.

Pensioenen :*Burgerlijke pensioenen :*

1. Wetsontwerp houdende opheffing van artikel 8 van de wet van 30 januari 1954 tot regeling van de pensioenen der leden van het personeel der privé-inrichtingen voor technisch onderwijs.
Overgezonden door de Senaat, n° 168/1 van 1 december 1954.
Verslag van de heer *Remacle*, n° 655/2 van 17 april 1970.
2. Wetsvoorstel, betreffende het rust- en overlevingspensioen van de burgerlijke ambtenaren en agenten die aan de Generale Staf zijn verbonden en tot de Dienst voor contra-informatie behoren.
Ingediend door de heer *Gillet*, n° 173/1 van 27 november 1968.
Amendementen van de heer *Gillet*, n° 173/2 van 18 september 1969.
Verslag van de heer *Posson*, n° 173/3 van 11 februari 1970.

Militaire pensioenen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 mei 1912 tot toekenning van een jaarlijks pensioen aan de militairen van een lagere graad dan die van officier, benoemd tot lid van de Orde van Leopold II, met uitzondering van de houders van een medaille van deze orde.
Ingediend door de heer *Boey*, n° 191/1 van 5 december 1968.
Amendement van de heer *Boey*, n° 191/2 van 19 december 1968.
Verslag van de heer *Posson*, n° 191/3 van 10 februari 1970.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 maart 1967, waarbij met name nieuwe categorieën van rechthebbenden op de strijdersrente en op de gevangenschapsrente van de oorlog 1940-1945 worden ingesteld.
Ingediend door Mevr. *Mabille-Leblanc*, n° 216/1 van 19 december 1968.
Verslag van de heer *Claes* (W.), n° 216/2 van 6 mei 1970.

Rechterlijke inrichting :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 355, 366 en 372 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer *Leys*, n° 355/1 van 15 april 1969.
Amendement van de heer *Raskin*, n° 355/2 van 20 mei 1969.
Verslag van de heer *Willems*, n° 355/3 van 19 juni 1970.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967, houdende het Gerechtelijk Wetboek, met het oog op de toevoeging van het kanton Ninove bij het gerechtelijke arrondissement Oudenaarde.
Ingediend door de heren *Verroken* en *De Croo*, n° 398/1 van 27 mei 1969.
Verslag van de heer *Van Rompaey*, n° 398/2 van 17 juni 1970.
3. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 441 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer *Vandamme*, n° 492/1 van 21 oktober 1969.
Verslag van de heer *Van Rompaey*, n° 492/2 van 12 juni 1970.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 704 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer *Mathys*, n° 577/1 van 10 februari 1970.
Verslag van de heer *Defraigne*, n° 577/2 van 12 juni 1970.

Gerechtskosten.

Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 2 en 7 van het koninklijk besluit van 12 september 1969 tot vaststelling, voor de uitvoering van artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek, van het tarief van de door de rechter toegekende invorderbare kosten.

Ingediend door de heer *Vandamme*, n° 496/1 van 22 oktober 1969.
Verslag van de heer *Van Rompaey*, n° 496/2 van 26 juni 1970.

Hof van beroep :

Wetsvoorstel strekkend tot decentralisatie van het Hof van beroep van Brussel.

Ingediend door de heer *Coppieters*, n° 26/1 van 4 juli 1968.
Verslag van de heer *Willems*, n° 26/2 van 19 juni 1970.

Notarissen, pleitbezorgers, deurwaarders :

Wetsontwerp betreffende het ambt van pleitbezorger en tot wijziging van de wet van 10 januari 1891, betreffende de pleidooien in de rechtbanken van eerste aanleg.
Overgezonden door de Senaat, n° 443/1 van 24 februari 1960.
Amendementen van 1° de heer *Lefère* (F.); 2° de heer *Lindemans*, n° 443/2 van 2 maart 1960.
Verslag van de heer *Robyns*, n° 443/3 van 18 mei 1960.

Personeel :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 151 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer *Defraigne*, n° 186/1 van 4 december 1968.
Verslag van de heer *Claes* (A.), n° 186/2 van 17 juni 1970.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967, houdende het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot artikel 2, n° 14, van de aanvullende bepalingen, betreffende de gebiedsomschrijving en zetel van de hoven en rechtbanken.

Ingediend door de heer *Van Lidth de Jeude*, n° 435/1 van 24 juni 1969.

Verslag van de heer *Claes* (A.), n° 435/2 van 17 juni 1970.

Wedden :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 357 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer *Claes* (A.), n° 304/1 van 4 maart 1969.
Verslag van de heer *Van Rompaey*, n° 304/2 van 12 juni 1970.

Riviervisserij :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij.

Overgezonden door de Senaat, n° 820/1 van 10 december 1957.
Verslag van de heer *Peiffer*, n° 820/2 van 29 januari 1958.
Amendement van de heer *Sainte*, n° 820/3 van 20 maart 1958.

Sociale verzekeringen :*Maatschappelijke zekerheid :*

Wetsontwerp tot wijziging van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1951.

Overgezonden door de Senaat, n° 9/1 van 18 juni 1958.
Verslag van de heer *D'haeseleer*, n° 9/2 van 16 april 1959.

Strafrecht :*Overtredingen :*

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 551, 5°, van het Strafwetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 232/1 van 22 juni 1966.
Verslag van de heer *Bohy*, n° 232/2 van 16 februari 1967.

Veiligheid van de Staat :

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 123sexies van het Strafwetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 516 van 19 juni 1952.

Amendementen van de heer *Leclercq*, n° 19 van 17 november 1953.
 Verslag van de heer *Hermans*, n° 88 van 8 december 1953.
 Amendement van de heer *Henri Deruelles*, n° 146 van 29 december 1953.
 Amendementen van de heer *Leclercq*, n° 148 van 7 januari 1954.

27 januari 1954. -- Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Justitie.
 Verslag van Mevr. *Vanderveken-Van de Plas*, n° 484/2 van 24 januari 1963.

III. — Wetsontwerpen en -voorstellen aanhangig bij de Commissies.

a) Bijzondere Commissie.

Publiek recht :

Nationale en gewestelijke raden :

Wetsontwerp betreffende de vertegenwoordiging van gewestelijke belangen in het kader van de economische decentralisatie.
 Ingediend door de Regering, n° 691/1 van 22 mei 1970.
 Amendement van de heer *Anclaux*, n° 691/2 van 26 mei 1970.
 Amendement van de heer *Defraigne*, n° 691/3 van 3 juni 1970.

Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer *Detière*.

A. — Vaste leden : de heren *Blanckaert*, *Califice*, *Claeys*, *Kelchtermans*, *Lindemans*, *Persoons*, *Vanden Boeynants*, *Verroken*, *Claes* (W.), *Deruelles* (H.), *Detière*, *Hurez*, *Mottard*, *Simonet*, *Van Hoorick*, *De Clercq*, *Delruelle* (G.), *Hannotte*, *Piron*, N.; *Schiltz*; *Wouters*, *Moreau*.

B. — Plaatsvervangers : de heren *De Keersmaecker*, *Dequae*, *Henckens*, *Humblet*; *Bary*, *Bocykens*, *Lacroix*, *Nyffels*; *Boey*, *Ciselet*, *Van Offelen*; *Olaert*; *Defosset*.

b) Commissie voor het Reglement.

Wetgevende Kamers :

Reglement van de Kamer :

1. Voorstel tot wijziging van artikel 20 van het Reglement van de Kamer.
 Ingediend door de heer *Moulin*, n° 157/1 van 20 november 1968.
 21 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor het Reglement.
2. Voorstel tot wijziging van artikel 70 van het Reglement van de Kamer.
 Ingediend door de heer *Schiltz*, n° 275/1 van 11 februari 1969.
 21 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor het Reglement.
3. Voorstel tot wijziging van artikel 76 van het Reglement van de Kamer.
 Ingediend door de heer *Perin*, n° 357/1 van 15 april 1969.

21 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor het Reglement.

4. Voorstel tot wijziging van artikel 76 van het Reglement van de Kamer.

Ingediend door de heer *Gillet*, n° 362/1 van 22 april 1969.

21 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor het Reglement.

5. Voorstel tot wijziging van de artikelen 31, 58, 64 en 66 van het Reglement van de Kamer.

Ingediend door de heer *Perin*, n° 378/1 van 13 mei 1969.

21 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor het Reglement.

6. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer.

Ingediend door de heer *De Weert*, n° 379/1 van 13 mei 1969.

Amendement van de heer *Outers*, n° 379/2 van 21 mei 1969.

21 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor het Reglement.

c) Commissie voor de Begroting.

Begrotingen :

Wetsontwerp houdende de Rijksmiddelenbegroting en de begroting van de Buitengewone Ontvangsten voor het begrotingsjaar 1971.
 Ingediend door de Regering, n° 4 en n° 4-1/1 (1970-1971).

d) Vaste Commissies.

COMMISSIE VOOR DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT.

Onderwijs :

Wetsvoorstel waarbij aan sommige leden van het onderwijzend personeel uit de Oostkantons, wier indiensttreding aanzienlijk werd vertraagd ingevolge de oorlog 1940-1945, extra-diensttijd wordt aangerekend in hun loopbaan voor de berekening van de wedde en van het pensioen.
 Ingediend door de heer *Schyns*, n° 58/1 van 18 juli 1968.

bij de hoven en rechtbanken, leden van de gerechtelijke orde en personeel van parastatale instellingen.

Ingediend door de heer *Coppieters*, n° 495/1 van 22 oktober 1969.
 Verslaggever : de heer *De Seranno*.

Oorlogsinvaliden :

Wetsvoorstel waarbij het genot van de anciënniteitsbijslagen, bepaald bij artikel 13 van de gecoördineerde wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 ten gunste van de leden van het Rijkspersoneel die invalide van de oorlog 1940-1945 zijn, wordt uitgebreid tot de tijdens de periode van 10 mei 1940 tot 8 mei 1945 aan het Algemeen Burgerlijk Bestuur gehechte burgerlijke ambtenaren.

Ingediend door de heer *Delforge*, n° 148/1 van 12 november 1968.

Openbare besturen :

Wetsvoorstel tot vaststelling van het pecuniair statuut, de anciënniteit en het pensioen van de rijks-, provinciale en gemeentelijke ambtenaren, leden van het onderwijzend personeel uit de verschillende schoolnetten, ambtenaren van het openbaar ministerie

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN.

Arbeid :

Arbeidsovereenkomst :

Wetsvoorstel betreffende de deelneming aan de vergaderingen van de gemeente- en provincieraden en van de commissies van openbare onderstand.
 Ingediend door de heer *De Facq*, n° 627/1 van 24 maart 1970.

Buitenlandse Zaken :

Europa :

1. Wetsvoorstel waarbij de rechtstreekse verkiezing van de Belgische leden van het Europees Parlement wordt georganiseerd.
 Ingediend door de heer *Nothomb*, n° 454/1 van 27 juni 1969.

2 december 1969. — Verzonden naar de Commissie voor de Europese zaken voor advies (verslaggever: de heer Boel).
Amendement van de heer Glinne, n° 454/2 van 2 december 1969.
Verslaggever: de heer Suykerbuyk.

2. Wetsvoorstel waarbij een raadpleging van het kiezerskorps bij rechtstreeks algemeen stemrecht wordt georganiseerd ten einde de Belgische leden van het Europese Parlement aan te duiden.

Ingediend door de heer Nothomb, n° 680/1 van 14 mei 1970.
Verslaggever: de heer Suykerbuyk.

Gemeenten :

Wetsontwerp tot interpretatie van artikel 93 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel.
Ingediend door de Regering, n° 468/1 van 26 augustus 1969.

Begraafplaatsen :

1. Wetsvoorstel op de begraafplaatsen en de graven.
Ingediend door de heer Meyers, n° 263/1 van 30 januari 1969.
Amendement van de heer Herbage, n° 263/2 van 19 februari 1969.
2. Wetsontwerp op de begraafplaatsen en de lijkbezorging.
Ingediend door de Regering, n° 725/1 van 18 juni 1970.
Amendementen van de heer Hicquet, n° 725/2 van 1 september 1970.

Gemeentefonds :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 maart 1964 betreffende het Gemeentefonds, voor de gemeenten met minder dan 2 500 inwoners.
Ingediend door de heer Cornet d'Elzius, n° 675/1 van 6 mei 1970.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 maart 1964 betreffende het Gemeentefonds.
Ingediend door de heer Leys, n° 734/1 van 26 juni 1970.

Gemeentewet :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 81 van de gemeentewet.
Ingediend door de heer De Mey, n° 338/1 van 27 maart 1969.
2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 63 van de gemeentewet.
Ingediend door de heer Cantillon, n° 423/1 van 18 juni 1969.
Amendementen van de heer Piron, n° 423/2 van 24 februari 1970.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 3 en 4 van de Gemeentewet.
Ingediend door de heer Piron, n° 562/1 van 14 januari 1970.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 19 van de gemeentewet en strekkende tot aanpassing van het aantal schepenen en gemeenteraadsleden aan de werkelijke bevolkingscijfers.
Ingediend door de heer Chabert, n° 581/1 van 11 februari 1970.
Amendementen van de heer Anclaux, n° 581/2 van 19 februari 1970.

Grondgebied :

Wetsvoorstel tot aanhechting van een gedeelte van het grondgebied gelegen aan de linker Scheldeoever bij de provincie en de stad Antwerpen.
Ingediend door de heer Grootjans, n° 269/1 van 5 februari 1969.

Personeel :

Wetsontwerp houdende syndicaal statuut van het personeel van de provincies, de gemeenten, de onder de provincies en gemeenten ressorterende publiekrechtelijke personen en de verenigingen van gemeenten welke niet onderworpen zijn aan de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.

Overgezonden door de Senaat, n° 364/1 van 1959-1960.
Amendementen van de heer Saint-Remy, n° 364/2 van 23 maart 1960.

Amendementen van de heer Bracops, n° 364/3 van 30 maart 1960.
Amendement van de heer Bracops, n° 364/4 van 5 april 1960.
Amendement van de heer Bracops, n° 364/5 van 28 april 1960.
Subamendementen van de heer Saint-Remy, n° 364/6 van 10 mei 1960.

Amendement van de heer Saint-Remy, n° 364/7 van 5 juli 1960.
Verslaggever: de heer Piron.

Kieswetten :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op de inrichting van de provinciale verkiezingen en van de gemeentekieswet inzake de verkiezingsleeftijd.
Ingediend door de heer Coppieters, n° 16/1 van 26 juni 1968.

Gemeenteverkiezingen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentekieswet inzake de kiesgerechtigde leeftijd.
Ingediend door de heer Coppieters, n° 15/1 van 26 juni 1968.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 65 van de gemeentekieswet wat de verkiezingsleeftijd betreft.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 115/1 van 22 oktober 1968.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de gemeentekieswet.
Ingediend door de heer Charpentier, n° 335/1 van 27 maart 1969.

Kiezerslijsten :

Wetsvoorstel tot wijziging van het model van kiezerslijst.
Ingediend door de heer Vansteenkiste, n° 579/1 van 10 februari 1970.

Provinciale verkiezingen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek en van de wet van 19 oktober 1921 tot inrichting van de provinciale verkiezingen.
Ingediend door de heer Defosset, n° 401/1 van 3 juni 1969.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige kiesomschrijvingen voor de provinciale verkiezingen.
Ingediend door de heer Gelders, n° 446/1 van 25 juni 1969.

Verkiezingen :

Wetsvoorstel tot afschaffing van de apparentering en tot wijziging van artikel 167 van het Kieswetboek.
Ingediend door de heer Duerinck, n° 529/1 van 4 december 1969.

Verkiezingspropaganda :

Wetsvoorstel tot invoering van toezicht op en beperking van de verkiezingsuitgaven.
Ingediend door de heer Persoons, n° 100/1 van 22 oktober 1968.
Amendementen van de heer Persoons, n° 100/2 van 24 maart 1970.

Leger :

Dienstplicht :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 12, § 1, 5°, van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.
Ingediend door de heer Gheysen, n° 37/1 van 11 juli 1968.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10 van de gecoördineerde dienstplichtwetten.
Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 42/1 van 16 juli 1968.

Lijkverbranding :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1932 waarbij lijkverbranding wordt toegelaten.
Ingediend door de heer Hicquet, n° 101/1 van 22 oktober 1968.

Openbare besturen :

Talen :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken gecoördineerd door het koninklijk besluit van 18 juli 1966.
Ingediend door de heer Simonet, n° 23/1 van 2 juli 1968.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 juni 1932 op het gebruik van talen in bestuurszaken, van de wet van 8 november 1962 tot wijziging van provincie-, arrondissements- en gemeentegrenzen en van de wetten op het gebruik van talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966.
Ingediend door de heer Raskin, n° 227/1 van 7 januari 1969.
3. Wetsvoorstel tot toekenning van een vergoeding voor de kennis van de tweede taal aan de personeelsleden van de gemeenten, de provincies en de overheidsdiensten die hun ambt uitoefenen in het arrondissement Verviers.
Ingediend door de heer Schyns, n° 259/1 van 28 januari 1969.
4. Wetsvoorstel betreffende het taalgebruik inzake verkeers- of andere signalisatie in verband met een bestaand gevaar.
Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 490/1 van 14 oktober 1969.
Verslaggever: de heer Coucke.
5. Wetsvoorstel houdende toezicht op en sancties tegen het niet-naleven van de wetten op het taalgebruik.
Ingediend door de heer Coppieters, n° 503/1 van 30 oktober 1969.

Pensioenen :

Burgerlijke pensioenen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel.
Ingediend door de heer Gillet, n° 92/1 van 22 oktober 1968.
Amendement van de heer Gillet, n° 92/2 van 17 december 1968.

Provincies :*Grondgebied :*

Wetsvoorstel tot wijziging van de grenzen tussen de provincies West-Vlaanderen, enerzijds, Henegouwen en Oost-Vlaanderen, anderzijds.
 Ingediend door de heer Verhenne, n° 296/1 van 25 februari 1969.
 Verslaggever : de heer Coucke.

Publiek recht :*Nationale en gewestelijke raden :*

1. Wetsvoorstel betreffende de inrichting van de Brusselse agglomeratie.
 Ingediend door de heer Simonet, n° 94/1 van 22 oktober 1968.
2. Wetsvoorstel houdende inrichting van het statuut van Brussel, hoofdstad van het federale België.
 Ingediend door de heer Moulin, n° 488/1 van 14 oktober 1969.
3. Wetsvoorstel tot indeling van het Belgisch grondgebied in elf provincies.
 Ingediend door de heer De Vlies, n° 547/1 van 18 december 1969.

Onverenigbaarheden :

1. Wetsvoorstel tot wijziging, voor de tot een wetgevend mandaat verkozen leden van het rijkspersoneel, van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de Ministers, gewezen Ministers en Ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers.
 Ingediend door de heer Glinne, n° 624/1 van 19 maart 1970.
2. Wetsvoorstel houdende het instellen van de onverenigbaarheid tussen de functie van burgemeester, schepen of voorzitter van de C.O.O. in een belangrijke gemeente en een parlementair mandaat.
 Ingediend door de heer Verroken, n° 692/1 van 26 mei 1970.

Raad van State :

1. Wetsontwerp tot wijziging van de wetten betreffende de Raad van State.
 Overgezonden door de Senaat, n° 1004/1 van 12 maart 1965.
 Amendementen van de heren : 1° *Sainttraint* en 2° *Bracops*, n° 1004/2 van 16 maart 1965.
 Amendementen van de heer *De Staercke*, n° 1004/3 van 16 maart 1965.
 Amendementen van de heer *Sainttraint*, n° 1004/4 van 22 maart 1965.

Verslag van de heer Meyers, n° 1004/5 van 6 april 1965.

Amendementen van de heren *De Clercq* (W.) en *Vanderpoorten*, n° 1004/6 van 7 april 1965.

Amendementen van de heren : 1° *Iefebvre* (R.), 2° *Sainttraint*, 3° *Piron*, n° 1004/7 van 8 april 1965.

8 april 1965. — Opnieuw verzonden naar de Commissie
 Amendementen van de heer *Sainttraint*, n° 49/2 van 10 november 1965.

Amendement van de heer *Sainttraint*, n° 49/3 van 8 februari 1966.
 Amendement van de heer *Dewulf*, n° 49/4 van 29 maart 1966.

Amendementen van de heer *Vranckx*, n° 49/5 van 28 november 1967.

Amendementen van de heer *Perin*, n° 369/2 van 29 april 1969.

Amendementen van de Regering, n° 369/3 van 11 juni 1970.

Amendement van de heer *Saint-Remy*, n° 369/4 van 23 juni 1970.

Amendementen van de heer *Philippart*, n° 369/5 van 24 juni 1970.

Amendementen : 1° van de heer *Philippart*; 2° van de heren *Perin* en *Philippart*, n° 369/6 van 30 juni 1970.

Verslaggever : de heer Meyers.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 december 1946 tot oprichting van een Raad van State.

Ingediend door de heer *Saint-Remy*, n° 52/1 van 17 juli 1968.

Amendement van de heer *Cudell*, n° 52/2 van 13 november 1968.

Verslaggever : de heer Henckens.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State.

Ingediend door de heer *Cudell*, n° 334/1 van 27 maart 1969.

Amendementen van de heer *Saint-Remy*, n° 334/2 van 29 april 1969.

Raad van State :*Wedden :*

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State.

Ingediend door de heer *Poswick*, n° 693/1 van 26 mei 1970.

Stedebouw :

Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw en van artikel 76 van de gemeentewet, met het oog op de regeling van de oprichting van individuele televisieantennes en de bouw van centrale antennes.

Ingediend door de heer *Schiltz*, n° 524/1 van 27 november 1969.

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING.

Hulpverlening :

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een openbare instelling, Dienst voor de Ontwikkelingssamenwerking genaamd.
 Ingediend door de heer *Califice*, n° 59/1 van 18 juli 1968.
 Amendementen van de heren *Dewulf* en *Saint-Remy*, n° 59/2 van 4 maart 1969.
2. Wetsvoorstel tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking.
 Ingediend door de heer *Califice*, n° 60/1 van 18 juli 1968.
 Amendementen van de heren *Dewulf* en *Saint-Remy*, n° 60/2 van 4 maart 1969.

Leger :*Dienstplicht :*

Wetsvoorstel tot oprichting van een vrijwilligersdienst voor de ontwikkelingssamenwerking.

Ingediend door de heer *Cudell*, n° 563/1 van 15 januari 1970.

Amendementen van de Regering, n° 563/2 van 6 februari 1970.

Subamendementen van : 1° de heer *Dewulf*; 2° de heer *De Facq*, n° 563/3 van 17 februari 1970.

Amendementen van : 1° de heer *Van Dessel*; 2° de heer *d'Alcantara*, n° 563/4 van 25 februari 1970.

Subamendementen van de heer *d'Alcantara*, n° 563/5 van 20 maart 1970.

Amendementen van de heer *Dewulf*, n° 563/6 van 24 maart 1970.

Subamendement van de heer *Dewulf*, n° 563/7 van 25 maart 1970.

Amendementen van de Regering, n° 563/8 van 29 april 1970.

Amendement van de Regering, n° 563/9 van 19 mei 1970.

Subamendementen : 1° van de heer *Dewulf*; 2° van de heer *Peeters*, n° 563/10 van 28 mei 1970.

Verslaggever : de heer *Nothomb*.

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE ZAKEN.

Buitenlandse Zaken :*Benelux :*

1. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Protocol inzake de afschaffing van controles en formaliteiten aan de binnengrenzen van Benelux en inzake de opheffing van de belemmeringen van het vrije verkeer, ondertekend te 's-Gravenhage op 29 april 1969.
 Ingediend door de Regering, n° 625/1 van 24 maart 1970.
2. Wetsontwerp houdende goedkeuring van de Benelux-overeenkomst betreffende de uitoefening van de advocatuur, opgemaakt te Brussel op 12 december 1968.
 Ingediend door de Regering, n° 749/1 van 17 juli 1970.

Europa (ruimte) :

1. Wetsontwerp houdende goedkeuring van de Overeenkomst tussen zekere lid-staten van de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek en de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek inzake de uitvoering van een bijzonder TD-project, en van de bijlagen, opgemaakt te Parijs op 30 december 1968.

Ingediend door de Regering, n° 534/1 van 9 december 1969.

2. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Akkoord tussen België en de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek betreffende het station der Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek voor plaatsbepaling, vermeting en afstandsbediening te

Redu (België), ondertekend te Parijs op 19 april 1966, en van de briefwisseling gedagtekend te Brussel op 11 februari 1969 en te Neuilly op 28 februari 1969.
Ingediend door de Regering, n° 549/1 van 22 december 1969.

Hulpverlening :

1. Voorstel van resolutie tot overmaking van de tegenwaarde van één dag van de begroting van Landsverdediging aan een wereldfonds voor hulpverlening aan de misdeelde volkeren.
Ingediend door de heer Califice, n° 18/1 van 2 juli 1968.

2. Voorstel van resolutie betreffende de betaling van een bijdrage in de internationale hulp ten behoeve van de families der personen die door de Regering van de Zuid-Afrikaanse Republiek worden vervolgd wegens hun verzet tegen de apartheidspolitiek.
Ingediend door de heer Glinne, n° 19/1 van 2 juli 1968.

Internationaal privaatrecht :

1. Wetsontwerp houdende goedkeuring der volgende internationale akten : a) Verdrag tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, ondertekend op 7 januari 1955, te Brussel; b) Aanvullende Overeenkomst bij dit Verdrag, ondertekend op 3 juli 1956, te 's-Gravenhage.

Ontwerp door de Senaat gewijzigd, n° 387/3 van 1956-1957.
Verslaggever : de heer Pierson.

2. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Verdrag betreffende de wetsconflicten inzake de vorm van uiterste wilsbeschikkingen, opgemaakt te 's-Gravenhage op 5 oktober 1961.

Ingediend door de Regering, n° 678/1 van 6 mei 1970.

Internationaal publiek recht :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van volgende internationale akten :

1. Verdrag inzake de territoriale zee en de aansluitende zone;
2. Verdrag inzake de volle zee;

3. Verdrag inzake de visserij en de instandhouding van de levende rijkdommen van de volle zee;

4. Protocol van facultatieve ondertekening inzake de verplichte beslechting van geschillen, opgemaakt te Genève op 29 april 1958;

5. Internationaal verdrag betreffende maatregelen in volle zee ingeval van een ongeval dat verontreiniging door olie tot gevolg heeft of kan hebben, opgemaakt te Brussel op 29 november 1969.

Ingediend door de Regering, n° 750/1 van 24 juli 1970.

Kongo :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van volgende internationale akten :

1. Akkoord tussen België en de Democratische Republiek Kongo tot vaststelling van de bijzondere bepalingen van toepassing op de leden van de Belgische Militaire technische samenwerking in de Democratische Republiek Kongo, gesloten bij wisseling van brieven, gedagtekend te Kinshasa op 22 juli 1968 en wijzigingsakkoord gesloten bij wisseling van brieven, gedagtekend te Kinshasa op 27 november 1968;

2. Akkoord tussen België en de Burundi tot vaststelling van de bijzondere bepalingen van toepassing op de leden van de Belgische Militaire technische samenwerking in de Republiek Burundi, ondertekend te Bujumbura, op 10 december 1968;

3. Overeenkomst voor Militaire technische samenwerking tussen België en Rwanda, ondertekend te Kigali op 22 augustus 1969.

Ingediend door de Regering, n° 748/1 van 17 juli 1970.

Burgerlijk recht :

Burgerlijke stand :

Wetsontwerp betreffende de afgifte van paspoorten.
Overgezonden door de Senaat, n° 599/1 van 19 februari 1970.
Verslaggever : de heer Geldolf.

COMMISSIE VOOR DE CULTUUR.

Begrotingen :

1. Wetsontwerp houdende de begroting van de Gemeenschappelijke Culturele Zaken voor het begrotingsjaar 1970, n° 4-XX-A/1 (1969-1970).

Niet rondgedeeld.

2. Wetsontwerp houdende de begroting van de Nederlandse Cultuur voor het begrotingsjaar 1970, n° 4-XX-B/1 (1969-1970).

Niet rondgedeeld.

3. Wetsontwerp houdende de begroting van de Franse Cultuur voor het begrotingsjaar 1970, n° 4-XX-C/1 (1969-1970).

Niet rondgedeeld.

Cultuur :

Wetsvoorstel betreffende de culturele promotie.

Ingediend door de heer Van Raemdonck, n° 557/1 van 13 januari 1970.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

1. Wetsvoorstel houdende oprichting van een cultuurfonds.

Ingediend door de heer Van Elsanle, n° 154/1 van 20 november 1968.

Amendementen van de heer De Keersmaecker, n° 154/2 van 27 februari 1970.

2. Wetsvoorstel ter bevordering en verspreiding van de Belgische film.

Ingediend door de heer De Keersmaecker, n° 668/1 van 30 april 1970.

Publiek recht :

Nationale en Gewestelijke Raden :

Wetsvoorstel tot regionalisering van sommige culturele instellingen.
Ingediend door de heer Van Elsanle, n° 388/1 van 20 mei 1969.

Verslaggever : de heer Van Hoorick.

Volksgesondheid :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten.
Ingediend door de heer Gustin, n° 308/1 van 6 maart 1969.

2. Wetsvoorstel tot oprichting van een Commissariaat-Generaal voor de Sport en tot wijziging van de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen organiseren.

Ingediend door de heer Brouhon, n° 319/1 van 19 maart 1969.

COMMISSIE VOOR DE ECONOMISCHE ZAKEN.

Burgerlijk recht :

Burgerlijke aansprakelijkheid (kernenergie) :

Wetsvoorstel tot wijziging van : 1° de wet van 18 juli 1966 betreffende de wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie; 2° het koninklijk besluit van 28 september 1931, waarbij de wetten op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen gecoördineerd werden; 3° de wet van 24 december 1963 betreffende de schadeloosstelling voor en de voorkoming van beroepsziekten.

Ingediend door de heer Van Rompaey, n° 568/1 van 27 januari 1970.

Energie :

Gas (veiligheidsmaatregelen) :

Wetsontwerp betreffende de te nemen maatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van gasdistributie-installaties.

Ingediend door de Regering, n° 753/1 van 25 september 1970.

Handel en nijverheid :

1. Wetsvoorstel tot bevordering van de gewestelijke economische expansie.

Ingediend door de heer Devos (R.), n° 109/1 van 22 oktober 1968.

2. Wetsvoorstel betreffende de gewestelijke expansie en tot wijziging van de wet van 14 juli 1966 tot tijdelijke instelling van uitzonderlijke hulpverlening ter versnelling van de economische reconversie en ontwikkeling van de steenkolenmijngebieden en van bepaalde andere gewesten die met ernstige en dringende problemen te kampen hebben.

Ingediend door de heer Leburton, n° 112/1 van 22 oktober 1968.

3. Wetsontwerp betreffende eenzijdige beëindiging van de verkoopconcessies.

Overgezonden door de Senaat, n° 344/1 van 28 maart 1969.

Amendementen van: 1° de heer Boey; 2° de heer d'Alcantara; 3° de heer Saint-Remy, n° 344/2 van 29 april 1969.

Amendement van de heer Knoops, n° 344/3 van 7 mei 1969.

Amendement van de heer De Keersmaecker, n° 344/4 van 13 mei 1969.

10 februari 1970. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Economische Zaken en de Middenstand.

Amendement van de Regering, n° 344/5 van 24 juni 1970.

Verslaggever: de heer Baeskens.

Beheerders (wedden):

Wetsvoorstel tot beperking van de wedden der beheerders van vennootschappen, die bepaalde subsidies genieten.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 217/1 van 19 december 1968.

Amendementen van de heer Geldolf, n° 217/2 van 11 maart 1969.

Delcredere:

Wetsontwerp houdende diverse wijzigingen in het organiek statuut van de Nationale Delcrederedienst en machtiging van de Nationale Delcrederedienst de risico's verbonden aan bepaalde Belgische investeringen in het buitenland te waarborgen.

Ingediend door de Regering, n° 751/1 van 31 juli 1970.

Kernenergie:

Wetsvoorstel betreffende de exploitatie van kernenergiecentrales.

Ingediend door de heer Cools (J.), n° 267/1 van 4 februari 1969.

Kleinhandel:

Wetsvoorstel betreffende de handelspraktijken en de bescherming van de verbruiker.

Ingediend door de heren Vernimmen en D'haeseleer, n° 452/1 van 26 juni 1969.

Amendement van de heer Gendebien, n° 452/2 van 21 augustus 1969.

30 oktober 1969. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Economische Zaken en de Middenstand.

Organisatie van het bedrijfsleven:

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, wat betreft sectie IV: de ondernemingsraden.

Ingediend door de heer Couteau, n° 165/1 van 26 november 1968.

Handelsrecht:

Vennootschappen:

Wetsvoorstel tot toekenning van een recht van voorkoop aan de Staat in geval van een openbare offerte voor de aankoop van waarden van vennootschappen naar Belgisch recht en tot toepassing van een Staatsbedrijfsstatuut op die vennootschappen.

Ingediend door de heer Glineur, n° 280/1 van 13 februari 1969.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren:

Wetsontwerp tot wijziging van het statuut van het Instituut tot aanmoediging van het wetenschappelijk onderzoek in nijverheid en landbouw, omgewerkt door het koninklijk besluit van 5 juni 1957.

Overgezonden door de Senaat, n° 235/1 van 13 december 1961.

25 juni 1968. — Verzonden naar de verenigde Commissies voor de Economische Zaken en voor de Landbouw.

Mijnen:

Sluiting van steenkolenmijnen:

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 juli 1966, tot toekenning van een herplaatsingspremie aan de werknemers die ten gevolge van de gehele of gedeeltelijke sluiting of van de vermindering der activiteit van steenkolenmijnen worden ontslagen, gewijzigd door artikel 3 van het koninklijk besluit van 19 december 1966.

Ingediend door de heer Raskin, n° 255/1 van 23 januari 1969.

Parlementair onderzoek:

Voorstel tot instelling van een parlementaire commissie tot onderzoek naar de voorwaarden waaronder de Belgische Regering en de bij de oprichting van de N.V. « Kempische Steenkolenmijnen » betrokken vennootschappen op 18 september 1967 de Overeenkomst hebben gesloten waarbij voornoemde vennootschap is opgericht, alsmede naar de gevolgen die er voor de Schatkist rechtstreeks of onrechtstreeks uit voortvloeien.

Ingediend door de heer Levaux, n° 292/1 van 20 februari 1969.

Verslaggever: de heer Geldolf.

Verzekeringen:

Wetsvoorstel betreffende de contracten van gemengde levensverzekering.

Ingediend door de heer Levaux, n° 699/1 van 28 mei 1970.

Waters en Bossen:

Wetsvoorstel houdende aanvulling van de besluitwet van 18 december 1946, waarbij tot het houden van een telling der grondwaterreserves en tot invoering van een reglementering van hun gebruik besloten werd, en van het besluit van de Regent van 12 juni 1947, tot bepaling van het machtigingsregime voor het opvangen van het grondwater.

Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 735/1 van 30 juni 1970.

COMMISSIE VOOR DE EUROPESE ZAKEN.

Buitenlandse Zaken:

Europa:

Voorstel van resolutie betreffende de amendering van artikel 237 van het E.E.G.-Verdrag.

Ingediend door de heer Van Elslande, n° 421/1 van 17 juni 1969.

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN.

Belastingen:

Directe belastingen:

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 71, § 1, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Havelange, n° 256/1 van 23 januari 1969.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 54, 60 en 62 der gecoördineerde wetten op de inkomstenbelastingen, met het oog op de belastingvrijstelling voor de giften aan instellingen voor bejaarden en behoeftigen.

Ingediend door de heer Gillet, n° 291/1 van 20 februari 1969.

Verslaggever: de heer Posson.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 72 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Defosset, n° 376/1 van 13 mei 1969.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 54, 4°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 499/1 van 30 oktober 1969.

5. Wetsvoorstel tot belastingvrijstelling van de wachtgelden die toegekend worden aan de werknemers getroffen door sommige sluitingen van ondernemingen.

Ingediend door de heer De Keersmaecker, n° 522/1 van 26 november 1969.

Verslaggever: de heer Baeskens.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 162 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Raskin, n° 528/1 van 3 december 1969.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 82, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Vansteenkiste, n° 574/1 van 3 februari 1970.

Indirecte belastingen:

1. Wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Ingediend door de Regering, n° 453/1 van 27 juni 1967.

- Amendement van de Regering, n° 453/2 van 2 februari 1968.
 Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968.
 De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 december 1968.
 Verslaggever: de heer Baeskens.
2. Wetsvoorstel tot vrijstelling van het registratierecht van de ruiling van gedeelten van als bouwgrond aangeziene percelen, die een uit stedenbouwkundig oogpunt betere indeling van die percelen mogelijk maken.
 Ingediend door de heer De Keersmaecker, n° 305/1 van 4 maart 1969.
3. Wetsvoorstel tot aanpassing van het koninklijk besluit van 11 januari 1940 betreffende de uitvoering van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, gewijzigd door het koninklijk besluit van 8 maart 1962.
 Ingediend door de heer Raskin, n° 507/1 van 6 november 1969.
4. Wetsontwerp tot bekrachtiging van het koninklijk besluit n° 20 van 20 juli 1970, tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven.
 Ingediend door de Regering, n° 757/1 van 8 oktober 1970.

Buitenlandse Zaken :

Internationaal Muntfonds :

Wetsontwerp betreffende de deelneming van België in het Internationaal Muntfonds en in de Internationale Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling.
 Ingediend door de Regering, n° 747/1 van 13 juli 1970.

Kongo :

Wetsvoorstel waarbij aan de personen wier private goederen schade hebben geleden in verband met het verwerven van de onafhankelijkheid door de Democratische Republiek Kongo, wordt toegestaan de effecten van het Belgisch-Kongolees Fonds, die zij als schadevergoeding ontvangen hebben, voor hun nominale waarde aan de ontvanger der belastingen over te maken.
 Ingediend door de heer Boon, n° 246/1 van 16 januari 1969.

Burgerlijke rechtspleging :

Inbeslagneming :

Wetsontwerp tot invoering van een bijzondere procedure inzake beslag onder derden, voor de invorderingen die dienen gedaan door het bestuur der registratie en domeinen.
 Overgezonden door de Senaat, n° 491/1 van 1959-1960.
 Verslaggever: de heer Barbé.

Financiën :

Rijkscomptabiliteit :

Wetsontwerp waarbij op de tijdelijke personeelsleden en gewezen tijdelijke personeelsleden van het Ministerie van Koloniën bezoldigd ten bezware van de koloniale begroting, toepasselijk worden verklaard de bepalingen van de wet van 10 november 1953, betreffende het prijsgeven door de Staat van sommige schuldvorderingen ontstaan wegens omstandigheden in verband met de oorlog.
 Overgezonden door de Senaat, n° 463/1 van 1959-1960.
 Amendementen van de heer *Saintraint*, n° 628/2 van 18 juli 1963.

Oorlog :

Sequester :

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 30 van de wet van 14 juli 1951, betreffende de sequestratie en de liquidatie van de Duitse goederen, rechten en belangen.
 Ingediend door de Regering, n° 279/1 van 28 oktober 1966.
 Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968.
 De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 december 1968.

Openbare besturen :

Wetsvoorstel betreffende de toekenning van compensatierenten aan de schuldeisers van de organismen en diensten die zijn opgericht bij de besluiten van de Secretarissen-generaal en nietig verklaard bij de besluitwet van 5 mei 1944.
 Ingediend door de heer Michel, n° 188/1 van 4 december 1968.

Pensioenen :

Burgerlijke pensioenen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 18 mei 1912 op de pensioenen van het onderwijzend personeel.
 Ingediend door de heer Gillet, n° 48/1 van 17 juli 1968.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving op de pensioenen van het personeel van het technisch onderwijs en tot invoering van dezelfde regels voor alle onderwijstakken met betrekking tot :

1. de anciënniteitsbijslagen op grond van het bezit van bepaalde diploma's;
2. de aanrekening, voor het bepalen van het pensioenbedrag, van de voor de vaststelling van de wedde in aanmerking komende diensten.

Ingediend door de heer Hurez, n° 108/1 van 22 oktober 1968.

3. Wetsvoorstel betreffende het pensioen van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, alsmede van de officieren en agenten van de buitendiensten bij de Veiligheid van de Staat.
 Ingediend door de heer Jeunehomme, n° 352/1 van 15 april 1969.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 13 van de wet van 9 juli 1969, tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector.
 Ingediend door de heer Brouhon, n° 714/1 van 4 juni 1970.

5. Wetsontwerp betreffende de pensioenen van de leden van het beroepspersoneel der kaders in Afrika.
 Ingediend door de Regering, n° 754/1 van 2 oktober 1970.

6. Wetsontwerp betreffende de in aanmerkingneming van diensttijd vóór de benoeming in vast dienstverband van het onderwijzend personeel voor pensioen ten laste van de Openbare Schatkist.
 Ingediend door de Regering, n° 755/1 van 2 oktober 1970.

Militaire pensioenen :

1. Wetsontwerp tot interpretatie van artikel 6 van de wet van 10 augustus 1948.
 Overgezonden door de Senaat, n° 692/1 van 13 december 1963.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 juli 1964 tot instelling van een als pensioen geldende tegemoetkoming ten voordele van sommige gewezen militairen door afschaffing van de voor het indienen van de aanvraag om tegemoetkoming gestelde termijn, waarvan de toekenning van die tegemoetkoming afhangt.
 Ingediend door de heer Herbage, n° 178/1 van 28 november 1968.

Rekenhof :

1. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof.

Ingediend door de Regering, n° 504/1 van 12 december 1967.
 Amendement van de heer Coppleters, n° 504/2 van 3 januari 1968.
 Amendementen van de heer Gillet, n° 504/3 van 8 januari 1968.
 Amendement van de heer *Saintraint*, n° 504/4 van 30 januari 1968.
 Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 december 1968.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 50/1 van 17 juli 1968.

3. Voorstel van resolutie waarbij het Rekenhof wordt gelast bij de Wetgevende Kamers voorstellen in te dienen tot wijziging van artikel 9bis van de wet van 29 oktober 1846 betreffende de inrichting van het Rekenhof.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 53/1 van 17 juli 1968.

4. Voorstel van resolutie waarbij het Rekenhof wordt gelast aan de Wetgevende Kamers zijn opmerkingen betreffende de doelmatigheid en de rendabiliteit van de overheidsuitgaven mede te delen.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 54/1 van 17 juli 1968.

Boek met opmerkingen :

1. Onderzoek van het 124^{ste} boek van het Rekenhof.
 Verslaggever: de heer Boeykens.

2. Onderzoek van het 125^{ste} boek van het Rekenhof.
 Verslaggever: de heer Gerard Delruelle.

3. Onderzoek van het 126^{ste} boek van het Rekenhof.
 Verslaggever: de heer Vander Elst.

Sociale verzekeringen :

Arbeidsongevallen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1967 houdende schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector.
 Ingediend door de heer Califice, n° 643/1 van 14 april 1970.

COMMISSIE VOOR DE GRONDWET-SHERZIENING.

Publiek recht :

Grondwet :

Verklaring tot herziening (*Belgisch Staatsblad* van 2 maart 1968).
Bepalingen van de Grondwet die dienen te worden herzien,
n° 10-1/1° van 21 juni 1968.

Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Van Acker.

A. -- Vaste leden : de heren Chabert, De Gryse, Duerinck, Lindemans, Meyers, Persoons, Saint-Remy, Van Elslande, Verroken, Wigny. — Boel, Brouhon, Collard (L.), Cudell, Denis, Mathys, Van Acker, Van Eynde. — De Clercq, De Winter, Hannotte, Lefebvre (R.), Piron, N. — Schiltz, Van der Elst, — Perin.

B. -- Plaatsvervangers : de heren Blanckaert, Michel, Peeters, Remacle, Vandamme. — Baudson, Geldolf, Radoux, Van Hoorick. — Defraigne, Delforge, Van Lidth de Jeude. — Belmans. — Outers.

Herziening van de Titel II (invoeving van nieuwe bepalingen).

Economische en sociale rechten.

Verslaggever : de heer Duerinck.

Herziening van artikel 22.

Geheim van telefoongesprekken en telegrammen.

Overgezonden door de Senaat, n° 10-4/1° van 13 juni 1969.

Verslag van de heer Baudson, n° 10-4/2° van 11 december 1969.

Amendement van de heer Charpentier, n° 10-4/3° van 13 januari 1970.

Subamendement van de heer Charpentier, n° 10-4/4° van 12 maart 1970.

11 maart 1970. — Verzonden naar een subcommissie van de Commissie voor de Grondwetsherziening.

Herziening van de Titel III (invoeving van nieuwe bepalingen).

Voorstellen uitgaande van publiekrechtelijke instellingen bij de Regering of bij de Kamers.

Verslaggever : de heer Van der Elst.

Herziening van artikel 36.

Onverenigbaarheden.

Tekst overgezonden door de Senaat, n° 10-18/1° van 4 mei 1970.

Verslaggever : de heer Brouhon.

Herziening van artikel 39 (eerste volzin).

Stemming bij naamafroeping.

Overgezonden door de Senaat, n° 10-5/1° van 20 juni 1969.

Verslag van de heer Duerinck, n° 10-5/2° van 11 december 1969.

Herziening van artikel 47, alinea 1 en 3.

Verblijfsvoorwaarde opgelegd aan de kiezers. — Vrouwenstemrecht.

Verslaggever : de heer Saint-Remy.

Herziening van artikel 47 (overgangsbepaling).

Vrouwenstemrecht. — Bijzondere categorieën (intrekking).

Verslaggever : de heer Saint-Remy.

Herziening van artikel 49.

Indeling van de zetels van de Volksvertegenwoordigers.

Verslaggever : de heer Hannotte.

Herziening van artikel 52 (overgangsbepaling).

Parlementaire vergoeding van de leden van de Kamer (1919-1920) (intrekking).

Verslaggever : de heer Van der Elst.

Herziening van artikel 53.

Samenstelling van de Senaat en verkiezing van de Senatoren.

Verslaggever : de heer De Gryse.

Herziening van artikel 53 (overgangsbepaling).

Vrouwenstemrecht. — Bijzondere categorieën (verkiezing van de Senatoren) (intrekking).

Verslaggever : de heer De Gryse.

Herziening van artikel 56bis (overgangsbepaling).

Voorwaarden tot verkiesbaarheid van de Senatoren (termijnen) (intrekking).

Verslaggever : de heer Lindemans.

Herziening van artikel 57.

Vergoeding. — Vrijkaart van de Senatoren.

Overgezonden door de Senaat, n° 10-13/1° van 27 juni 1969.

Verslaggever : de heer Brouhon.

Herziening van artikel 68.

Bekrachtiging van de verdragen.

Verslaggever : de heer Wigny.

Herziening van artikel 84.

Regentschap.

Overgezonden door de Senaat, n° 10-7/1° van 20 juni 1969.

15 april 1970. — Verzonden naar een subcommissie van de Commissie voor de Grondwetsherziening.

Verslaggever : de heer Perin.

Herziening van artikel 93.

Geschillen over politieke rechten.

Verslaggever : de heer Lindemans.

Herziening van artikel 98.

Jury.

Verslaggever : de heer Lindemans.

Herziening van Titel III, hoofdstuk III, artikel 107bis (nieuw).

Conflicten tussen wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van intern recht en bepalingen van internationaal recht of van gemeenschapsrecht.

Verslaggever : de heer Wigny.

Herziening van Titel III, invoeving van een hoofdstuk IIIbis (nieuw).

Administratieve rechtscolleges en Raad van State.

Verslaggever : de heer Perin.

Herziening van de Titel IV, artikel 115bis (nieuw).

Financiële programma's voor verscheidene jaren.

Verslaggever : de heer Persoons.

Herziening van artikel 116, alinea 2.

Rekenhof.

Verslaggever : de heer Persoons.

Herziening van artikel 139.

Afzonderlijke wetten : drukpers, jury, financiën, enz.

Overgezonden door de Senaat, n° 10-12/1° van 20 juni 1969.

Verslaggever : de heer De Gryse.

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE.

Amnestie :

Wetsvoorstel strekkende tot het verlenen van amnestie voor feiten, gepleegd in de Limburgse mijnstreek, naar aanleiding van de sociale beroering aldaar ontstaan in de eerste maanden van 1970. Ingediend door de heer Raskin. n° 640/1 van 14 april 1970.

Beroepen :

Handelsagenten :

1. Wetsvoorstel betreffende de handelsagentuurovereenkomst.

Ingediend door de heer Cudell, n° 252/1 van 21 januari 1969.

14 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor de Justitie.

Verslaggever : de heer Boel.

2. Wetsontwerp betreffende de agentuurovereenkomst.

Ingediend door de Regering, n° 283/1 van 14 februari 1969.

Amendementen van : 1° de heer Gillet; 2° de heer Lindemans, n° 283/2 van 14 mei 1969.

14 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor de Justitie.

Subamendement van de heer Van Lidth de Jeude, n° 283/3 van 27 november 1969.

Verslaggever : de heer Boel.

Buitenlandse Zaken :

Oorlog :

Wetsontwerp betreffende het tegengaan van de ernstige inbreuken op de internationale overeenkomsten van Genève van 12 augustus 1949.

Ingediend door de Regering, n° 577/1 van 27 mei 1963.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 16 april 1965.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 29 juni 1966.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 december 1968.

Verslaggever : de heer Vanderpoorten.

Burgerlijk recht :*Adoptie :*

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 350, § 2, van het Burgerlijk Wetboek en ertoe strekkende het verzoekschrift tot homologatie van een adoptie door de advocaat van de belanghebbenden te laten ondertekenen.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 642/1 van 14 april 1970.

Burgerlijke aansprakelijkheid (automobilisten) :

1. Wetsontwerp tot uitlegging van de artikelen 9 en 10 van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen.

Overgezonden door de Senaat, n° 511/1 van 14 februari 1963.

Verslaggever : de heer Van Rompaey.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen.

Ingediend door de heer Defraigne, n° 20/1 van 2 juli 1968.

3. Wetsvoorstel betreffende de vergoeding van de schade in verband met lichamelijke letsels die zijn opgelopen bij door wild veroorzaakte verkeersongevallen.

Ingediend door de heer Michel, n° 97/1 van 22 oktober 1968.

4. Wetsvoorstel betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake fietsen, tandems en rijwielen met hulpmotor.

Ingediend door de heer Cantillon, n° 536/1 van 10 december 1969.

Burgerlijke stand :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 75 van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot de door de partijen aan te wijzen dag voor de voltrekking van een huwelijk.

Ingediend door de heer Geldolf, n° 55/1 van 18 juli 1968.

Amendement van de heer Defraigne, n° 55/2 van 23 juli 1968.

Amendement van de heer Geldolf, n° 55/3 van 30 oktober 1969.

2. Wetsvoorstel waarbij de wet van 11 Germinal jaar XI (1 april 1803) betreffende de voornamen en de veranderingen van naam wordt aangevuld met het oog op de voornaamsverandering.

Ingediend door de heer Defraigne, n° 300/1 van 27 februari 1969.

Dienstbaarheden :

Wetsvoorstel tot wijziging van Afdeling V van Titel IV van het Tweede Boek (art. 682 tot 685) van het Burgerlijk Wetboek, betreffende het recht van overgang of van noodweg.

Ingediend door de heer Lindemans, n° 147/1 van 12 november 1968, 10 juni 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor de Justitie.

Verslaggever : de heer Saint-Remy.

Erfenissen :

Wetsvoorstel tot wijziging en aanvulling van artikelen 832 en 833 van het Burgerlijk Wetboek, betreffende de verdeling.

Ingediend door de heer Lindemans, n° 146/1 van 12 november 1968.

Amendementen van de heer Claes (A.), n° 146/2 van 24 april 1969.

Amendementen van de heer Lindemans, n° 146/3 van 21 mei 1969.

Verslaggever : de heer Defraigne.

Handelseigendom :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 april 1951 op de handelshuurovereenkomsten.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 27/1 van 4 juli 1968.

Huurovereenkomsten :

Wetsvoorstel tot regeling van de verhuring van gemeubelde woonruimten.

Ingediend door de heer De Facq, n° 498/1 van 30 oktober 1969.

Huurpacht op lange termijn :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 14 mei 1955 betreffende de erfpachten.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 570/1 van 28 januari 1970.

Huwelijkscontract :

Wetsontwerp houdende wijziging van de artikelen 1409, 1424 en 1425 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de wettelijke gemeenschap, en toevoeging van een artikel 1424bis.

Gewijzigd door de Senaat, n° 417/3 van 1957-1958.

Verslaggever : de heer Mertens de Wilmars.

Inboorlingenschap :

1. Wetsvoorstel betreffende de herkrijging van de Belgische nationaliteit door bepaalde personen die vervallen verklaard zijn krachtens de besluitwet van 20 juni 1945 betreffende het verval van de Belgische nationaliteit, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1962.

Ingediend door de heer Schyns, n° 119/1 van 22 oktober 1968.

2. Wetsvoorstel betreffende de herkrijging van de Belgische nationaliteit door sommige ervan vervallen verklaarde personen ingevolge de wet van 30 juli 1934 betreffende de vervallenverklaring van de staat van Belg.

Ingediend door de heer Schyns, n° 120/1 van 22 oktober 1968.

Landpacht :

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 1774, § 3, 2°, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 612/1 van 1959-1960.

Verslaggever : de heer Cooreman.

Ouderlijke macht :

Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 373, 374, 384 en 389 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door Mevr. De Riemaeker-Legot, n° 662/1 van 28 april 1970.

Scheiding en echtscheiding :

1. Wetsontwerp betreffende de uitkering na echtscheiding.

Opnieuw gewijzigd door de Senaat, n° 225/2 van 17 juni 1966.

Verslaggever : de heer Saint-Remy.

2. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 298 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer Defraigne, n° 251/1 van 21 januari 1969.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de laatste zin van artikel 301 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 264/1 van 30 januari 1969.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 387, 388 en 389 van het Strafwetboek en van de artikelen 229 en 230 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door Mevr. De Riemaeker-Legot, n° 661/1 van 28 april 1970.

5. Wetsontwerp betreffende de rechtspleging inzake echtscheiding door onderlinge toestemming en scheiding van tafel en bed en haar gevolgen.

Overgezonden door de Senaat, n° 731/1 van 25 juni 1970.

Verjuring :

Wetsvoorstel betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting.

Ingediend door de heer Pede, n° 95/1 van 22 oktober 1968.

Verkoop :

1. Wetsvoorstel tot instelling ten voordele van de gemeenten van een recht van voorkoop op de onroerende goederen welke te koop worden gesteld binnen de grenzen van een bijzonder plan van aanleg.

Ingediend door de heer Michel, n° 218/1 van 19 december 1968.

2. Wetsvoorstel ter bescherming van de kopers van onroerende goederen.

Ingediend door de heer Defraigne, n° 265/1 van 30 januari 1969.

3. Wetsvoorstel betreffende het recht van inkoop en van wederinkoop van onroerende goederen.

Ingediend door de heer Lindemans, n° 584/1 van 12 februari 1970.

Voogdij :

Wetsontwerp betreffende het beheer over effectendeposito's boekjes en andere rekeningen op naam van minderjarigen.

Ingediend door de Regering, n° 603/1 van 24 februari 1970.

Amendementen van de Regering, n° 603/2 van 25 maart 1970.

Amendementen van de heer Saint-Remy, n° 603/3 van 14 april 1970.

Amendement van de Regering, n° 603/4 van 12 mei 1970.

Amendementen van de Regering, n° 603/5 van 24 juni 1970.

Verslaggever : Mevr. De Riemaeker-Legot.

Burgerlijke rechtspleging :*Bevoegdheid :*

Wetsontwerp betreffende de machten van de rechter in kortgeding.

Overgezonden door de Senaat, n° 493 van 19 mei 1949.

Verslaggever : de heer Soudan.

Dieren :*Bescherming van dieren.*

Wetsvoorstel waarbij het schieten van duiven wordt verboden.

Ingediend door de heer Gillet, n° 47/1 van 17 juli 1968.

Geneeskunst :*Wegnemen van organen :*

Wetsvoorstel betreffende het wegnemen van organen post mortem.
Ingediend door de heer Cornet d'Elzius, n° 248/1 van 16 januari 1969.

Amendement van de heer Duerinck, n° 248/2 van 24 maart 1970.

Handel en nijverheid :*Wapens en munitie :*

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapenen en op de handel in munitie.

Ingediend door de heer Gillet, n° 38/1 van 11 juli 1968.

13 mei 1970. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor de Justitie.

2. Wetsvoorstel tot regeling van het gebruik van vuur- en sportwapenen.

Ingediend door de heer Baudson, n° 504/1 van 30 oktober 1969.

13 mei 1970. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor de Justitie.

3. Wetsontwerp op de wapens en munitie.

Ingediend door de Regering, n° 635/1 van 8 april 1970.

Amendement van de heer Gillet, n° 635/2 van 13 mei 1970.

13 mei 1970. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor de Justitie.

Amendementen van de heer Cornet d'Elzius, n° 635/3 van 2 juni 1970.

Amendement van de heer Suykerbuyk, n° 635/4 van 16 juni 1970.

Handelsrecht :*Faillissement :*

1. Wetsvoorstel tot herziening van Boek III van het Wetboek van Koophandel, betreffende het faillissement, de bankreuk en het uitstel van betaling.

Ingediend door de heer Michel, n° 229/1 van 7 januari 1969.

2. Wetsvoorstel tot invoering van een bevoorrechte schuldverdeling ten voordele van de makelaars en tot wijziging van artikel 545 van het Wetboek van Koophandel.

Ingediend door de heer Boey, n° 687/1 van 21 mei 1970.

Handelsvennootschappen :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van het eerste artikel van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen.

Ingediend door de heer De Vlies, n° 199/1 van 10 december 1968.

2. Wetsontwerp tot wijziging van de wetgeving betreffende de handelsvennootschappen.

Ingediend door de Regering, n° 700/1 van 29 mei 1970.

Jeugd :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1, tweede lid, van de wet van 15 juli 1960 tot zedelijke bescherming van de jeugd.

Ingediend door de heer Cudell, n° 313/1 van 12 maart 1969.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juli 1960 tot zedelijke bescherming van de jeugd.

Ingediend door de heer Bocu, n° 399/1 van 29 mei 1969.

3. Wetsvoorstel tot oprichting van een « Nationaal Fonds voor sociale bescherming van de jeugd ».

Ingediend door Mevr. De Riemaeker-Legot, n° 611/1 van 5 maart 1970.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming ter vergemakkelijking van vervolging inzake wegverkeer.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 646/1 van 14 april 1970.

5. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

Ingediend door de Regering, n° 756/1 van 2 oktober 1970.

Leger :*Militair gerecht :*

Wetsontwerp betreffende de benoeming van het burgerlijk lid van de krijgsraden te velde.

Overgezonden door de Senaat, n° 735/1 van 21 februari 1964.

Notariaat :

1. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI houdende inrichting van het notariaat, en van het besluit van 2 nivôse jaar XII betreffende de instelling en de inrichting van de kamers van notarissen.

Overgezonden door de Senaat, n° 1021/1 van 25 maart 1965.

Amendementen van de heer Hermans, n° 1021/2 van 30 maart 1965.

Amendementen van de heer Sainttraint, n° 1021/3 van 5 april 1965.

Amendementen van : 1° de heer W. De Clercq; 2° de heer Dewulf, n° 1021/4 van 8 april 1965.

Amendementen van de heer Sainttraint, n° 135/2 van 28 februari 1966.

Amendementen van de Regering, n° 135/3 van 22 juni 1966.

Amendementen van de heer Sainttraint, n° 135/4 van 8 september 1966.

Amendementen van de heer Van Lidth de Jeude, n° 135/5 van 27 september 1966.

Amendementen van de heer Leys, n° 135/6 van 18 december 1967.

Amendement van de heer Lefèvre (Th.), n° 135/7 van 25 januari 1968.

Amendementen van de heer Lindemans, n° 253/2 van 21 januari 1969.

Verslaggever : de heer Hermans.

2. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 juli 1931 betreffende de bevoegdheid van de diplomatieke en consulaire ambtenaren in notariële zaken.

Overgezonden door de Senaat, n° 1033/1 van 7 april 1965.

Amendement van de heer Sainttraint, n° 358/2 van 30 januari 1967.

Onteigening :

Wetsvoorstel waarbij, voor de personen tegen wie een onteigening ten algemene nutte wordt vervolgd, de kosten voor technisch en rechtskundig advies ten laste van de Staat worden gelegd.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 114/1 van 22 oktober 1968.

Verslaggever : de heer Defraigne.

Rechterlijke inrichting :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 790 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Leys, n° 299/1 van 27 februari 1969.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 1340- en 1341 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, betreffende de sommiere rechtspleging om betaling te bevelen.

Ingediend door de heer Humblet, n° 414/1 van 10 juni 1969.

3. Wetsvoorstel tot wijziging en aanvulling van artikel 1410 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Verhenne, n° 485/1 van 14 oktober 1969.

Verslaggever : de heer Van Rompaey.

4. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 131, 8°, van de gemeentewet, gewijzigd door artikel 79, § 2, van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, van artikel 69, 2°, van de provinciale wet, gewijzigd door artikel 79, § 1, van dezelfde wet van 14 februari 1961 en van artikel 49, § 2 en § 3, van artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 576/1 van 4 februari 1970.

5. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 25 van de overgangsbepalingen die voorkomen in artikel 4 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Coulonvaux, n° 669/1 van 30 april 1970.

Verslaggever : de heer Van Lidth de Jeude.

Balie :

Wetsontwerp betreffende de uitoefening van het beroep van advocaat en houdende invoering van tuchtraden van beroep.

Overgezonden door de Senaat, n° 247 van 8 maart 1949.

Amendementen van de Regering, n° 244 van 6 februari 1951.

Verslaggever : de heer De Gryse.

Notarissen, pleitbezorgers, deurwaarders :

Wetsontwerp tot instelling van hoger beroep in tuchtzaken voor de notarissen, pleitbezorgers en deurwaarders.

Overgezonden door de Senaat, n° 488 van 19 mei 1949.

Amendementen van de heer Lefèvre (Th.), n° 331 van 1949-1950.

Amendementen van de heer Lefèvre (Th.), n° 24 van 28 juni 1950.

Verslaggever : de heer De Gryse.

Personeel :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op de rechterlijke inrichting en van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Van Lidth de Jeude, n° 32/1 van 10 juli 1968.

Verslaggever : de heer Van Rompaey.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, met het oog op de uitbreiding van het kader van de substituit-procurateurs des Konings van de parketten van eerste aanleg.
Ingediend door de heer Van Lidth de Jeude, n° 34/1 van 10 juli 1968.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 december 1957, houdende herziening van het statuut van de griffiers van de rechterlijke macht en van het personeel van de griffies van hoven en rechtbanken.
Ingediend door de heer Leys, n° 162/1 van 26 november 1968.

4. Wetsvoorstel tot invoeging in het Gerechtelijk Wetboek van een artikel 258bis waardoor, onder de hoven van beroep, een billijke verdeling van de plaatsen van raadsheer in en van advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie verzekerd wordt.
Ingediend door de heer De Gryse, n° 261/1 van 29 januari 1969.
Amendement van de heer Lindemans, n° 261/2 van 27 maart 1969.
Advies van de Raad van State, n° 261/3 van 30 juni 1969.
Amendement van de heer Defraigne, n° 261/4 van 15 april 1970.
Verslaggever: de heer Mathys.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10, hoofdstuk III, eerste Titel, van artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Boeykens, n° 337/1 van 27 maart 1969.
Verslaggever: de heer Laloux.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, gewijzigd bij de wetten van 1 september 1966, 5 juni 1967 en 5 maart 1969.

- Ingediend door de heer Van Rompaey, n° 427/1 van 19 juni 1969.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juni 1899 houdende Titel II van het Wetboek van Militaire Strafvordering, gewijzigd bij de wet van 20 december 1968.

Ingediend door de heer De Vlies, n° 436/1 van 24 juni 1969.

Talen :

1. Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 20 en 23 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.
Overgezonden door de Senaat, n° 369 van 4 maart 1954.

2. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 juni 1955 op het gebruik der talen in gerechtszaken.
Overgezonden door de Senaat, n° 370 van 4 maart 1954.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 49 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.
Ingediend door de heren De Vlies en Mattheyssens, n° 449/1 van 25 juni 1969.

4. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 36 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.
Ingediend door de heer Havelange, n° 451/1 van 26 juni 1969.

Wedden :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Van Lidth de Jeude, n° 35/1 van 10 juli 1968.
Amendementen van de heer Lindemans, n° 35/2 van 19 november 1968.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 wat betreft de jaarwedden van de griffiers van de militaire gerechten.
Ingediend door de heer Charpentier, n° 180/1 van 28 november 1968.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 263, § 1, 2°, en 264, § 2, 2°, van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Henri Deruelles, n° 293/1 van 20 februari 1969.

Spelen en weddenschappen :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 24 oktober 1902 op het spel, aangevuld door de wet van 19 april 1963.
Ingediend door de heer Raskin, n° 402/1 van 3 juni 1969.

Strafrecht :

Diefstal :

1. Wetsvoorstel waarbij artikel 507 van het Strafwetboek wordt aangevuld met een bepaling tot bestraffing van de diefstal van een pand, gepleegd door de eigenaar van het in pand gegeven voorwerp.
Ingediend door de heer Havelange, n° 382/1 van 14 mei 1969.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van Hoofdstuk I van Titel IX van het Strafwetboek, tot vaststelling van straffen tegen personen die onder bedreiging een luchtvaartuig hebben afgeleid.

Ingediend door de heren Gillet en Defraigne, n° 724/1 van 17 juni 1970.

Goede zeden :

Wetsvoorstel tot opheffing van het 7°, het 8° en het 9° lid van artikel 383 van het Strafwetboek.

Ingediend door de heer Cudell, n° 56/1 van 18 juli 1968.

Amendementen van de Regering, n° 56/2 van 27 december 1968
Subamendementen van de Regering, n° 56/3 van 19 mei 1970.

Misbruik :

Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 185, 186, 187 en 228 van het Strafwetboek en tot invoeging in dat wetboek van een artikel 184bis.

Ingediend door de Regering, n° 857/1 van 20 augustus 1964.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 16 april 1965.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 29 juni 1966.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 december 1968.

Onvrijwillige doding :

Wetsvoorstel betreffende het invoeren van de waarschuwingsverplichting bij gevallen van dreigend ernstig gevaar.

Ingediend door de heer Geldolf, n° 361/1 van 22 april 1969.

Overtredingen :

Wetsvoorstel betreffende de lawaaibestrijding.

Ingediend door de heer Gillet, n° 126/1 van 23 oktober 1968.

Slagen en verwondingen :

Wetsvoorstel tot regeling van de door de Staat uit te keren vergoeding aan de slachtoffers van geweldpleging.

Ingediend door de heer Glinne, n° 276/1 van 11 februari 1969.

Amendementen van de heer Defraigne, n° 276/2 van 20 februari 1969.

Strafrechterlijke geldboeten :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimes op de strafrechterlijke geldboeten, ter aanpassing van het bedrag der geldboeten aan de bestaansmiddelen van de veroordeelden.

Ingediend door de Regering, n° 592/1 van 17 februari 1970.

Amendementen van de heer Charpentier, n° 592/2 van 1 april 1970.
Verslaggever: de heer Mathys.

Veiligheid van de Staat :

1. Wetsvoorstel tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden.

Ingediend door de heer Glinne, n° 22/1 van 2 juli 1968.

Amendementen van de Regering, n° 22/2 van 25 mei 1970.

Verslaggever: de heer Van Lidth de Jeude.

2. Wetsvoorstel op de separatistische drijfveren.

Ingediend door de heer Gillet, n° 65/1 van 18 juli 1968.

Veiligheid van de Staat (vreemd leger) :

Wetsontwerp betreffende diensten bij een leger- of troepenmacht die zich op het grondgebied van een vreemde Staat bevindt.

Ingediend door de Regering, n° 478/1 van 14 november 1967.

Amendementen van de heer Sainttraint, n° 478/2 van 4 december 1967.

Amendementen van de heer Glinne, n° 478/3 van 5 december 1967.

Verslag van de heer Lindemans, n° 478/4 van 20 december 1967.

Amendementen van de heer Le Grève, n° 478/5 van 8 januari 1968.

Amendementen van de heer Glinne, n° 478/6 van 8 januari 1968.

Amendement van de Regering, n° 478/7 van 9 januari 1968.

Amendementen van: 1° de heer Defraigne; 2° de heer Pierson, n° 478/8 van 16 januari 1968.

Subamendement van de heer Glinne, n° 478/9 van 24 januari 1968.

Aanvullend verslag van de heer Lindemans, n° 478/10 van 31 januari 1968.

Amendementen van de heer Le Grève, n° 478/11 van 31 januari 1968.

Amendement van de heer Sainttraint, n° 478/12 van 5 februari 1968.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 december 1968.

Voorlopige hechtenis :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis.

Ingediend door de Regering, n° 472/1 van 10 september 1969.

Amendementen van de heer Lindemans, n° 472/2 van 14 oktober 1969.

Amendementen van de heer Charpentier, n° 472/3 van 4 november 1969.

Amendementen van de heer Charpentier, n° 472/4 van 12 november 1969.

Amendement van de heer Charpentier, n° 472/5 van 14 januari 1970.
Verslaggever : de heer Jeunehomme.

Voorwaardelijke invrijheidstelling en veroordeling :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 17 van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie.

Ingediend door de heer Duerinck, n° 141/1 van 12 november 1968.

Strafvordering :

1. Wetsontwerp betreffende de strafregisters.

Ingediend door de Regering, n° 1046/1 van 12 april 1965.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 16 april 1965.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 29 juni 1966.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 december 1968.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 187 van het Wetboek van Strafvordering.

Ingediend door de heer Defraigne, n° 667/1 van 30 april 1970.

Verzekeringen :

Wetsvoorstel betreffende de contracten van levensverzekering voor het schuldsaldo van hypothecaire leningen.

Ingediend door de heer Levaux, n° 703/1 van 2 juni 1970.

COMMISSIE VOOR DE LANDBOUW.**Burgerlijk recht :***Landpacht :*

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel III van de wet van 4 november 1969 tot wijziging van de pachtwetgeving en van de wetgeving betreffende het recht van voorkoop ten gunste van huurders van landeigendommen.

Ingediend door de heer Defraigne, n° 705/1 van 2 juni 1970.

Amendement van de heer Lindemans, n° 705/2 van 23 juni 1970.

Jacht :

1. Wetsvoorstel tot vaststelling van een minimum als aaneengesloten oppervlakte voor de gronden waarop het jachtrecht mag worden uitgeoefend.

Ingediend door de heer Pede, n° 96/1 van 22 oktober 1968.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1961 tot regeling van het herstel der door grof wild aangerichte schade.

Ingediend door de heer Michel, n° 198/1 van 10 december 1968.

Verslaggever : de heer Humblet.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de jachtwet van 28. februari 1882.

Ingediend door de heer Gillet, n° 311/1 van 11 maart 1969.

Amendement van de heer Vandamme, n° 311/2 van 2 juni 1970.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

Wetsontwerp tot wijziging van het statuut van het Instituut tot aanmoediging van het wetenschappelijk onderzoek in nijverheid en landbouw, omgewerkt door het koninklijk besluit van 5 juni 1957.

Overgezonden door de Senaat, n° 235/1 van 13 december 1961.

25 juni 1968. — Verzonden naar de verenigde Commissies voor de Economische Zaken en voor de Landbouw.

Landbouw :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 april 1965 houdende de instelling van een saneringsfonds voor de landbouw.

Ingediend door Mej. G. Devos, n° 559/1 van 13 januari 1970.

2. Wetsvoorstel betreffende het onverdeelbaar landbouwbedrijf.

Ingediend door de heer Lindemans, n° 580/1 van 10 februari 1970.

Boswetboek :

Wetsvoorstel tot wijziging van het Boswetboek.

Ingediend door de heer Nothomb, n° 684/1 van 20 mei 1970.

Amendementen van de heer Cornet d'Elzjus, n° 684/2 van 11 juni 1970.

Verslaggever : Mej. G. Devos.

Onteigening :

Wetsvoorstel tot toekenning van een buitengewone tegemoetkoming aan landbouwers die, ten gevolge van onteigening ten algemene nutte, met moeilijkheden te kampen hebben.

Ingediend door de heer Picron, n° 164/1 van 26 november 1968.

COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING.**Eervolle onderscheidingen :**

Wetsontwerp betreffende het dragen van eervolle onderscheidingen wegens oorlogsfeiten, door de moeders en de weduwen van voor België gestorven personen.

Ingediend door de Regering, n° 505/1 van 12 december 1967.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 december 1968.

Leger :*Militaire school :*

Wetsvoorstel tot wijziging van de naam van de Koninklijke Militaire School.

Ingediend door de heer Mattheyssens, n° 202/1 van 11 december 1968.

Verslaggever : Mej. G. Devos.

Militair gerecht :

Wetsvoorstel tot afschaffing van de krijgsrechtelijke cachotstraf.

Ingediend door de heer Poswick, n° 595/1 van 19 februari 1970.

Verslaggever : de heer Van Dessel.

Talen :

Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 30 juli 1938, betreffende het taalgebruik in het leger.

Ingediend door de heer Mattheyssens, n° 152/1 van 19 november 1968.

Verslaggever : de heer De Vlies.

Oorlog :*Ontsnappen :*

Wetsontwerp tot invoering van een statuut der oorlogsontsnappen.

Overgezonden door de Senaat, n° 132 van 20 december 1951.

Amendement van de Regering, n° 122 van 21 januari 1953.

Verslag van de heer Verboven, n° 400 van 19 mei 1953.

Amendement van de heer Namèche, n° 469 van 9 juni 1953.

Amendementen van de heer Terfve, n° 478 van 10 juni 1953.

10 juni 1953. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.

Weerstand :

Wetsvoorstel betreffende de erkenning als gewapend weerstand van de leden van laattijdig erkende weerstandgroeperingen.

Ingediend door de heer Tanghe, n° 456/1 van 27 juni 1969.

Verslaggever : de heer Van Dessel.

COMMISSIE VOOR DE MIDDENSTAND.

Beroepen :*Architecten :*

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juni 1963 betreffende de instelling van een Orde van architecten.

Ingediend door de heer Van Rompacy, n° 161/1 van 26 november 1968.

Belastingsconsulenten :

Wetsvoorstel tot instelling van een Orde van belastingsconsulenten.

Ingediend door de heer Baeskens, n° 484/1 van 14 oktober 1969.

Amendementen van de heer De Pacq, n° 484/2 van 27 januari 1970.

Consulent van kleine en middelgrote ondernemingen :

Wetsvoorstel op de bescherming van de titel van consulent van kleine en middelgrote ondernemingen.

Ingediend door de heer d'Alcantara, n° 540/1 van 11 december 1969.

Landmeters-experts :

1. Wetsvoorstel betreffende de bescherming van de titel van meetkundige-schatter van onroerende goederen.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 212/1 van 19 december 1968.

2. Wetsvoorstel houdende oprichting van een orde van landmeters-experts van onroerende goederen.

Ingediend door de heer Van Herreweghe, n° 387/1 van 20 mei 1969.

Makelaars in onroerende goederen :

Wetsvoorstel tot regeling van het beroep van makelaars in onroerende goederen en van expert-adviseur in onroerende goederen.

Ingediend door de heer d'Alcantara, n° 260/1 van 28 januari 1969.

Amendementen van de heer Jeunehomme, n° 260/2 van 4 juni 1970.

Handel en nijverheid :*Alleenverkoop :*

1. Wetsontwerp betreffende eenzijdige beëindiging van de verkoopconcessies.

Overgezonden door de Senaat, n° 344/1 van 28 maart 1969.

Amendementen van : 1° de heer Boey; 2° de heer d'Alcantara;

3° de heer Saint-Remy, n° 344/2 van 29 april 1969.

Amendement van de heer Knoops, n° 344/3 van 7 mei 1969.

Amendement van de heer De Keersmaeker, n° 344/4 van 13 mei 1969.

10 februari 1970. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Economische Zaken en de Middenstand.

Amendement van de Regering, n° 344/5 van 24 juni 1970.

Verslaggever : de heer Baeskens.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 juli 1961 betreffende eenzijdige beëindiging van de voor onbepaalde tijd verleende concessies van alleenverkoop.

Ingediend door de heer Cudell, n° 298/1 van 26 februari 1969.

Kleinhandel :

Wetsvoorstel betreffende de handelspraktijken en de bescherming van de verbruiker.

Ingediend door de heren Vernimmen en D'haeseleer, n° 452/1 van 26 juni 1969.

Amendement van de heer Gendebien, n° 452/2 van 21 augustus 1969.

30 oktober 1969. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Economische Zaken en de Middenstand.

Krediet :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 mei 1959 tot verruiming van de mogelijkheden inzake de beroeps- en ambachtskredietverlening aan de middenstand, gewijzigd door het koninklijk besluit n° 31 van 5 juli 1967.

Ingediend door de heer E. Goeman, n° 597/1 van 19 februari 1970.

Sociale verzekeringen :*Ouderdom en vroegtijdige dood :*

1. Wetsvoorstel tot versoepling van de bewijsvoering der loopbaan in het raam van de pensioenwetgeving voor zelfstandigen.

Ingediend door de heer Van Herreweghe, n° 183/1 van 4 december 1968.

2. Wetsvoorstel tot instelling van een nationaal pensioen voor alle werknemers.

Ingediend door de heer Gillet, n° 189/1 van 5 december 1968.

15 april 1969. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Sociale Voorzorg en de Middenstand.

Verslaggever : Mevr. Mabilie-Leblanc.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van wat ten aanzien het bewijs van de beroepsbezigheid van de helpers bepaald is in artikel 15 van het koninklijk besluit van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

Ingediend door de heer Nothomb, n° 377/1 van 13 mei 1969.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

Ingediend door de heer E. Goeman, n° 591/1 van 17 februari 1970.

COMMISSIE VOOR DE NATIONALE OPVOEDING.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

Wetsontwerp op het taalgebruik van de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique » en de Koninklijke Vlaamse Academie van Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België.

Overgezonden door de Senaat, n° 739/1 van 30 juni 1970.

Verslaggever : de heer Remacle.

Onderwijs :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de Nationale Raad voor het Rijksonderwijs.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 63/1 van 18 juli 1968.

Verslaggever : de heer Sprockeels.

2. Wetsvoorstel betreffende de organisatie van het secundair onderwijs en de bevordering van het onderwijs in het algemeen.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 105/1 van 22 oktober 1968.

3. Wetsvoorstel tot regeling van het onderwijs in de tehuizen voor kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 106/1 van 22 oktober 1968.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 5 van de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het Rijksonderwijs.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 230/1 van 7 januari 1969.

Verslaggever : de heer Claes (A.).

5. Wetsvoorstel tot invoering van de vijfdaagse schoolweek met vrijaf op zaterdag.

Ingediend door de heer D'haeseleer, n° 327/1 van 26 maart 1969.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager-, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Ingediend door de heer Moulin, n° 397/1 van 27 mei 1969.

7. Wetsvoorstel houdende overgangsmaatregelen met betrekking tot de toelating tot de stage en benoeming van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor het kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 447/1 van 25 juni 1969.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van § 2 van artikel 8 van de wet van 29 mei 1959, het zogenoemde « Schoolpakt ».

Ingediend door de heer Vandamme, n° 539/1 van 11 december 1969.

Verslaggever : de heer Magnée.

9. Wetsvoorstel tot oprichting van een Koninklijk Commissariaat voor de onderwijshervorming.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 575/1 van 4 februari 1970.

Verslaggever : de heer Denis.

Buitengewoon onderwijs :

Wetsvoorstel op het buitengewoon onderwijs.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 107/1 van 22 oktober 1968.

Fonds der meestbegaafden :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 19 maart 1954 houdende instelling van het Nationaal Studiefonds.

Ingediend door de heer Swaelen, n° 487/1 van 14 oktober 1969.
Verslaggever: de heer Magnée.

Hoger onderwijs :

1. Wetsvoorstel op het wetenschappelijk onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 143/1 van 12 november 1968.

2. Wetsvoorstel tot het regelen van de studiën van technisch ingenieur en tot vaststelling van de voorwaarden, vereist om deze graad te behalen.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 144/1 van 12 november 1968.

3. Wetsvoorstel houdende regeling van de studiën en het diploma van technisch ingenieur en instelling van de graad van geaggregeerde voor het hoger technisch onderwijs en regeling van het diploma ervan.

Ingediend door de heer Henckens, n° 177/1 van 28 november 1968.

4. Wetsvoorstel tot beperking van de uitbreiding der schoolnetten voor wat het niet-universitair hoger onderwijs betreft.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 214/1 van 19 december 1968.

5. Wetsvoorstel tot invoering van de graad en het diploma van industrie-ingenieur.

Ingediend door de heer Delforge, n° 226/1 van 7 januari 1969.

6. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet betreffende de inrichting van het hoger onderwijs in de Rijksuniversiteiten.

Ingediend door de heer Denis, n° 339/1 van 27 maart 1969.

7. Wetsvoorstel houdende machtiging tot het nemen van tijdelijke maatregelen ten gunste van sommige leden van het administratief, het gespecialiseerd, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van het Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 403/1 van 3 juni 1969.

Verslaggever: de heer Delforge.

8. Wetsontwerp tot wijziging van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949 en gewijzigd bij de wetten van 17 december 1957, 12 maart 1958 en 8 juni 1964.

Overgezonden door de Senaat, n° 532/1 van 5 december 1969.
Verslaggever: de heer Remacle.

9. Wetsontwerp instellende de graad van industrieel ingenieur en de graad van industrieel conducteur.

Ingediend door de Regering, n° 616/1 van 12 maart 1970.

Amendementen van de heer Delforge, n° 616/2 van 21 mei 1970.

Amendementen van de heer Delforge, n° 616/3 van 2 juni 1970.

Amendementen van: 1° de heer De Seranno; 2° de heer Lamers, n° 616/4 van 4 juni 1970.

Amendementen van de heer Dequae, n° 616/5 van 30 juni 1970.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de toekenning der academische graden en het programma der universitaire examens.

Ingediend door de heer De Vlies, n° 704/1 van 2 juni 1970.

Lager onderwijs :

1. Wetsvoorstel betreffende de verlenging van de leerplicht.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 64/1 van 18 juli 1968.

2. Wetsvoorstel waarbij de voor de inspecteurs van het rijks-onderwijs geldende regeling inzake verlof en ter beschikkingstelling wegens ziekte en gebrekkigheid wordt uitgebreid tot de rijksinspecteurs voor het geïnspecteerd kleuter- en lager onderwijs.

Ingediend door de heer Otte, n° 558/1 van 13 januari 1970.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 oktober 1966 tot vaststelling van de schoolbevolkingsnormen in de kleuter- en lagere scholen.

Ingediend door Mevr. Copée-Gerbinet, n° 706/1 van 2 juni 1970.

Talen :

1. Wetsvoorstel houdende taalregeling in de inrichtingen voor kinderopas.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 17/1 van 26 juni 1968.

2. Wetsvoorstel waarbij de scholen van het Franse taalstelsel der zes gemeenten « met faciliteiten » worden gevoegd bij de taalinspectie van Brussel-Hoofdstad en bij de Franse afdeling van het Ministerie van Nationale Opvoeding.

Ingediend door de heer Boon, n° 171/1 van 27 november 1968.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1932 houdende taalregeling in het lager en middelbaar onderwijs, van de wet van 8 november 1962 tot wijziging van provincie-, arrondissements- en gemeentegrenzen en van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs.

Ingediend door de heer Raskin, n° 228/1 van 7 januari 1969.

4. Wetsvoorstel tot toekenning van een vergoeding voor de kennis van de tweede taal aan de leden van het bestuurs-, onderwijs- of administratief personeel van bepaalde in het arrondissement Verviers gevestigde onderwijsinrichtingen.

Ingediend door de heer Schyns, n° 258/1 van 28 januari 1969.

Verslaggever: de heer Magnée.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs en ertoe strekkende aan het gezinshoofd in het arrondissement Brussel-Hoofdstad de vrije keuze te laten tussen het eentalige en het tweetalige onderwijs.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 340/1 van 27 maart 1969.

6. Wetsvoorstel betreffende het taalstelsel in de voorschoolse inrichtingen van het arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Ingediend door de heer Lindemans, n° 664/1 van 29 april 1970.

7. Wetsvoorstel waarbij de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs wordt gewijzigd ten einde in het secundair onderwijs bijzondere maatregelen in te voeren voor het Duitstalige gebied.

Ingediend door de heer Schyns, n° 697/1 van 27 mei 1970.

Openbare Werken :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 april 1958 tot oprichting van een Fonds voor schoolgebouwen en gebouwen in schoolverband van het Rijk, een Fonds voor hogeronderwijsgebouwen en studentenverblijven van het Rijk.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 448/1 van 25 juni 1969.

Verslaggever: de heer Swaelen.

COMMISSIE VOOR DE OPENBARE WERKEN.**Energie :***Electriciteit, gas, enz.*

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 13 van de wet van 10 maart 1925 op de electriciteitsvoorziening, van het enig artikel van de wet van 17 januari 1938 tot regeling van het gebruik door de openbare besturen, de verenigingen van gemeenten en de concessiehouders van openbare diensten of van diensten van openbaar nut, van de openbare domeinen van de Staat, van de provincies en van de gemeenten, voor het aanleggen en het onderhouden van leidingen en inzonderheid van gas- en waterleidingen, en van artikel 9 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen.

Ingediend door de heer Eneman, n° 312/1 van 12 maart 1969.

Verslaggever: de heer Mottard.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

Wetsvoorstel betreffende het aanbrengen van artistieke versieringen in gebouwen van openbaar nut.

Ingediend door de heer Baudson, n° 578/1 van 10 februari 1970.

Oorlog :*Oorlogsschade :*

1. Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 5 en 6bis van de wetten betreffende de herstelling der oorlogsschade aan private goederen, samengeordend op 30 januari 1954, en, bij uitbreiding, van de wetgeving betreffende de herstelling der schade veroorzaakt door de geallieerde expeditietroepen.

(Afgescheiden artikelen van het ontwerp n° 425/1. — Zie verslag van de heer Van Cleemput, n° 425/23.)

Ontwerp door de Senaat gewijzigd, n° 425/27 van 31 maart 1965.

Verslag van de heer De Mey, n° 425/28 van 6 april 1965.

28 april 1970. — Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Openbare Werken.

2. Wetsvoorstel tot invoering van een nieuw artikel 5bis in de op 30 januari 1954 gecoördineerde wetten betreffende de herstelling der oorlogsschade aan private goederen.

Ingediend door de heer Schyns, n° 121/1 van 22 oktober 1968.

Openbare Werken :*Havens :*

Wetsvoorstel tot instelling van een Havenfonds 1970-1980.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 501/1 van 30 oktober 1969.

Urbanisatie :

Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 58 en inlassing van een artikel 58bis in de wet van 29 maart 1962, houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en stedenbouw.

Ingediend door de heer Coucke, n° 21/1 van 2 juli 1968.

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE VOORZORG.**Arbeid :***Verlof :*

Wetsvoorstel tot wijziging van het besluit van de Regent van 22 juni 1948 houdende toekenning van kosteloze reiskaarten voor de jaarlijkse verlofdagen van mijnwerkers en van het koninklijk besluit van 28 juni 1967 houdende bepaling van de speciale modaliteiten om op de mijnwerkers en gelijkgestellten de wetgeving betreffende de jaarlijkse vakantie van de loonarbeiders toe te passen.

Ingediend door de heer Raskin, n° 665/1 van 29 april 1970.

Kinderbijslagen :

1. Wetsvoorstel betreffende de kinderbijslag en het kraamgeld. Ingediend door de heer Brouhon, n° 140/1 van 12 november 1968.

2. Wetsvoorstel tot toekenning van gezinsuitkeringen voor kinderen wier vader wettig onbekend is.

Ingediend door Mevr. Copée-Gerbinet, n° 204/1 van 12 december 1968.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het organiek koninklijk besluit van 22 december 1938 voorzien bij de wet van 10 juni 1937 houdende uitbreiding van de kindertoeslagen tot de werkgevers en tot de niet-loontrekkende arbeiders.

Ingediend door de heer Claeys, n° 386/1 van 20 mei 1969.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 maart 1965 betreffende de kinderbijslag voor bepaalde categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel.

Ingediend door de heer Vansteenkiste, n° 426/1 van 19 juni 1969.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 62 van de samengevoegde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.

Ingediend door de heer Duerinck, n° 521/1 van 25 november 1969.

Openbare onderstand :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 68 van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand ten einde het principe van het sociaal bestaansminimum in te voeren.

Ingediend door de heer Gillet, n° 14/1 van 25 juni 1968.

Amendement van de heer Gillet, n° 14/2 van 4 december 1968.

Sociale verzekeringen :*Arbeidsongevallen :*

1. Wetsvoorstel betreffende het uitbetalen van de lijfrenten in kapitaal ten gevolge van arbeidsongevallen.

Ingediend door de heer Defraigne, n° 13/1 van 25 juni 1968.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 28 van de gecoördineerde wetten van 28 september 1931 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit de arbeidsongevallen.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 116/1 van 22 oktober 1968. Verslaggever : de heer Dhoore.

Beroepsziekten :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 december 1963 betreffende de schadeloosstelling voor en de voorkoming van beroepsziekten.

Ingediend door de heer Anciaux, n° 150/1 van 12 november 1968.

Gehandicapten :

1. Wetsvoorstel tot instelling van vakantiegeld ten behoeve van de gebrekkigen en vermiukten die ten minste voor 66 % blijvend arbeidsongeschikt zijn.

Ingediend door Mevr. Copée-Gerbinet, n° 295/1 van 25 februari 1969.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende het speciaal onderstandfonds en houdende inzonderheid uitbreiding tot de ten huize gesekwestreerde geesteszieke kinderen van de voordelen van de wetgeving betreffende de gebrekkigen en vermiukten.

Ingediend door de heer H. Goemans, n° 364/1 van 29 april 1970.

3. Wetsvoorstel betreffende de sociale zekerheid van de in beschutte werkplaatsen te werk gestelde werknemers.

Ingediend door de heer Schyns, n° 598/1 van 19 februari 1970.

Maatschappelijke Zekerheid :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Ingediend door de heer Verhenne, n° 614/1 van 10 maart 1970.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het recht op de voordelen van de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en arbeidsters die om gezinsredenen gedwongen zijn de uitoefening van hun beroep als werknemer tijdelijk te onderbreken.

Ingediend door Mevr. Copée-Gerbinet, n° 707/1 van 2 juni 1970.

Ouderdom en vroegtijdige dood :

1. Wetsvoorstel tot verhoging van het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.

Ingediend door de heer Hicquet, n° 12/1 van 25 juni 1968.

Amendementen van de heer Hicquet, n° 12/2 van 14 april 1970. Verslaggever : de heer Demets.

2. Wetsvoorstel waarbij aan de gepensioneerden volledige arbeidsvrijheid wordt toegekend.

Ingediend door de heer Lefebvre (R.), n° 155/1 van 20 november 1968.

Amendementen van de heer Gillet, n° 155/2 van 24 maart 1970. Verslaggever : de heer Defraigne.

3. Wetsvoorstel tot instelling van een nationaal pensioen voor alle werknemers.

Ingediend door de heer Gillet, n° 189/1 van 5 december 1968.

15 april 1969. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Sociale Voorzorg en voor de Middenstand, Verslaggever : Mevr. Mabilie-Leblanc.

COMMISSIE VOOR DE TEWERKSTELLING EN DE ARBEID.**Arbeid :**

Wetsvoorstel tot instelling van een verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat.

Ingediend door de heer Schyns, n° 694/1 van 26 mei 1970.

Arbeidsovereenkomst :

1. Wetsontwerp strekkende tot schorsing van de uitvoering van het contract van dienstverhuring in geval van staking of lock-out.

Gewijzigd door de Senaat, n° 392 van 9 maart 1954.

Amendementen van de heer De Paepe, n° 464/2 van 23 februari 1956.

Verslag van de heer D'haeseleer, n° 172/2 van 18 maart 1959.

15 april 1959. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.

2. Wetsontwerp betreffende het sociaal statuut van de sportbeoefenaar.

Overgezonden door de Senaat, n° 651/1 van 16 april 1970.

Amendementen van de heer Brouhon, n° 651/2 van 29 april 1970.

Amendementen van de heer Raskin, n° 651/3 van 21 mei 1970.

Handelsreizigers :

Wetsontwerp tot invoering van een beroepseenzelfvigeidskaart voor handelsreizigers.
Overgezonden door de Senaat, n° 95 van 24 april 1945.
Verslag van de heer Heyman, n° 194 van 29 augustus 1945.
26 september 1945. -- Opnieuw verzonden naar de Commissie.

Hygiëne en veiligheid der arbeiders :

Wetsontwerp betreffende de veiligheidsvoorschriften bij de fabricage, de behandeling en het gebruik van gevaarlijke scheikundige stoffen en produkten, ter voorkoming van ongevallen en beroepsziekten.
Overgezonden door de Senaat, n° 128/1 van 1958-1959.
Amendementen van de Regering, n° 128/2 van 17 maart 1959.
Verslag van de heer Bertrand, n° 128/3 van 18 maart 1959.
12 november 1959. -- Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Tewerkstelling en de Arbeid en voor advies naar de Commissie voor de Volksgezondheid en het Gezin.

Lonen :

1. Wetsvoorstel waarbij gelijke beloning van mannen en vrouwen algemeen verplicht wordt gemaakt.
Ingediend door de heer Couteau, n° 172/1 van 27 november 1968.
2. Wetsvoorstel tot invoering van gelijke beloning van mannelijke en vrouwelijke werknemers.
Ingediend door Mevr. Copée-Gerbinet, n° 210/1 van 18 december 1968.

Handel en nijverheid :**Sluiting van ondernemingen :**

Wetsvoorstel ter verzekering van de wedertewerkstelling der werknemers van de mijnen en industriële ondernemingen ten einde de werkgelegenheid op peil te houden.
Ingediend door de heer Couteau, n° 156/1 van 20 november 1968.

**COMMISSIE VOOR HET VERKEERSWEZEN, DE POSTERIJEN,
DE TELEGRAFIE EN DE TELEFONIE.**

Arbeid :**Hygiëne en veiligheid der arbeiders :**

Wetsvoorstel tot invoering van een verplichting om een afscherming aan te brengen ter beveiliging van de bestuurders van taxivoertuigen.
Ingediend door de heer Boey, n° 184/1 van 4 december 1968.
Verslaggever : de heer Coucke.

Openbare Besturen :

Wetsontwerp houdende tijdelijke maatregelen ten gunste van sommige personeelsleden van het Bestuur der Posterijen.
Ingediend door de Regering, n° 746/1 van 13 juli 1970.

Radio-omroep :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 januari 1960 betref-

Onderwijs :**Beroepsonderwijs :**

Wetsvoorstel waarbij de jonge werknemers in staat gesteld worden tijdens de normale werkuren de leergangen van het onderwijs met beperkt leerplan te volgen en waarbij hun bezoldiging gedurende die tijd wordt geregeld.

Ingediend door de heer Baudson, n° 142/1 van 12 november 1968.

Openbare besturen :**Talen :**

Wetsvoorstel tot wijziging van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming.

Ingediend door de heer Lindemans, n° 205/1 van 12 december 1968.

Sociale verzekeringen :**Gehandicapten :**

Wetsvoorstel tot economische en sociale integratie van de mindervaliden.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 294/1 van 25 februari 1969.

Werkloosheid :

1. Wetsvoorstel tot toekenning van dezelfde werkloosheidsuitkeringen aan werkloze vrouwen als aan mannelijke werklozen.

Ingediend door Mevr. Copée-Gerbinet, n° 113/1 van 22 oktober 1968.

2. Wetsvoorstel op het verlenen van aanspraak op werkloosheidsuitkeringen aan bepaalde categorieën van landbouwers.

Ingediend door de heer Pieron, n° 163/1 van 26 november 1968.

fende de taksen op de toestellen voor het ontvangen van radio-omroepuitzendingen.

Ingediend door de heer Michel, n° 187/1 van 4 december 1968.

Sociale verzekeringen :**Ouderdom en vroegtijdige dood :**

Wetsvoorstel tot verlening aan de gepensioneerden van 50 % reductie op de netten van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen.

Ingediend door de heer Gillet, n° 236/1 van 9 januari 1969.

Vervoer :**Luchtvaart :**

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 juni 1937, houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling van de luchtvaart.

Ingediend door de heer De Vlies, n° 359/1 van 16 april 1969.

COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID EN HET GEZIN.

Beroepen :**Tandprothesist :**

Wetsvoorstel tot instelling van de titel van tandprothesist.
Ingediend door de heer Geldolf, n° 149/1 van 12 november 1968.

Geneeskunst :

Wetsvoorstel tot aanvulling van de bepalingen betreffende de geneeskunst die verband houden met de officina's.

Ingediend door de heer Michel, n° 486/1 van 14 oktober 1969.
Amendementen van de heer De Vlies, n° 486/2 van 3 november 1969.

Handel en nijverheid :**Vlies :**

Wetsontwerp betreffende de organisatie van de veterinaire keuringen en sanitaire controles alsook van de slachthuizen voor slachtdieren.

Ingediend door de Regering, n° 554/1 van 6 februari 1968.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 december 1968.

13 januari 1970. -- Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor de Volksgezondheid en het Gezin.

Amendementen van de heren Cornet en Gustin, n° 561/2 van 13 januari 1970.

Verslaggever : de heer Eneman.

Oorlog :**Krijgsgevangenen. -- Politieke gevangenen :**

Wetsontwerp tot wijziging van de wetten betreffende het statuut van de politieke gevangenen en hun rechthebbenden, gecoördineerd op 16 oktober 1954, en tot vaststelling, voor bepaalde categorieën van krijgsgevangenen, van de toekenningsmodaliteiten van het pensioen bedoeld in artikel 7, vijfde lid, van de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen.

Ingediend door de Regering, n° 479/1 van 25 september 1969.
Verslaggever : de heer Nazé.

Burgerlijke oorlogsslachtoffers :

Wetsvoorstel tot invoering van een statuut van de onder dwang bij de Wehrmacht ingelijfd.

Ingediend door de heer Schyns, n° 57/1 van 18 juli 1968.

Vluchtelingen en geëvacueerden :

Wetsvoorstel tot instelling van een statuut der uitgewekenen.

Ingediend door Mevr. Copée-Gerbinet, n° 257/1 van 23 januari 1969.

Openbare besturen :

Wetsvoorstel tot invoering van een nationale voorrangkaart voor bejaarden.

Ingediend door de heer Gillet, n° 493/1 van 21 oktober 1969.

Openbare onderstand :

1. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 2 april 1965 tot wijziging van de wet van 27 november 1891 op de Openbare Onderstand.

Ingediend door de heer Van Rompaey, n° 356/1 van 15 april 1969.

2. Wetsvoorstel tot hervorming van de commissies van openbare onderstand.

Ingediend door de heer Michel, n° 404/1 van 3 juni 1969.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand en ter vervanging van de benaming « Openbare Onderstand » door « Openbare Dienst voor Sociaal Dienstbetoon ».

Ingediend door de heer Gillet, n° 489/1 van 14 oktober 1969.

Sociale verzekeringen :*Ouderdom en vroegtijdige dood :*

Wetsvoorstel tot oprichting van een « Nationaal Fonds voor de bouw en het geschikt maken van woningen en verplegingsinrichtingen voor bejaarden ».

Ingediend door de heer Gillet, n° 49/1 van 17 juli 1968.

Volksgezondheid :

1. Wetsvoorstel betreffende de diepgevroren produkten.

Ingediend door de heer Hicquet, n° 61/1 van 18 juli 1968.

2. Wetsvoorstel betreffende de luchtverontreiniging veroorzaakt door uitlaatgassen van autoverluiden.

Ingediend door de heer H. Goemans, n° 639/1 van 14 april 1970.

Waters en Bossen :

Wetsvoorstel houdende oprichting van een Nationaal Instituut van het Waterbeleid.

Ingediend door de heer De Vlies, n° 328/1 van 26 maart 1969.

Waterverontreiniging :

Wetsvoorstel tot oprichting van een Nationale Maatschappij voor de Beveiliging van het Bovenwater.

Ingediend door de heer Hicquet, n° 104/1 van 22 oktober 1968.

Woningen :

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een « Nationaal Grondfonds voor Sociale Woningbouw ».

Ingediend door de heer De Scranno, n° 301/1 van 27 februari 1969.

2. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 15 april 1949 tot instelling van een Nationaal Fonds voor de Huisvesting, gewijzigd bij de wet van 27 juni 1956.

Ingediend door de heer Van Rompaey, n° 618/1 van 17 maart 1970.

IV. — Wetsvoorstellen die nog niet in overweging werden genomen.**Belastingen :***Directe belastingen :*

Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.

Ingediend door de heer Sels, n° 354/1 van 15 april 1969.

Burgerlijk recht :*Schenkingen :*

Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 919 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer Willens, n° 728/1 van 24 juni 1970.

Gemeenten :*Gemeentewet :*

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 125 van de gemeentewet.

Ingediend door de heer Van Hoorick, n° 326/1 van 26 maart 1969.

Vereniging van gemeenten :

1. Wetsvoorstel betreffende de districten.

Ingediend door de heer Piron, n° 367/1 van 29 april 1969.

2. Wetsvoorstel betreffende de samenvoeging van gemeenten en de wijziging van gemeentegrenzen.

Ingediend door de heer Piron, n° 422/1 van 18 juni 1969.

Amendement van de heren Piron, Meyers en Mottard, n° 422/2 van 5 maart 1970.

Handel en nijverheid :

Wetsvoorstel tot bevordering van investeringen in de achterliggende gebieden en tot wijziging van de wet van 14 juli 1966 tot tijdelijke instelling van uitzonderlijke hulpverlening ter versnelling van de economische reconversie en ontwikkeling van de steenkoolmijngebieden en van bepaalde andere gewesten die met ernstige en dringende problemen te kampen hebben.

Ingediend door de heer Hannotte, n° 111/1 van 22 oktober 1968.

Verrekeningsinstituut :

Wetsvoorstel tot instelling van een Nationaal Instituut voor financiële en commerciële verrekening.

Ingediend door de heer Piron, n° 601/1 van 24 februari 1970.

Kieswetten :*Gemeenteverkiezingen :*

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentekieswet om de kiesgerechtigde leeftijd van 21 jaar op 18 jaar te brengen.

Ingediend door de heren De Croo en Claes (W.), n° 329/1 van 26 maart 1969.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentekieswet om de kiesbaarheidsleeftijd van 25 jaar op 21 jaar te brengen.

Ingediend door de heren Knoops en Couteau, n° 330/1 van 26 maart 1969.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentekieswet ten einde stemrecht te verlenen aan de dienstplichtige onderofficieren, korporaals en soldaten in actieve dienst.

Ingediend door de heren Vansteenkiste en Suykerbuyk, n° 331/1 van 26 maart 1969.

Kinderbijslagen :

Wetsvoorstel betreffende de toekenning van kinderbijslag voor kinderen van werknemers die gedetineerd of gevangen gezet zijn.

Ingediend door de heer Hicquet, n° 102/1 van 22 oktober 1968.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :*Auteursrecht :*

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 maart 1886 op het auteursrecht.

Ingediend door de heer Michel, n° 514/1 van 13 november 1969.

Landbouw :*Krediet :*

Wetsvoorstel tot oprichting van een Maatschappij voor Grondkrediet.

Ingediend door de heer Dewulf, n° 46/1 van 17 juli 1968.

Leger :*Burgerlijk personeel :*

1. Wetsvoorstel tot vaststelling van het stelsel der vergoedingen, toepasselijk op het burgerlijk en het daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Landsverdediging ingeval van dienstoverplaatsing.

Ingediend door de heer Posson, n° 24/1 van 3 juli 1968.

2. Wetsvoorstel waarbij het mogelijk wordt gemaakt om militairen tot rijksambtenaar bij het Ministerie van Landsverdediging te benoemen ingeval er aldaar vaste betrekkingen worden opengesteld ter vervanging van betrekkingen die door militairen van het actief kader werden bekleed, en waarbij de bijzondere bepalingen die op de aldus benoemde ambtenaren toepasselijk zijn, worden vastgelegd.

Ingediend door de heer Posson, n° 93/1 van 22 oktober 1968.

Dienstplicht :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 10, 12, 63 en 87 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door de heer Gheysen, n° 445/1 van 25 juni 1969.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10 van de gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door de heer Van Dessel, n° 629/1 van 25 maart 1970.

3. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 10, § 2 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door de heer Tanghe, n° 644/1 van 14 april 1970.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 54 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door de heer Tanghe, n° 663/1 van 28 april 1970.

5. Wetsvoorstel tot het verlenen van uitstel of vrijlating van militaire dienst op morele grond aan de dienstplichtigen die als politiek mandataris verkozen zijn.

Ingediend door de heer Glinne, n° 732/1 van 25 juni 1970.

Talen :

Wetsvoorstel tot wijziging en aanvulling van de wet van 30 juli 1938 gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

Ingediend door de heer Persoons, n° 620/1 van 17 maart 1970.

Onderwijs :*Fonds der Meestbegaaften :*

Wetsvoorstel houdende instelling van een regeling van studietoelagen en leningen.

Ingediend door de heer Henckens, n° 760/1 van 13 oktober 1970.

Hoger onderwijs :

Wetsvoorstel betreffende het financieel beheer van de vrije erkende instellingen van wetenschappelijk onderwijs.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 610/1 van 4 maart 1970.

Lager onderwijs :

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 november 1962 tot vaststelling van het bedrag van de toelage toegekend aan de personeelsleden van de onderwijsinstellingen van de Staat die toezicht uitoefenen 's morgens en gedurende het middagmaal.

Ingediend door de heer Raskin, n° 366/1 van 29 april 1969.

Onteigening :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algemeenen nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen.

Ingediend door de heer De Weert, n° 682/1 van 19 mei 1970.

Oorlog :*Burgerlijke oorlogsslachtoffers :*

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 15 van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstellensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden.

Ingediend door de heer De Weert, n° 365/1 van 29 april 1969.

Openbare besturen :

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 mei 1958 waarbij de toekenning van de toelage voor de uitoefening van hogere functies wordt geregeld.

Ingediend door de heer Duerinck, n° 696/1 van 27 mei 1970.

Talen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken en er toe strekkende een einde te maken aan de uit die wet voortvloeiende discriminaties die door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in zijn arrest van 23 juli 1968 uitdrukkelijk werden veroordeeld.

Ingediend door de heer Mundeleer, n° 723/1 van 16 juni 1970.

Pensioenen :*Militaire pensioenen :*

1. Wetsvoorstel tot verlening aan de zeevissers van dezelfde voordelen als toegekend aan de andere categorieën van zeelieden, voor diensten bewezen tijdens de beide wereldoorlogen.

Ingediend door de heer Holvoet, n° 213/1 van 19 december 1968.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 april 1958, waarbij onder meer een strijdersrente en een gevangenschapsrente worden ingesteld ten voordele van de strijders, de politieke gevangenen en de krijgsgevangenen, zoals die wet gewijzigd is bij de wet van 29 maart 1967.

Ingediend door de heer Gillet, n° 759/1 van 13 oktober 1970.

Posterijen :*Postcheks :*

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 11 van de wet van 2 mei 1956 op de postcheks.

Ingediend door de heer Schyns, n° 285/1 van 18 februari 1969.

Publiek recht :*Grondwet :*

Voorstel strekkende tot de herziening van de bepalingen van Titel II van de Grondwet betreffende de economische en sociale rechten door invoeging van een artikel *6quater* (nieuw) en een artikel *6quinquies* (nieuw).

Ingediend door de heer Piron, n° 762/1 van 13 oktober 1970.

Onverenigbaarheden :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de Ministers, gewezen Ministers en Ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers.

Ingediend door de heer Brouhon, n° 98/1 van 22 oktober 1968.

Raad van State :*Wedden :*

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State.

Ingediend door de heer Persoons, n° 99/1 van 22 oktober 1968.

2. Wetsvoorstel waarbij een wijziging wordt aangebracht in artikel 3 van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging van de wet van 5 april 1965 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 491/1 van 14 oktober 1969.

Rechterlijke inrichting :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 628, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Havelange, n° 722/1 van 16 juni 1970.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 728 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Dequae, n° 742/1 van 1 juli 1970.

Sociale verzekeringen :*Arbeidsongevallen :*

Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 28 van de gecoördineerde wetten betreffende de vergoeding van de schade voortspruitende uit arbeidsongevallen.

Ingediend door de heer Massart, n° 602/1 van 24 februari 1970.

Gehandicapten :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 4, tweede lid, van de gecoördineerde wetten van 3 februari 1961 betreffende de gebrekkigen en verminkten.

Ingediend door de heer De Keuleneir, n° 455/1 van 27 juni 1969.

Mijnwerkers :

Wetsvoorstel waarbij het de mijnwerkers, die onderdaan zijn van een land der Europese Economische Gemeenschap, wordt toegestaan te zetelen in de bestuurscommissies van de verzorgingskassen van het Rijkspensioenfonds voor mijnwerkers.

Ingediend door de heer Nazé, n° 745/1 van 3 juli 1970.

Ouderdom en vroegtijdige dood :

1. Wetsvoorstel betreffende het rust- en overlevingspensioen voor de onder Belgische vlag varende zeelieden, getroffen door een arbeidsongeval dat mede te wijten is aan een oorlogshandeling.

Ingediend door de heer Hicguet, n° 103/1 van 22 oktober 1968.

2. Wetsvoorstel waarbij uitoefening van een beroepsbezigheid wordt toegestaan aan alle personen die een ouderdoms- of overlevingspensioen genieten.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 118/1 van 22 oktober 1968.

3. Wetsvoorstel tot oprichting van een Nationaal Instituut voor Bejaarden.

Ingediend door de heer Hicguet, n° 123/1 van 22 oktober 1968.

Strafrecht :*Goede zeden :*

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 383 van het Strafwetboek.

Ingediend door de heer Cudell, n° 695/1 van 27 mei 1970.

Overtredingen :

Wetsvoorstel tot bestrijding van het lawaai.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 761/1 van 13 oktober 1970.

Strafvordering :

Wetsvoorstel tot verlenging van de termijnen van dagvaarding en van de voorzieningstermijnen in strafzaken.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 727/1 van 23 juni 1970.

Vervoer :*Auto's :*

Wetsvoorstel tot instelling van een regie van de Brusselse taxis.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 273/1 van 6 februari 1969.

Wedden :

Wetsvoorstel betreffende de wedden van sommige titularissen van openbare ambten en van de bedienaars van de crediensten.

Ingediend door de heer Claes (A.), n° 322/1 van 20 maart 1969.

Wegverkeer :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 24 van het koninklijk besluit van 4 mei 1965 betreffende de gerechtelijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht om een motorrijtuig te besturen, de formaliteiten tot uitwerking en de examens tot herkrijging van dit recht.

Ingediend door de heer Van Rompaey, n° 710/1 van 3 juni 1970.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 maart 1968 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

Ingediend door de heer Dewulf, n° 758/1 van 13 oktober 1970.

Wetgevende Kamers :*Reglement van de Kamer :*

1. Voorstel tot wijziging van artikel 12 van het Reglement van de Kamer.

Ingediend door de heer Gillet, n° 596/1 van 19 februari 1970.

2. Voorstel tot wijziging van artikel 16, n° 3 van het Reglement van de Kamer met betrekking tot de volgorde waarin de wetsontwerpen en -voorstellen worden onderzocht.

Ingediend door de heer Gillet, n° 647/1 van 14 april 1970.

3. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer.

Ingediend door de heer Perin, n° 702/1 van 2 juni 1970.

Woningen :

Wetsvoorstel tot regeling van de prijzen der bouwgronden voortkomende uit verkavelingen.

Ingediend door de heer Van Rompaey, n° 744/1 van 3 juli 1970.

Zeewezen :*Zeevissertij :*

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 november 1961, houdende toekenning van een premie voor het slopen van vissersvaartuigen.

Ingediend door de heer Claeys, n° 729/1 van 20 juni 1970.